

COMPTES PUBLICS

1992-1993

Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1993**

Québec 

9871
79
03
C438
1007/93, 1
EX-01
G-15F

COMPTES PUBLICS

1992-1993

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

**Année financière
terminée le 31 mars 1993**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-27628-0 (Édition complète)
ISBN 2-550-27578-0 (Volume 1)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1993
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Martial Asselin
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

La soussignée a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1993.

La ministre des Finances,
Monique Gagnon-Tremblay

Québec, décembre 1993

À la ministre des Finances
Madame Monique Gagnon-Tremblay
Hôtel du Gouvernement
Québec

Madame la Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1993, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, f.c.a.

Québec, décembre 1993

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1993	
Revenus, dépenses et dette nette	13
Actif et passif	14
Besoins financiers et financement	16
Emploi des crédits	18
Notes complémentaires aux états financiers	20
Rapport du Vérificateur général	
sur les états financiers du	
gouvernement du Québec	39
Observations du Vérificateur général	
sur les états financiers du	
gouvernement du Québec	43
 ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	 1
Sommaire	
Activités de fonctionnement	
Activités d'investissement	
Détail du compte des régimes de retraite	
 FINANCEMENT - SECTION	 2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
 ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	 3

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du **gouvernement du Québec** de l'année financière terminée le 31 mars 1993 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux

Le **Volume 1** présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1993, préparés au ministère des Finances selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, apparaissent certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement ainsi que le détail des comptes des régimes de retraite;
- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement;
- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le **Volume 2** présente le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par catégorie et par ministère et organisme en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu;
- Dans la seconde, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, super-catégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que la Liste des fournisseurs et bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère;
- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le **Volume 3** présente les États financiers des fonds spéciaux qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, f.c.a.

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1993

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en millions de dollars)

	1993	1992
		(note 11)
REVENUS		
Impôts sur les revenus et les biens	16 098	16 460
Taxes à la consommation	7 653	7 809
Droits et permis	909	846
Revenus divers	1 441	1 072
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement	1 529	1 494
Revenus autonomes	27 630	27 681
Transferts du gouvernement du Canada	7 815	6 776
Total des revenus (note 2)	35 445	34 457
DÉPENSES (note 3)		
Transferts:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	9 675	9 333
Établissements de santé et de services sociaux	9 155	8 889
Organismes sans but lucratif et entreprises	1 590	1 513
Municipalités et organismes municipaux	1 296	1 441
Personnes	7 165	6 552
Entreprises, organismes du Gouvernement et fonds spéciaux	852	672
Total des transferts	29 733	28 400
Traitements, salaires et avantages sociaux	3 315	3 216
Service de la dette	4 764	4 678
Autres dépenses	2 565	2 354
Total des dépenses	40 377	38 648
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	4 932	4 191
DETTE NETTE AU DÉBUT	40 528	36 311
Inscription aux crédateurs des arrérages envers la Société d'habitation du Québec	67	
Redressement apporté aux emprunts afin de rendre la comptabilisation des fonds d'amortissement conforme aux conventions comptables en vigueur		26
DETTE NETTE À LA FIN	45 527	40 528

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1993

(en millions de dollars)

	1993	1992
		(note 11)
ACTIF		
Placements temporaires - au coût	2 341	1 117
Débiteurs	3 197	2 870
Dû par le gouvernement du Canada - Gestion de la taxe sur les produits et services	15	23
Intérêts courus sur placements	9	6
	<u>5 562</u>	<u>4 016</u>
 Placements-actions, obligations, billets, prêts et avances (note 4):		
Entreprises et organismes du Gouvernement	11 549	11 148
Municipalités et organismes municipaux	46	48
Particuliers, sociétés et autres	315	203
	<u>11 910</u>	<u>11 399</u>
 Frais reportés	<u>45</u>	<u>140</u>
 Perte de change non réalisée	<u>769</u>	
 Avances au Fonds de financement (note 8)	<u>2 640</u>	<u>1 037</u>
 TOTAL DE L'ACTIF	<u>20 926</u>	<u>16 592</u>
 DETTE NETTE	<u>45 527</u>	<u>40 528</u>
	<u>66 453</u>	<u>57 120</u>

Le Contrôleur des finances,

Le sous-ministre des Finances,

Pierre-André Paré, f.c.a.

Alain Rhéaume

Québec, le 30 novembre 1993

	1993	1992
PASSIF		
Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 5)	107	95
Avances des fonds en fidéicomis	182	63
Compte d'accords de perception fiscale	360	361
Créditeurs et frais courus	2 396	2 498
Intérêts courus sur emprunts	1 705	1 602
	<u>4 750</u>	<u>4 619</u>
Gain de change non réalisé		86
Provision pour perte sur placements en actions (note 4)	90	71
Provision pour financer l'assainissement des eaux	74	59
Compte des régimes de retraite (note 6) Passif inscrit	21 502	19 343
Moins: Participation du Gouvernement inscrite d'avance	1 834	1 200
	<u>19 668</u>	<u>18 143</u>
Emprunts (note 7)	39 231	33 105
Emprunts pour le Fonds de financement (note 8)	2 640	1 037
TOTAL DU PASSIF	<u>66 453</u>	<u>57 120</u>

Engagements et éventualités (note 9)
Événement postérieur au 31 mars 1993 (note 10)

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en millions de dollars)

	1993		1992	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT				
Déficit des opérations budgétaires		4 932		4 191
Éléments n'affectant pas les liquidités:				
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	676		606	
Provisions pour moins value	(203)		(172)	
Contribution pour financer l'assainissement des eaux	(29)		(27)	
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (note 6b)	(2 347)		(2 677)	
Amortissement des frais reportés	(286)		(247)	
Amortissement de la (perte) ou du gain de change non réalisé	(94)	(2 283)	9	(2 508)
		2 649		1 683
Régimes de retraite:				
Pensions et autres paiements	1 060		963	
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(238)	822	(202)	761
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement *		592		374
Liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement		4 063		2 818
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Placements effectués		161		125
Placements réalisés		(311)		(289)
Liquidités provenant des activités d'investissement		(150)		(164)
Besoins financiers nets		3 913		2 654
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Variation de la dette à long terme				
Emprunts effectués		6 982		5 786
Variation de la dette résultant du produit de contrats d'échange de devises		(2)		
		6 980		5 786
Emprunts remboursés		(1 804)		(2 666)
		5 176		3 120
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:				
Espèces en banque	(39)		3	
Placements temporaires	(1 224)	(1 263)	(469)	(466)
FINANCEMENT NET		3 913		2 654

* Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et les dépôts en circulation, les débiteurs, les intérêts courus sur placements, les frais reportés et le compte «Dû par le gouvernement du Canada - Gestion de la taxe sur les produits et services». Les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommis, le compte d'accords de perception fiscale, les créiteurs et frais courus, les intérêts courus sur emprunts, la provision pour financer l'assainissement des eaux et la provision pour perte sur placements en actions.

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en millions de dollars)

	1993	1992
ACTIVITÉS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT		
Avances effectuées	1 624	1 037
Avances réalisées	(21) ⁽¹⁾	
	<u>1 603</u>	<u>1 037</u>
Emprunts effectués	1 624	1 037
Emprunts remboursés	(21) ⁽¹⁾	
	<u>1 603</u>	<u>1 037</u>

⁽¹⁾ Emprunts temporaires

EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 1993

(en millions de dollars)

Ministères et organismes	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires internationales	129		120		9	
Affaires municipales	782	1	757		25	1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	696	2	669	2	27	
Approvisionnement et Services	43		22		21	
Assemblée nationale		81		71		10
Communautés culturelles et Immigration	123		102		21	
Communications	118		114		4	
Conseil du trésor	25		24		1	
Conseil exécutif	156	1	112	1	44	
Culture	321	22	313	22	8	
Éducation	5 763	184	5 734	111	28	74
Énergie et Ressources	164		147		17	
Enseignement supérieur et Science	3 549	46	3 534	29	15	17
Environnement	594		574		20	
Finances	445	5 009	167	4 697	278	312
Forêts	335	5	309	4	27	
Industrie, Commerce et Technologie	545		485		60	
Justice	431	74	418	73	13	1
Loisir, Chasse et Pêche	228		222		6	
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation pro- fessionnelle	4 145		4 084		61	
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	174		164		10	
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	308	831	300	783	8	48
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	29		27		2	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	21	62	20	62	1	
Régie de l'assurance-maladie du Québec		2 884		2 711		173
Revenu	297	118	286	100	12	17
Santé et Services sociaux	8 385	1 721	8 321	1 505	64	216
Sécurité publique	853	8	816	8	37	
Tourisme	113		110		3	
Transports	2 099	1	2 025	1	74	
Travail	81	3	74	3	6	1
Provision pour créances douteuses		185		185		
	30 952	11 238 ⁽¹⁾	30 050	10 368	902	870
Dépenses	30 888	11 238	29 991	10 368	897	870
Prêts, placements et avances	64		59		5	
	30 952	11 238 ⁽¹⁾	30 050	10 368	902	870
⁽¹⁾ Crédits permanents:						
Inclus dans les prévi- sions budgétaires		10 865		9 995		870
Non inclus dans les pré- visions budgétaires		373		373		
		11 238		10 368		870

EMPLOI DES CRÉDITS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois à effectuer à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements et avances.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements et avances ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment ne tient pas compte, cependant, de l'augmentation des dépenses résultant de l'augmentation de la provision pour perte sur placements en actions au montant de 18 millions de dollars puisque les crédits seront pourvus s'il y a des transferts à cette fin.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1993 démontre qu'aucun excédent de dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus imputables sur ces crédits.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des entreprises et organismes du Gouvernement et autres, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

L'ACTIF ET LE PASSIF

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation modifiée et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, les mises de fonds en actions sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ses entreprises avec contrepartie aux revenus.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs publics et parapublics (enseignement, santé et services sociaux). Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes et pour amortir le passif actuariel non inscrit sont portées aux dépenses et la contrepartie est inscrite au passif auquel s'ajoutent les dépenses d'intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes, entreprises et fonds désignés à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

La partie des prestations constituées qui est à la charge du Gouvernement et dont l'inscription au passif reste à compléter par voie d'amortissement ainsi que les méthodes d'amortissement utilisées sont indiquées à la note complémentaire 6c.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacune des années financières, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

2. REVENUS

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction de 953 millions de dollars (771 millions de dollars en 1992: montant redressé) de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les remboursements d'impôts fonciers, les allocations d'aide aux familles et le crédit d'impôt remboursable pour taxe de vente; de 349 millions de dollars (180 millions de dollars en 1992: montant redressé) de l'impôt des sociétés pour des crédits remboursables pour pertes autre que perte en capital, pour la recherche scientifique et le développement expérimental, pour la formation de la main d'oeuvre et pour les productions cinématographiques québécoises; de 51 millions de dollars (70 millions de dollars en 1992) des droits et permis pour les crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations et autres fins.

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4. Les revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement comprennent des dividendes de 853 millions de dollars (888 millions de dollars en 1992) et une participation dans les résultats de 676 millions de dollars (606 millions de dollars en 1992).

3. DÉPENSES

a) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1993, s'élèvent à 1 512 millions de dollars (1 260 millions de dollars en 1992), dont 728 millions de dollars (582 millions de dollars en 1992) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 784 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (678 millions de dollars en 1992). Ces dépenses en capital ainsi que la liste des biens de nature «capital» pour un montant de l'ordre de 13 040 millions de dollars au 31 mars 1993 (12 563 millions de dollars au 31 mars 1992) ainsi que leurs critères d'inscription apparaissent respectivement aux pages 1-37, 1-7, 3-1 et 3-4 du volume 2 des Comptes publics.

b) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et domaine ainsi que par ministère et organisme apparaît à l'annexe 5.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

4. PLACEMENTS

a) Placements dans les entreprises et organismes du Gouvernement

	1993	1992
	(en millions de dollars) (note 11)	
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	11 432	10 750
Dotations - au coût	41	41
Obligations et billets - au coût	9	9
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	67	348
	<u>11 549</u>	<u>11 148</u>
Provision pour perte sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	<u>90</u>	<u>72</u>

b) Échéancier des obligations et billets, prêts et avances

Excluant un montant de 98 millions de dollars (88 millions de dollars en 1992: montant redressé) dont les échéances ne sont pas déterminées, l'échéancier des obligations et billets et des prêts et avances aux entreprises et organismes du Gouvernement de 76 millions de dollars (357 millions de dollars en 1992), aux municipalités et organismes municipaux de 46 millions de dollars (48 millions de dollars en 1992) et aux particuliers, sociétés et autres, de 301 millions de dollars (189 millions de dollars en 1992) se résume comme suit:

Années d'échéance	1993	1992
	(en millions de dollars) (redressé)	
1993		202
1994	115	120
1995	21	21
1996	22	22
1997	22	19
1998	22	19
	<u>202</u>	<u>403</u>
1999 et plus	123	103
	<u>325</u>	<u>506</u>

5. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE, ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	1993	1992
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	<u>274</u>	<u>194</u>
Moins:		
Espèces en banque	88	50
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	<u>79</u>	<u>49</u>
	<u>167</u>	<u>99</u>
	<u>107</u>	<u>95</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

6. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

a) Régimes de retraite du gouvernement du Québec

	Nombre estimé de cotisants au 31 décembre 1992	Nombre de prestataires au 31 décembre 1992
Régimes actifs: Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	493 500	43 546
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRSQ)	4 520	1 814
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 750	164
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	125	228
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	300	225
Autres régimes: Régime de retraite des enseignants* (RRE)	29 100	25 595
Régime de retraite de certains enseignants* (RRCE)	2 500	2 437
Régime de retraite des fonctionnaires* (RRF)	14 000	22 857
	<u>546 795</u>	<u>96 866</u>

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

b) Dépense annuelle des régimes de retraite

	1993	1992
	(en millions de dollars)	
Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services	721	808
Amortissement des écarts d'expérience	(513)	(357)
Amortissement du passif actuariel non inscrit	858	782
Intérêts	1 281	1 444
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite	<u>2 347</u>	<u>2 677</u>

c) Méthodes d'amortissement

1) Passif actuariel non inscrit

i) RREGOP et RRAPSC

Pour ces régimes: l'écart entre l'actif retenu pour fins des évaluations actuarielles, excluant les sommes capitalisées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et le solde du compte non budgétaire à la même date est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

6. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

i) RREGOP et RRAPSC (suite)

Le passif actuariel non inscrit relatif aux années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et aux crédits de rentes accordés à certains employés du secteur des Affaires sociales (article 84 de la Loi sur le RREGOP) est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Régimes autres que RREGOP et RRAPSC

Pour ces régimes, l'écart d'expérience entre le taux de référence utilisé pour la détermination des hypothèses de rendement à long terme des évaluations actuarielles et le taux d'intérêt appliqué sur le solde du compte non budgétaire des régimes de retraite est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le solde du passif non inscrit des régimes est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du RRE et RRF où le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et au RREGOP.

2) Écarts d'expérience et coût des modifications

Les écarts d'expérience constatés à chacune des évaluations actuarielles du RREGOP et du RRAPSC sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP. À compter de l'année financière 1989-1990, le coût des modifications apportées à tout régime au titre des services rendus par les participants au cours des années financières antérieures est amorti selon la même méthode et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

d) Passif inscrit

	1993	1992
	(en millions de dollars)	
Régimes actifs:		
-RREGOP	13 553	12 100
-Autres	1 480	1 263
Autres régimes	6 469	5 980
	<u>21 502</u>	<u>19 343</u>

Pour le RREGOP, le passif ne comprend que l'obligation du Gouvernement à titre d'employeur tandis que pour tous les autres régimes, le passif comprend les obligations du Gouvernement envers les participants incluant celles constituées par les cotisations des employés. Les cotisations des participants et les contributions de certains employeurs au RREGOP sont versées aux fonds des employés et des employeurs de ce régime et sont investies dans des fonds particuliers à la Caisse de dépôt et placement du Québec dont le total est de 12 895 millions de dollars au 31 décembre 1992 (11 973 millions de dollars au 31 décembre 1991) tel qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

e) Participation inscrite d'avance

Le passif inscrit au compte des régimes de retraite est établi selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles propres au RREGOP et au RRAPSC. La participation du Gouvernement inscrite d'avance pour ces deux régimes de retraite représente le redressement requis au passif inscrit au compte des régimes de retraite pour présenter le passif du Gouvernement à titre d'employeur envers les régimes de retraite, selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, tel que requis par la convention comptable en vigueur (voir note 1).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

6. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

e) Participation inscrite d'avance (suite)

La participation du Gouvernement à titre d'employeur pour le coût des prestations de retraite constituées, établie selon les dispositions législatives et contractuelles propres aux RREGOP et RRAPSC (selon la méthode actuarielle de nivellement de cotisations et les hypothèses retenues de la CARRA), a été inscrite au passif du compte des régimes de retraite pour un montant de 577 millions de dollars. Par ailleurs, le coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services et selon les hypothèses déterminées par le Gouvernement, s'établit à 541 millions de dollars. L'amortissement des écarts d'expérience calculé selon la même méthode et les mêmes hypothèses s'établit à 513 millions de dollars. Il s'ensuit donc une participation inscrite d'avance de 549 millions de dollars à laquelle on doit ajouter un montant de 85 millions de dollars en intérêts sur le solde à la fin de l'année précédente. Le montant accumulé de la participation inscrite d'avance et des intérêts s'y rapportant est de 1 834 millions de dollars au 31 mars 1993 (1 200 millions de dollars au 31 mars 1992).

f) Évaluations et estimations actuarielles

Les évaluations actuarielles et les estimations actuarielles sont préparées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont préparées tous les trois ans à partir des hypothèses déterminées par le Gouvernement, tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Les obligations du Gouvernement envers les régimes selon les calculs actuariels s'établissent comme suit:

	Estimations actuarielles au 31 décembre 1992	Estimations actuarielles au 31 décembre 1991
	(en millions de dollars) (redressé *)	
Régimes actifs:		
-RREGOP	10 342	9 100
-Autres	2 380	2 195
Autres régimes	16 828	16 038
	<u>29 550</u>	<u>27 333</u>

* Les chiffres au 31 décembre 1991 ont été redressés de 375 millions de dollars pour tenir compte principalement de l'inscription des placements du RREGOP – employés non syndiqués à la valeur comptable au lieu de la valeur marchande ainsi que des évaluations actuarielles au 31 décembre 1990 du RRCE et du RREGOP – crédits de rentes acquis suite au rachat de service antérieur.

Ces estimations actuarielles ont été produites et émises en novembre 1993 par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Les estimations au 31 décembre 1992 ont été établies à partir des évaluations actuarielles préparées par la Commission au 31 décembre 1990 pour le RREGOP, le RRE, le RRF, le RRCE, le RRSQ et au 31 décembre 1987 pour le RRMAN, le RRJCQ et le RRAPSC.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1er juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3 % de la hausse du coût de la vie.

Les évaluations actuarielles ont été établies en prenant en considération, entre autres, une hausse du coût de la vie de 2 % de 1993 à 1995, de 2,25 % à 2,75 % entre 1996 et 1998 et de 3 % par la suite.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. EMPRUNTS

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies	1993		1992	
	En millions d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)	25 971	25 971	22 550	22 550
En monnaies étrangères ⁽²⁾ :				
États-Unis (\$US)	6 943	8 729	5 992	7 130
Japon (¥)	209 004	2 286	165 000	1 477
Suisse (FS)	2 247	1 894	2 263	1 793
Allemagne (DM)	800	625	800	578
France (FF)	2 000	460	1 000	213
Grande-Bretagne (£)	50	95	75	155
		40 060		33 896
MOINS:				
Fonds d'amortissement		829		791
Total		39 231		33 105

(1) Tenant compte des contrats d'échange de devises.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Années d'échéance	1993	1992
	(en millions de dollars)	
1993		3 734
1994	5 649	2 085
1995	2 297	2 187
1996	2 038	1 971
1997	2 723	2 843
1998	3 251	2 003
	15 958	14 823
1999 et plus	23 273	18 282
	39 231	33 105

8. FONDS DE FINANCEMENT

Des emprunts ont été réalisés pour le Fonds de financement, fonds spécial qui regroupe les emprunts des établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que ceux de certaines entreprises et organismes du Gouvernement. En contrepartie de ces emprunts, des avances sont inscrites à l'état de l'actif aux mêmes conditions que les emprunts pour le Fonds de financement, lesquels sont présentés conformément aux conventions comptables en vigueur pour les emprunts. En tenant compte des contrats d'échange de devises, ces emprunts et avances ainsi que l'échéancier s'y rattachant sont présentés ci-dessous:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

8. FONDS DE FINANCEMENT (suite)

	1993	1992
	(en millions de dollars)	
En monnaie du Canada (\$CAN)		
Emprunts temporaires		21
Obligations et billets	2 640	1 016
	<u>2 640</u>	<u>1 037</u>

Années d'échéance	1993	1992
	(en millions de dollars)	
1993		21
1994	34	20
1995	26	
1996	1	
1997	133	132
1998	749	110
	<u>943</u>	<u>283</u>
1999 et plus	1 697	754
	<u>2 640</u>	<u>1 037</u>

De plus, les dépenses du service de la dette et les intérêts courus sur emprunts aux montants de 181 millions de dollars (43 millions de dollars en 1992) et 88 millions de dollars (40 millions de dollars en 1992) respectivement ont été diminués en contrepartie des intérêts sur avances au Fonds de financement.

9. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises et organismes du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 16 094 millions de dollars au 31 mars 1993 (15 146 millions de dollars au 31 mars 1992).

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 37 191 millions de dollars au 31 mars 1993 (34 842 millions de dollars au 31 mars 1992) dont 33 290 millions de dollars (30 958 millions de dollars au 31 mars 1992) se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités autorisés par lois sont présentés sommairement à l'annexe 7.

Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 357 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier lors du règlement de ces réclamations seront imputés aux dépenses de l'année financière en cours.

10. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR AU 31 MARS 1993

La Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) et Cambior Inc. ont conclu une entente avec un groupe de preneurs fermes pour la vente au moyen d'une prise ferme de 10 000 000 d'unités au prix de 14,00 \$ l'unité. Chaque unité est composé d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Dans les 10 000 000 d'unités, 6 000 000 d'actions ordinaires et 2 586 590 de bons de souscription proviennent de Cambior Inc. et 4 000 000 d'actions ordinaires et 2 413 410 de bons de souscription ont été vendus en mai 1993 par SOQUEM.

Au 31 mars 1993, SOQUEM a présenté à l'actif à court terme la portion cédée du placement détenu dans Cambior Inc. Le produit de la vente de ces 4 000 000 d'actions ordinaires, déduction faite de la commission de 4 % versée, est estimé à 54 millions de dollars. Le solde de 2 413 410 d'actions ordinaires détenues par SOQUEM sera réservé auprès d'un fiduciaire en vue de l'exercice des bons de souscription. Chaque bon permettra l'achat d'une action ordinaire de Cambior Inc. à 15,50 \$ jusqu'au 30 juin 1995.

Aux états financiers du Gouvernement, au 31 mars 1994, la valeur de consolidation du placement dans SOQUEM sera ainsi augmentée de 12 millions de dollars représentant le gain net résultant de la vente de ces actions. De plus, le placement sera également diminué de 39 millions de dollars, suite au remboursement du capital-actions émis et payé de SOQUEM au gouvernement du Québec.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1992 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1993. Les chiffres de 1992 de revenus et dépenses ont été redressés de 14 millions de dollars pour tenir compte de la constitution du Fonds des registres du ministère de la Justice à compter du 1^{er} janvier 1992.

Affaires internationales	Industrie, Commerce et Technologie
Affaires municipales	* Société de développement industriel du Québec
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	Justice
Commission municipale du Québec	Commission de protection des droits de la jeunesse
Régie du logement	Commission des droits de la personne
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Office de la protection du consommateur
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Tribunal des droits de la personne
* Commission des courses du Québec	Loisir, Chasse et Pêche
* Office du crédit agricole du Québec - Financement agricole	Régie de la sécurité dans les sports du Québec
* Régie des assurances agricoles du Québec	Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole	Conseil du statut de la femme
Approvisionnement et Services	Office des services de garde à l'enfance
Assemblée nationale	Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique
Communautés culturelles et Immigration	* Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Bureau de révision en immigration	Commission de la fonction publique
Conseil des communautés culturelles et de l'immigration	Office des ressources humaines
Communications	Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Commission d'accès à l'information	Commission d'appel de francisation des entreprises
Régie des télécommunications	Commission de protection de la langue française
Conseil du trésor	Commission de toponymie
Conseil exécutif	Conseil de la langue française
Conseil de la famille	Office de la langue française
Office de planification et de développement du Québec	Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Culture **	Directeur général des élections - Commission de la représentation électorale
Commission des biens culturels du Québec	Protecteur du citoyen
Régie du cinéma	Vérificateur général
Éducation	* Régie de l'assurance-maladie du Québec
Conseil supérieur de l'éducation	Revenu
Énergie et Ressources	Régie des loteries du Québec
Régie du gaz naturel	Santé et Services sociaux
Enseignement supérieur et Science	Conseil de la santé et du bien-être
Conseil de la science et de la technologie	Office des personnes handicapées du Québec
Conseil des collèges	Sécurité publique
Conseil des universités	Comité de déontologie policière
Office des professions du Québec	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Environnement	Régie des permis d'alcool du Québec
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Tourisme
Conseil de la conservation et de l'environnement	Transports
Finances	Commission des transports du Québec
Commission des valeurs mobilières du Québec	Travail
Inspecteur général des institutions financières	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
* Régie de l'assurance-dépôts du Québec	Conseil des services essentiels
Forêts	Régie du bâtiment du Québec
* Office du crédit agricole du Québec - Financement forestier	** Le ministère de la Culture remplace le ministère des Affaires culturelles depuis le 1 ^{er} janvier 1993.
* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.	

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT
LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE

ANNEXE 2

Année financière 1992-1993

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
 Centre de recherche industrielle du Québec
 Centre québécois de valorisation de la biomasse
 Centre québécois pour l'informatisation de la production
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission des affaires sociales
 Commission des courses du Québec
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des services juridiques
 Conseil des assurances de dommages
 Conseil des assurances de personnes
 Corporation d'hébergement du Québec
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fondation Jean-Charles Bonenfant
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Institut québécois de recherche sur la culture
 Institut québécois du cinéma
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Office du crédit agricole du Québec
 Parc technologique du Québec métropolitain
 Radio-Québec
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie des installations olympiques
 Société d'aménagement de l'Outaouais
 Société d'habitation du Québec
 Société de développement industriel du Québec
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
 Société d'investissement Jeunesse
 Société du Grand Théâtre de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société Innovateck du Grand Montréal
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise de développement de la main-d'œuvre
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société québécoise d'information juridique

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Leur énumération est présentée à l'annexe 6 des notes complémentaires.

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
 Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
 Commission de la construction du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission des normes du travail
 Curateur public (Le)
 Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
 Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
 Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers
 Régie de l'assurance-dépôts du Québec
 Régie des assurances agricoles du Québec
 Régie des rentes du Québec
 Société de l'assurance automobile du Québec
 Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
 Fonds de développement international
 Fonds de financement
 Fonds de la formation à distance
 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds de reprographie gouvernementale
 Fonds des approvisionnements et services
 Fonds des cautionnements des agents de voyages
 Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
 Fonds des moyens de communication
 Fonds des registres du ministère de la Justice
 Fonds des services de santé
 Fonds des services de télécommunications
 Fonds des services informatiques
 Fonds du Bureau de la statistique du Québec
 Fonds du courrier et de la messagerie
 Fonds du service aérien gouvernemental
 Fonds d'information géographique et foncière
 Fonds en fidéicommis
 Fonds Les Publications du Québec
 Fonds spécial olympique

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
LEURS CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

ANNEXE 3

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
 Centre de recherche industrielle du Québec
 Centre québécois de valorisation de la biomasse
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission des affaires sociales
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des services juridiques
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Institut québécois de recherche sur la culture
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Radio-Québec
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie des installations olympiques
 Société d'habitation du Québec
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société québécoise d'information juridique

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission des normes du travail
 Curateur public (Le)
 Régie des rentes du Québec
 Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
 Fonds de développement international
 Fonds de financement
 Fonds de la formation à distance
 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds de reprographie gouvernementale
 Fonds des approvisionnements et services
 Fonds des moyens de communication
 Fonds des registres du ministère de la Justice
 Fonds des services de télécommunications
 Fonds des services informatiques
 Fonds du Bureau de la statistique du Québec
 Fonds du courrier et de la messagerie
 Fonds du service aérien gouvernemental
 Fonds d'information géographique et foncière
 Fonds Les Publications du Québec

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Loto-Québec
 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)
 Société des alcools du Québec
 Société des établissements de plein air du Québec
 Société des traversiers du Québec
 Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
 Société générale des industries culturelles (SOGIC)
 Société immobilière du Québec
 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA) incluant le Centre d'insémination artificielle du Québec (CIAQ)

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1993

ANNEXE 4

(en millions de dollars)

	1993	1992
		(note 11)
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	11 434	11 840
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	2 816	2 754
Impôts des sociétés	1 848	1 867
Autres		(1)
	16 098	16 460
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	6 001	6 158
Carburants	1 222	1 117
Tabac	411	513
Pari mutuel	19	21
	7 653	7 809
Droits et permis		
Véhicules automobiles	559	512
Boissons alcooliques	121	109
Ressources naturelles	86	91
Autres	143	134
	909	846
Revenus divers		
Ventes de biens et services	542	430
Intérêts	239	307
Amendes, confiscations et recouvrements	660	335
	1 441	1 072
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	348	365
Loto-Québec	457	461
Hydro-Québec	724	760
Autres		(92)
	1 529	1 494
Total des revenus autonomes	27 630	27 681
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 572	3 485
Autres transferts liés aux accords fiscaux	2 236	1 521
Contributions aux programmes de bien-être	1 738	1 522
Autres programmes	269	248
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 815	6 776
Total des revenus	35 445	34 457

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
 DÉTAIL DES DÉPENSES
 PAR MISSION ET DOMAINE ET PAR MINISTÈRE ET ORGANISME
 Année financière terminée le 31 mars 1993

ANNEXE 5

(en millions de dollars)

	1993	1992
		(note 11)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Sécurité du revenu	3 862	3 369
Santé et services sociaux	12 537	12 204
Services de garde à l'enfance	160	147
Habitation	346	264
	<u>16 905</u>	<u>15 984</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	10 240	9 858
Culture	362	316
Immigration	102	100
Loisir et faune	222	226
	<u>10 926</u>	<u>10 500</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE		
Institutions politiques	956	880
Gestion administrative centrale	1 469	1 398
Relations intergouvernementales	130	121
Protection de la personne et de la propriété	980	980
Protection de l'environnement	601	572
	<u>4 136</u>	<u>3 951</u>
MISSION ÉCONOMIQUE		
Ressources naturelles et industries primaires	1 103	1 117
Industries secondaires et développement technologique	509	375
Développement de la main-d'oeuvre	262	235
Services	147	140
Transports	1 625	1 668
	<u>3 646</u>	<u>3 535</u>
MISSION DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT		
Dettes du gouvernement	<u>4 764</u>	<u>4 678</u>
TOTAL DES DÉPENSES	<u>40 377</u>	<u>38 648</u>

	1993	1992 (note 11)
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME		
Affaires internationales	118	110
Affaires municipales	757	681
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	670	691
Approvisionnements et Services	22	27
Assemblée nationale	71	73
Communautés culturelles et Immigration	102	100
Communications	114	114
Conseil du trésor	24	22
Conseil exécutif	99	85
Culture	335	289
Éducation	5 845	5 695
Énergie et Ressources	147	142
Enseignement supérieur et Science	3 521	3 343
Environnement	574	534
Finances	4 864	4 777
Forêts	313	307
Industrie, Commerce et Technologie	485	358
Justice	491	462
Loisir, Chasse et Pêche	222	226
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	4 084	3 567
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	164	151
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	1 083	1 002
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	27	27
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82	33
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 711	2 670
Revenu	386	391
Santé et Services sociaux	9 826	9 534
Sécurité publique	824	832
Tourisme	110	106
Transports	2 026	2 053
Travail	77	74
	40 174	38 476
Provisions pour moins value:		
Provision pour créances douteuses	185	157
Provision pour perte sur placements en actions	18	15
	203	172
TOTAL DES DÉPENSES	40 377	38 648

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES
ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT
ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS
 Année financière terminée le 31 mars 1993
 (en millions de dollars)

	AU 31 MARS 1992			PARTICIPATION DANS LES RÉSULTATS 1992-1993	AU 31 MARS 1993	
	VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE	PLACEMENTS EFFECTUÉS 1992-1993		VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE
Hydro-Québec	9 397			724 ⁽²⁾	10 121	
Loto-Québec	18			(5) ⁽¹⁾	13	
Sidbec		17		(31) ⁽²⁾		48
Société de développement de la Baie James	3 ⁽⁴⁾			(16)		13
Société de récupération, d'exploitation et de développement fores- tiers du Québec (REXFOR)	196		4	(64)	136	
Société des alcools du Québec	37			(1)	37	
Société des établis- sements de plein air du Québec	30		2	2 ⁽²⁾	34	
Société générale de financement du Québec (SGF)	554			36 ⁽²⁾	590	
Société générale des industries culturelles (SOGIC)	17			(2)	15	
Société immobilière du Québec	113			(29) ⁽¹⁾	84	
Société nationale de l'amiante		54		25		29
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	109			(3)	106	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	106			(9) ⁽¹⁾	97	
Société québécoise d'ini- tiatives pétrolières (SOQUIP)	168			26	194	
Autres (*)	2	1		4	5	
Total	10 750	72	6	658 ⁽³⁾	11 432	90

(*) Entreprises (Société des traversiers du Québec, Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud et Société québécoise des transports) dont la valeur de consolidation modifiée est inférieure à 2 millions de dollars. Les chiffres de la Société québécoise des transports proviennent d'états financiers non vérifiés.

(en millions de dollars)

(1) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de la Société des alcools (348), de Loto-Québec (462), de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (15) et de la Société immobilière du Québec (28).

(2) Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1992).

La valeur de consolidation modifiée de la Société générale de financement au 31 mars 1993 comprend un redressement à la hausse de 82 sur le solde au 31 mars 1992 pour tenir compte de la contribution du gouvernement du Québec versée en 1992-1993 en vertu de l'entente intervenue avec le gouvernement du Canada pour aider MIL-Davie Inc. à absorber les dépassements de coûts sur les contrats de construction navale.

Si les données intérimaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de la Société générale de financement et de Sidbec au 31 mars 1993 étaient prises en considération, la valeur de consolidation modifiée de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 520 et diminuée de 12 et 13.

(3) La participation de 658 dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1993 est présentée comme suit:

676 aux revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement;
18 en augmentation de la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie aux dépenses.

(4) Le placement en actions de 4 dans la Société de développement autochtone de la Baie James a été transféré de «Entreprises du Gouvernement» à «Particuliers, sociétés et autres».

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

ANNEXE 7

(en millions de dollars)

ENGAGEMENTS	1993	1992
		(note 11)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	5 751	5 443
Établissements de santé et de services sociaux	2 812	2 509
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 108	1 039
Assainissement des eaux	3 230	3 106
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	360	347
Pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	228	195
Établissements de santé et de services sociaux	640	504
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	511	664
Assainissement des eaux	870	787
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	84	86
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	500	466
	16 094 *	15 146 *
EMPRUNTS GARANTIS		
Entreprises du Gouvernement		
Hydro-Québec	33 290	30 958
Régie des installations olympiques	389	381
Sidbec	164	242
Société de développement industriel du Québec	401	508
Société immobilière du Québec	646	687
Société québécoise d'assainissement des eaux	287	252
Autres entreprises et organismes du gouvernement du Québec	168	211
	35 345	33 239
Particuliers et sociétés		
Prêts aux étudiants	1 785	1 542
Prêts aux pêcheurs	51	51
Autres	10	10
	1 846	1 603
	37 191^{(1)*}	34 842^{(1)*}

* Les engagements et les emprunts garantis en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tenant compte des contrats d'échange de devises.

⁽¹⁾ Principal des emprunts

CAUTIONNEMENT**Société de développement industriel du Québec**

Le gouvernement du Québec a garanti l'exécution des obligations de la Société de développement industriel du Québec relativement à des garanties d'emprunts incluant les intérêts accordées par cette Société. Au 31 mars 1993 le total des garanties d'exécution relatives aux emprunts effectués est de 54 millions de dollars (64 millions de dollars au 31 mars 1992).

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1993:

- revenus, dépenses et dette nette;
- actif et passif;
- besoins financiers et financement; et
- emploi des crédits.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers, selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor, incombe au ministère des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des organismes du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément à la convention comptable sur les régimes de retraite énoncée aux notes complémentaires 1 et 6c), le gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP et fournit à la note complémentaire 6f) les estimations actuarielles de ses obligations au titre des prestations constituées. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et devraient être comptabilisées comme tel. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1993 sont sous-évalués d'un montant d'au moins 692 millions de dollars. Pour sa part, le passif à l'égard des régimes de retraite et la dette nette sont sous-évalués d'un montant d'au moins 9 882 millions de dollars (31 mars 1992 : d'au moins 9 190 millions de dollars - montant redressé).

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation non appropriée des obligations des régimes de retraite dont il est question dans le paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées aux notes complémentaires 1 et 6c). Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) je déclare qu'à mon avis ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits représente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés selon les notes explicatives fournies à cet état.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 2 décembre 1993

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1993**

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1993**

On retrouve dans la section qui précède les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, la restriction qu'il a formulée, ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici renferment des commentaires et des explications additionnelles quant à la restriction formulée dans ce rapport ainsi qu'à l'égard de la préparation d'états financiers consolidés du gouvernement.

A. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

La convention comptable sur les régimes de retraite et son application font l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement puisqu'elle ne convient pas à une présentation fidèle du passif et de la dette nette au 31 mars 1993 ainsi que des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La quote-part du gouvernement du coût de ces régimes devrait être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits.

Les coûts afférents aux prestations constituées devraient être comptabilisés d'une façon telle que le passif réel soit présenté dans les états financiers et que ces coûts soient inclus dans les dépenses annuelles du gouvernement sur une base qui se rapproche de la réalité des opérations.

Selon la note complémentaire 6, paragraphes d), e) et f) sur les régimes de retraite, les obligations du gouvernement selon les estimations actuarielles et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite se détaillent comme suit:

Régimes de retraite	Obligations actuarielles	Passif net inscrit	Obligations actuarielles	Passif net inscrit
(en millions \$)	31 déc. 92	31 mars 93	31 déc. 91	31 mars 92
Régimes actifs:				
RREGOP	10 342	11 726**	9 100*	10 904**
Autres	2 380	1 473**	2 195*	1 259**
Autres régimes	16 828	6 469	16 038*	5 980
TOTAL	29 550	19 668	27 333*	18 143

* Montants redressés.

** Tenant compte de la participation inscrite d'avance de 1 834 millions de dollars (31 mars 1992 : 1 200 millions de dollars).

Au cours de l'année civile 1992, les obligations actuarielles ont augmenté de 2 217 millions de dollars alors que 1 525 millions de dollars ont été inscrits au passif net au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1993. La différence de 692 millions de dollars n'a pas été portée aux dépenses ni au déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1993. Pour sa part, le passif net inscrit ne comprend pas un montant de 9 882 millions de dollars (31 mars 1992 : 9 190 millions de dollars - montant redressé) pour compléter les obligations du gouvernement envers ces régimes.

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est pas réaliste et appropriée puisqu'elle ne permet pas, actuellement, une diminution progressive du passif non inscrit.

Le Conseil sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVSP) de l'Institut canadien des comptables agréés a émis, en novembre 1988, une prise de position sur la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers des gouvernements. Cette prise de position couvre, entre autres, le traitement comptable à accorder au montant initial non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Conseil recommande à cet effet de constater immédiatement à l'état de la situation financière cette dette non comptabilisée.

Le vérificateur général recommande au gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé par le Conseil, en comptabilisant et en portant à ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite.

B. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT

Depuis quelques années, le gouvernement a fait des progrès dans la présentation de son entité comptable, en la définissant dans ses conventions comptables et en indiquant, dans des annexes aux notes complémentaires, les entités qui sont incluses aux états financiers et celles qui en sont exclues. Le gouvernement comptabilise aussi dans ses états financiers sa participation aux résultats annuels des entreprises dans lesquelles il détient des placements en actions. Ces mesures concourent à une information plus représentative de son périmètre comptable.

Cependant, le gouvernement n'a pas encore publié d'états financiers consolidés bien que nous avons procédé à la vérification de projets à cet égard pour l'année financière terminée le 31 mars 1991 et celle terminée le 31 mars 1992, préparés en partie conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés.

Selon la prise de position 4 du CCVSP, le périmètre comptable du gouvernement doit comprendre non seulement les activités et les ressources financières dont il est directement responsable, mais également celles de tous « les organismes qui ont à rendre compte de la gestion de leurs activités et de leurs ressources financières, soit à un ministre, soit directement au corps législatif, et qui appartiennent au gouvernement ou sont sous le contrôle de celui-ci ».

Des états financiers consolidés préparés conformément aux recommandations du CCVSP aident à fournir un compte rendu plus global de la nature et de l'étendue des activités ainsi que des ressources financières dont le gouvernement est responsable, incluant celles de l'ensemble de ses organismes et entreprises. De plus, ils permettent d'intégrer les données financières des organismes accomplissant des activités à caractère gouvernemental et celles des fonds spéciaux. Ils rendent également possible la présentation, sous forme de notes ou de tableaux en annexe, la description et un sommaire des soldes des fonds en fiducie administrés par le gouvernement, ses organismes et ses entreprises.

Le traitement comptable qu'il convient d'accorder aux différents organismes varie suivant leur type et la nature des activités qu'ils exercent.

Nous concevons que le gouvernement est tenu selon la loi de préparer et publier des états financiers qui portent sur les opérations et la situation financières du Fonds consolidé du revenu. Nous concevons aussi que la préparation d'états financiers consolidés par le gouvernement soulève des problèmes dont la résolution n'est pas facile.

Il n'en demeure pas moins que la publication d'états financiers consolidés est essentielle puisque de tels états fournissent une vue d'ensemble des activités et des ressources financières dont le gouvernement est responsable. Ils facilitent également la comparaison de la situation financière du gouvernement avec celle des autres gouvernements provinciaux et particulièrement avec ceux qui publient des états financiers consolidés. À des degrés divers de conformité avec les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, les gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba et de la Saskatchewan publient des états financiers consolidés, certains depuis quelques années déjà.

À titre d'illustration des conséquences de ne pas publier des états financiers consolidés, le lecteur devrait savoir que la situation actuelle fait que, par exemple, les Fonds spéciaux du gouvernement et des organismes tels que la Société d'habitation du Québec et la Corporation d'hébergement du Québec ne sont pas pris en compte dans les états financiers du gouvernement. Pour se faire une idée de la situation financière de l'ensemble du gouvernement, le lecteur doit procéder à un exercice complexe et pour lequel il peut lui être difficile de rassembler toute l'information requise.

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte des régimes de retraite.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Régimes de retraite	1-4
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	1-5
Activités d'investissement	1-6
Détail du compte des régimes de retraite	1-8

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement

Déficit des opérations budgétaires à financer	- 2 649 291
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	- 821 984
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	- 591 648
	<u>- 4 062 923</u>

Activités d'investissement – Placements

Entreprises et organismes du Gouvernement	276 141
Municipalités et organismes municipaux	2 398
Particuliers, sociétés et autres	- 128 790
	<u>149 749</u>

Besoins financiers nets	<u>- 3 913 174</u>
--------------------------------	---------------------------

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1993

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES À FINANCER

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		4 932 366
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	724 000	
Loto-Québec	(4 523)	
Société de développement de la Baie James	(3 348)	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	(63 639)	
Société des alcools du Québec	17	
Société des établissements de plein air du Québec	1 556	
Société des Traversiers du Québec	363	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	(21)	
Société générale de financement du Québec	36 280	
Société générale des industries culturelles	(1 623)	
Société immobilière du Québec	(29 273)	
Société québécoise d'exploration minière	(2 967)	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	(9 447)	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	26 352	
Société québécoise des transports	2 000	675 727
Provisions pour moins value:		
Augmentation ou (diminution) de la provision pour perte sur placements en actions inscrite aux dépenses:		
Sidbec	(30 793)	
Société de développement de la Baie James	(12 456)	
Société des Traversiers du Québec	538	
Société nationale de l'amiante	24 738	
	(17 973)	
Provision pour créances douteuses	(185 000)	(202 973)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(28 736)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (1)		(2 347 086)
Amortissement des frais reportés		(286 116)
Amortissement de la perte de change non réalisée		(93 891)
Déficit des opérations budgétaires à financer		2 649 291

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

RÉGIMES DE RETRAITE (1)

(en milliers de dollars)

Pensions et autres paiements	1 060 079
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(238 095)
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	821 984

(1) Pour plus de détail voir page 1-8 "Détail du compte des régimes de retraite".

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

VARIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1993	31 mars 1992	Montant porté à la dépense	Montant porté à la dette nette	Variation (*)
Éléments de l'actif:					
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	78 791	48 576			(30 215)
Débiteurs:					
Agents et mandataires	1 252 210	1 163 404			(88 806)
Autres débiteurs	1 944 703	1 706 769	168 412		(406 346)
Dû par le gouvernement du Canada - Gestion de la taxe sur les produits et services	15 370	22 588			7 218
Intérêts courus sur placements	9 176	6 037			(3 139)
Frais reportés	45 078	139 953	286 116		(191 241)
	<u>3 345 328</u>	<u>3 087 327</u>	<u>454 528</u>		<u>(712 529)</u>
Éléments du passif:					
Chèques en circulation	273 821	193 557			80 264
Avances des fonds en fidéicomis	182 221	62 783			119 438
Compte d'accords de perception fiscale	360 343	360 621			(278)
Créditeurs et frais courus	2 396 324	2 497 922		67 639	(169 237)
Intérêts courus sur emprunts	1 705 185	1 602 090			103 095
Provision pour financer l'assainissement des eaux	73 713	58 628	28 736		(13 651)
Provision pour perte sur placements en actions	90 327	71 104	17 973		1 250 (2)
	<u>5 081 934</u>	<u>4 846 705</u>	<u>46 709</u>	<u>67 639</u>	<u>120 881</u>
Excédent des éléments du passif sur les éléments de l'actif relié au fonctionnement	<u>1 736 606 (1)</u>	<u>1 759 378 (1)</u>	<u>501 237</u>	<u>67 639</u>	<u>(591 648)</u>

(*) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) Excluant la perte de change non réalisée de 768 765 071 \$ (86 199 878 \$ de gain de change non réalisé inscrit au passif en 1992) inscrit à l'actif.

(2) Représenté par la Société nationale de l'amiante.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1993

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement	5 940	1 457	283 299	239	(276 141)
Municipalités et organismes municipaux			2 398		(2 398)
Particuliers, sociétés et autres	148 367	5 438	29 572	(4 557)	128 790
	154 307	6 895	315 269	(4 318)	(149 749)
	<u>161 202</u>		<u>310 951</u>		<u>(149 749)</u>

DÉTAIL

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement					
Actions et mises de fonds:					
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	4 440				4 440
Société des établissements de plein air du Québec	1 500				1 500
	<u>5 940</u>				<u>5 940</u>
Prêts et avances:					
Hydro-Québec			56		(56)
Office du crédit agricole			450		(450)
Société de développement industriel du Québec			281 526	104	(281 630)
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		207			207
Société nationale de l'amiante		1 250	1 250		
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA) (2332-7190 Québec Inc.)			17	135	(152)
		<u>1 457</u>	<u>283 299</u>	<u>239</u>	<u>(282 081)</u>
	<u>5 940</u>	<u>1 457</u>	<u>283 299</u>	<u>239</u>	<u>(276 141)</u>

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Municipalités et organismes municipaux					
Obligations et billets			2 251		(2 251)
Prêts et avances			147		(147)
			2 398		(2 398)
Particuliers, sociétés et autres					
Actions et mises de fonds					
Snyder et Fils Inc.			102		(102)
Prêts et avances					
Particuliers					
Étudiants	42 662	5 347 (1)	9 705	142	38 162
Pêcheurs	59		2 434	15	(2 390)
Producteurs agricoles	339	91	21		409
	43 060	5 438	12 160	157	36 181
Sociétés et autres					
Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux	743		937	112	(306)
Coopératives	15		5	680	(670)
Corporations agricoles	12		8	(128)	132
Corporations industrielles	12 051		256	(5 440)	17 235
Corporations minières				766	(766)
Corporations touristiques	89				89
Fonds de la formation à distance	1 500				1 500
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	2 150				2 150
Fonds de reprographie gouvernementale			177		(177)
Fonds des approvisionnements et services			11 420		(11 420)
Fonds des moyens de communication	161				161
Fonds du Bureau de la statistique du Québec			70		(70)
Fonds du service aérien gouvernemental	85 861				85 861
Hôpitaux - Fonds de roulement			2 775		(2 775)
Pêcheurs	2 725		283	(704)	3 146
Université de Sherbrooke			1 379		(1 379)
	105 307		17 310	(4 714)	92 711
	148 367	5 438	29 572	(4 557)	128 790

(1) Montant formé d'intérêts capitalisés.

DÉTAIL DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

DÉTAIL	Cotisations des partici- pants et con- tributions de certains organismes	Participation du Gouverne- ment à titre d'employeur	Pensions et autres + paiements (-)	Redressements -	Excédent
R.R.E.G.O.P.	1 039	1 038 131	157 392	(59 720)(3)	822 058
R.R.E.	94 927	757 082	498 412	(177)(3)	353 420
R.R.C.E.	37 086 (3)	55 385	58 851	35 676 (3)	69 296
R.R.F.	57 509 (1)	304 830	275 131	(20 833)(3)	66 375
R.R.S.Q.	16 598	145 353	50 705		111 246
R.R.M.A.N.	900	8 225	8 140		985
R.R.J.C.Q.	1 364	19 665	8 801		12 228
R.R.A.P.S.C.	28 672 (3)	18 415	2 647	45 054 (3)	89 494
	<u>238 095</u>	<u>2 347 086 (2)</u>	<u>1 060 079</u>		<u>1 525 102</u>

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 5 275 382 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

(2)

	Coût des prestations constituées	Amortissement des écarts d'expérience (*)	Amortissement du passif actuariel non inscrit	Intérêts	Total
R.R.E.G.O.P.					
Réseau des Affaires sociales	244 212	(233 461)	76 030	364 747	451 528
Réseau de l'Éducation	197 910	(189 226)	125 952	290 689	425 325
Réseau de la Fonction publique	93 377	(89 288)	42 792	114 397	161 278
	<u>535 499</u>	<u>(511 975)</u>	<u>264 774</u>	<u>769 833</u>	<u>1 038 131</u>
Autres régimes					
R.R.E.	90 341		342 053	324 688	757 082
R.R.C.E.	11 584 (3)		21 278	22 523	55 385
R.R.F.	34 211		195 622	74 997	304 830
R.R.S.Q.	34 756		37 046	73 551	145 353
R.R.M.A.N.	3 041		5 039	145	8 225
R.R.J.C.Q.	6 184		7 627	5 854	19 665
R.R.A.P.S.C.	5 890	(935)	4 164	9 296	18 415
	<u>186 007</u>	<u>(935)</u>	<u>612 829</u>	<u>511 054</u>	<u>1 308 955</u>
	<u>721 506</u>	<u>(512 910)</u>	<u>857 603</u>	<u>1 280 887</u>	<u>2 347 086</u>

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu un montant de 30 351 212 \$ représentant la somme des cotisations des participants à ce régime; en conséquence, la portion des contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avait été cumulée au passif du compte R.R.E.G.O.P. a été transférée au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 35 676 508 \$. De plus, en vertu de la Loi sur le Régime de retraite de agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu un montant de 20 603 261 \$ représentant les cotisations des employés ayant opté pour ce régime; la contribution du Gouvernement à titre d'employeur afférente à ces cotisations a été transférée du R.R.E.G.O.P. au Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels pour un montant de 24 043 140 \$; ont aussi été transférés à ce régime, des montants de 20 833 060 \$ provenant du Régime de retraite des fonctionnaires et 177 399 \$ provenant du Régime de retraite des enseignants, représentant la somme des cotisations et des contributions antérieurement comptabilisées à ces régimes pour des employés ayant opté pour le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de liquidités relatives à l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Remboursements d'emprunts	2-9

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE	Besoins financiers nets	
1-3	Activités de fonctionnement	2 818 364
1-3	Activités d'investissement	- 163 751
		<u>2 654 613</u>
	Financement	
2-4	Variation de liquidités relatives à l'encaisse (1)	- (1 263 020)
2-4	Nouveaux emprunts (2)	6 981 796
	Diminution de la dette résultant du produit de contrats d'échange de devises	- 1 511
2-9	Remboursements d'emprunts (3)	- 1 804 092
	Variation de la dette à long terme (4)	<u>5 176 193</u>
		<u>6 439 213</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

- (1) Excluant des remboursements d'emprunts temporaires de 20 520 000 \$ pour le Fonds de financement.
- (2) Excluant un montant de 1 623 725 441 \$ pour le Fonds de financement, dont le détail apparaît à la page 2-8.
- (3) Incluant 38 024 551 \$ de contributions aux Fonds d'amortissement.
- (4) Excluant un montant de 948 856 233 \$ représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

VARIATION DE LIQUIDITÉS RELATIVES À L'ENCAISSE

DÉTAIL

	31 mars 1993	31 mars 1992	Variation
Espèces en banque	88 596	49 812	- 38 784
Placements temporaires	2 340 686	1 116 450	- 1 224 236
	<u>2 429 282</u>	<u>1 166 262</u>	<u>- (1 263 020)</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor	675 000
Billets de trésorerie	29 829
Obligations - négociables	4 506 870
- remboursables à demande	557 363
- non négociables	8 602
	<u>5 072 835</u>
Billets	1 204 132
	<u>6 981 796</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Bons du trésor					
diverses	diverses	divers	divers		675 000 (1)
Billets de trésorerie					
diverses	diverses	divers	divers	560 \$US (2)	29 829 (2)
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1992-12-17	2003-05-01	9,0000	99,4900		225 000
1992-12-29	1998-03-30	8,0000	98,9730		323 053
1992-12-29	2023-03-30	9,5000	98,8650		375 000
1993-02-16	2000-02-16	8,5000	98,1000		300 000
1993-02-19	2003-05-01	9,0000	100,0000		300 000
1993-03-04	2023-01-16	9,3750	99,5820		1 357 304
					<u>2 880 357</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Obligations (suite)					
En monnaie du Canada (suite)					
Emprunts escomptés diverses	1995-2012	7,285 - 11,00			5 801 (3)
					<u>2 886 158</u>
En monnaie des États-Unis					
1992-07-16	2002-07-15	7,50	99,765	750 000	895 284
				<u>750 000</u>	<u>895 284</u>
Emprunts escomptés diverses	1995-2001	7,15 - 8,25		5 074	6 460 (3)
				<u>755 074 \$US</u>	<u>901 744</u>
En monnaie de la France					
1992-08-11	1997-08-11	9,25	99,576	2 000 000 FF	470 460 (4)
En monnaie des Pays-Bas					
1992-12-18	2002-12-18	7,75	100,300	350 000 FL	248 508 (5)
					<u>4 506 870</u>
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1991-06-01	2001-06-01	6,50 - variable	100,00		3 172
1992-06-01	2002-06-01	6,50 - variable	100,00		554 191
					<u>557 363</u>
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
diverses	2012	9,17 - 9,45	100,00		8 602
					<u>5 072 835</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Billets					
En monnaie du Canada					
Billets à moyen terme					
En Europe diverses	2002	8,100	divers		30 000
Emprunt escompté 1992	1992-06-14	8,500			670 (3)
					<u>30 670</u>
En monnaie des États-Unis					
Billets à moyen terme					
Aux États-Unis diverses	1997-2002	7,19 - 8,16	divers	36 000	42 789
En Europe diverses	1995-2000	4,76 - 7,64	divers	371 992	463 941 (6)
Emprunt escompté 1992-11-26	1997-01-30	7,0468		2 739	3 479 (3)
				<u>410 731 \$US</u>	<u>510 209</u>
En monnaie du Japon					
1992-06-22	1999-06-22	variable (a)	100,00	11 000 000	103 637
Billets à moyen terme					
En Europe					
1992-06-11	1997-03-26	variable (b)	99,95	2 000 000	18 757
1992-07-02	1997-03-26	variable (c)	100,25	2 000 000	19 030
1993-03-26	1998-03-26	variable (d)	106,30	20 000 000	212 428
1993-03-31	1998-03-31	variable (e)	102,00	8 587 132	91 360
				<u>43 587 132 ¥</u>	<u>445 212</u>
En monnaie de l'Australie					
1992-10-02	2002-10-02	9,50	100,93	235 000 \$A	200 000 (7)
En monnaie de la Suisse					
Billets à moyen terme					
En Europe					
1993-01-21	1994-11-03	5,25	100,00	20 903 FS	18 041 (8)
					<u>1 204 132</u>
Emprunts effectués					<u>6 981 796</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

* En milliers d'unités monétaires.

** Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

- (a) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 %.
- (b) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,25 %.
- (c) Taux d'intérêt de 5 % jusqu'au 1er octobre 1992, de 10 % jusqu'au 25 mars 1993 et par la suite de 4,80 % jusqu'à l'échéance.
- (d) Taux d'intérêt fixe de 5 % jusqu'au 26 mars 1995 et LIBOR YEN 6 mois plus 1 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (e) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 %.

(1) Bons du trésor

Émis	9 375 000
Remboursés	8 700 000
Net	675 000

(2) Billets de trésorerie

	En monnaie des États-Unis	
Émis	3 484 441 (i)	4 309 336
Remboursés	3 483 881 (ii)	4 279 507
Net	560	29 829

(i) Incluant 398 260 \$US évalué au 31 mars 1993 au taux de change de 1,2572.

(ii) Incluant 397 700 \$US évalué au 31 mars 1992 au taux de change de 1,1899.

- (3) Capitalisation de l'escompte sur des emprunts émis à fort taux d'escompte au cours des années antérieures.
- (4) Emprunt de 2 000 000 000 FF dont 1 000 000 000 FF ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 196 463 654 \$US (équivalent canadien de 232 714 018 \$) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux variable.
- (5) Emprunt de 350 000 000 FL ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 195 214 803 \$US (équivalent canadien de 248 976 960 \$). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 248 508 444 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux variable.
- (6) Ces émissions comprennent un billet de type "zéro coupon" émis à un prix de 90,99 dont le taux effectif pour l'acheteur est de 4,76 %, les conditions de l'emprunt prévoyant une valeur nominale de 5 486 065 \$US à l'échéance pour un capital versé de 4 991 771 \$US. De plus, un billet de 240 000 000 \$US faisant l'objet de deux contrats d'échanges de devises en monnaie du Canada pour un montant de 304 740 000 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux variable.
- (7) Emprunt de 235 000 000 \$A ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 200 000 000 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux fixe.
- (8) Emprunt de 20 902 591 FS à un taux d'intérêt de 5,25% ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 14 092 666 \$US (équivalent canadien de 18 041 430 \$) lors de l'émission et au rembourse-ment avec intérêts annuels à taux variable.

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

SOMMAIRE

Billets de trésorerie	12 216
Obligations – négociables	1 156 083
Billets	455 427
	<u>1 623 726</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Billets de trésorerie					
1993-03-11	1993-11-03	3,3002	97,8736	9 800 \$US	12 216
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1992-04-15	1997-04-01	8,5000	96,6100		386 440 (1)
1992-06-19	1997-04-01	8,5000	99,0590		200 000
1992-08-27	2002-04-01	9,2500	107,2500		200 000
1992-12-29	1998-03-30	8,0000	98,9730		51 947
1993-02-16	2000-02-16	8,5000	98,1000		200 000
1993-03-04	2023-01-16	9,3750	99,5820		42 696
1993-03-31	2023-01-16	9,3750	101,6330		75 000
					<u>1 156 083</u>
Billets					
En monnaie du Japon					
1992-06-22	1999-06-22	variable (a)	100,0000	39 000 000	364 317 (2)
1993-02-26	2003-02-26	variable (b)	100,0000	5 000 000	50 922 (3)
				<u>44 000 000 ¥</u>	<u>415 239</u>
Billets à moyen terme					
En Europe					
1993-03-31	1998-03-31	variable (c)	102,0000	1 412 868 ¥	15 113 (4)
En monnaie de la Suisse					
Billets à moyen terme					
En Europe					
1993-01-21	1994-11-03	5,25	100,0000	29 097 FS	25 075 (5)
					<u>455 427</u>
Emprunts effectués pour le Fonds de financement					<u>1 623 726</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

DÉTAIL (suite)

- * En milliers d'unités monétaires.
 ** Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.
- (a) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 % .
- (b) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,81 % jusqu'au 26 février 1995 et taux LIBOR YEN 6 mois par la suite jusqu'à l'échéance.
- (c) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 % .
- (1) Emprunt à fort taux d'escompte, 400 000 000 \$CAN à l'échéance, taux effectif de 9,38 %.
- (2) Emprunt de 39 000 000 000 ¥ ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 364 316 628 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux fixe.
- (3) Emprunt de 5 000 000 000 ¥ ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 40 096 231 \$US (équivalent canadien 50 108 260 \$). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 50 922 213 \$ lors de l'émission et au remboursement semestriel à taux fixe.
- (4) Ces émissions comprennent un billet de 1 412 868 000 ¥ ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises et de taux d'intérêts. Le résultat de cet échange est un billet en dollars canadiens, de type zéro coupon avec intérêts trimestriels, émis à un prix de 67,14 dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,13 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale à l'échéance de 22 510 000 \$CAN pour un capital versé de 15 112 500 \$CAN.
- (5) Emprunt de 29 097 409 FS ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 19 617 665 \$US (équivalent canadien de 25 244 012 \$). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 25 075 300 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux variable.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

		En milliers d'unités monétaires (*)	Total En équivalent canadien (*)
OBLIGATIONS ET BILLETS			
En monnaie du Canada	\$CAN	1 393 414	1 393 414
En monnaie des États-Unis	\$US	78 531	93 443
En monnaie de la Suisse	FS	16 000	12 680
En monnaie du Japon	¥	24 000 000	214 872
En monnaie de la Grande-Bretagne	£	25 000	51 658
			1 766 067
Contributions aux fonds d'amortissement			38 025
			1 804 092

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

OBLIGATIONS ET BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1992-04-01	1967-04-01	39 395
1992-04-01	1971-10-01	47 750 (1)
1992-04-01	1978-04-01	3 400 (2)
1992-05-01	1979-05-01	1 764 (2)
1992-05-01	1979-05-01	1 380 (2)
1992-06-01	1967-06-01	23 509
1992-08-08	1971-02-08	37 854 (3)
1992-08-08	1973-05-15	42 652 (3)
1992-09-15	1968-09-15	27 954 (4)
1992-10-01	1968-07-02	29 200 (5)
1992-10-01	1968-07-02	24 925 (5)
1992-10-01	1970-10-01	33 234 (6)
1992-11-23	1982-11-22	50 000
1992-12-02	1970-12-02	21 627 (7)
1992-12-02	1975-05-15	38 500 (7)
1992-12-22	1980-12-22	12 600 (2)
1992-12-22	1980-12-22	12 400 (2)
1992-12-22	1981-02-24	16 400 (2)
1992-12-22	1981-02-24	18 600 (2)
1992-12-22	1982-12-22	160 000
1993-01-01	1973-01-01	44 105 (8)
1993-03-15	1983-03-15	50 000
		<hr/> 737 249

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

Gouvernement du Canada		
Régime de pensions du Canada		
Diverses	1972-1973	8 000
Aide à l'emploi		
1992-10-16	1972-1976	<hr/> 152 616 (9)

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

Obligations d'épargne du Québec

1993-06-01	1983-06-01	7 916
1994-06-01	1984-06-01	11 704
1995-06-01	1980-06-01	6 728
1995-06-01	1985-06-01	6 324
1996-06-01	1981-06-01	2 126
1996-06-01	1986-06-01	7 284
1996-06-01	1989-06-01	15 657
1997-06-01	1982-06-01	5 533
1997-06-01	1987-06-01	7 967
1998-06-01	1988-06-01	9 869
2000-06-01	1990-06-01	40 292
2001-06-01	1991-06-01	173 964
2002-06-01	1992-06-01	106 863
		<hr/> 402 227
Total des obligations		<hr/> 1 300 092

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

BILLETS

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
BILLETS		
1992-11-30	1989-11-30	40 790 (10)
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		
1992-04-01	1972 - 1979-04-01	41 186
Institutions universitaires (assumées)		
Diverses	1963 - 1967	1 346
Emprunt escompté		
1992-06-14	1982-06-14	10 000 (2)
Total des billets		93 322
Total des obligations et billets en monnaie du Canada		1 393 414

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	En équivalent canadien (*)
		\$US	
1992-06-07	1985-06-07	22 875	27 219 (11)
1992-08-27	1969-05-01	30 618	36 432 (12)
Total des obligations		53 493	63 651
BILLETS			
1992-06-25	1986-06-24	12 519	14 896 (13)
1992-12-24	1986-06-24	12 519	14 896 (13)
Total des billets		25 038	29 792
Total des obligations et billets en monnaie des États-Unis		78 531	93 443

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DE LA SUISSE

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	En équivalent canadien (*)
		FS	
Diverses	1987-07-15	5 000	3 962 (14)
Diverses	1986-11-20	6 000	4 755 (14)
Diverses	1985-11-06	5 000	3 963 (14)
Total des obligations en monnaie de la Suisse		16 000	12 680

EN MONNAIE DU JAPON

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

		¥	
1992-06-07	1985-06-07	24 000 000	214 872 (15)
Total des obligations en monnaie du Japon		24 000 000	214 872

EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE

BILLETS

		£	
1992-07-09	1982-07-09	25 000	51 658
Total des billets en monnaie de la Grande-Bretagne		25 000	51 658

PLUS: CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'AMORTISSEMENT

Emprunts remboursés

38 025 (16)

1 804 092

(*) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1992.

- (1) Obligations échéant le 1er octobre 1992 remboursées par anticipation le 1er avril 1992, tel que permis par l'option.
- (2) Obligations et billets rachetés par le gouvernement afin de satisfaire à une clause de remboursement contractuel obligatoire d'un montant ou pourcentage de la valeur nominale déterminé.
- (3) Obligations échéant le 8 février 1994 remboursées par anticipation le 8 août 1992, tel que permis par l'option.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

- (4) Obligations échéant le 15 septembre 1993 remboursées par anticipation le 15 septembre 1992, tel que permis par l'option.
- (5) Obligations échéant le 1er octobre 1994 remboursées par anticipation le 1er octobre 1992, tel que permis par l'option.
- (6) Obligations échéant le 1er octobre 1995 remboursées par anticipation le 1er octobre 1992, tel que permis par l'option.
- (7) Obligations échéant le 2 décembre 1995 remboursées par anticipation le 2 décembre 1992, tel que permis par l'option.
- (8) Obligations échéant le 1er janvier 1995 remboursées par anticipation le 1er janvier 1993, tel que permis par l'option.
- (9) Obligations échéant respectivement le 14 décembre 1992, le 18 décembre 1992 et le 31 mars 1996, remboursées par anticipation le 16 octobre 1992, tel que permis par l'option.
- (10) Billets en yen d'une valeur de 5 000 000 000 ¥ venant à échéance le 30 novembre 1992 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada.
- (11) Obligations en yen d'une valeur de 3 000 000 000 ¥ venant à échéance le 7 juin 1992 ayant fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis.
- (12) Obligations échéant le 1er mai 1999 remboursées par anticipation le 27 août 1992, tel que permis par l'option.
- (13) Billets en yen d'une valeur de 3 300 000 000 ¥ venant à échéance le 25 juin 1992 et le 24 décembre 1992 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis.
- (14) Obligations rachetées par le gouvernement afin de satisfaire à l'amortissement annuel requis lorsque le prix de l'obligation sur le marché est inférieur ou égal au pair.
- (15) Obligations échéant le 7 juin 1995 remboursées par anticipation le 7 juin 1992, tel que permis par l'option.
- (16) Après avoir déduit des contributions des fonds d'amortissement de 127 102 587 \$ au Fonds consolidé du revenu lors des remboursements d'emprunts.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 mars 1993

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-2
Débiteurs	3-4
Dû par le gouvernement du Canada –	
Gestion de la taxe sur les produits et services	3-5
Intérêts courus sur placements	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-26
Frais reportés	3-27
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-29
Créditeurs et frais courrus	3-29
Intérêts courus sur emprunts	3-29
Continuité de la provision pour perte sur placements en actions	3-30
Continuité du compte des régimes de retraite	3-30
Sommaire des emprunts	3-31
Emprunts	3-32
Fonds de Financement	3-42
Fonds d'amortissement	3-46
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	3-47
Échéancier sommaire des emprunts	3-48
Engagements	3-49
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement du	
principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-50
Détail des engagements	3-51
Emprunts garantis	3-74

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1993	1992
Détail					
En monnaie du Canada:					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1993-03-18	1993-04-08	5,0115	125 180	30 000
Banque de Montréal	1993-02-17	1993-04-22	5,8600	24 746	
Banque de Montréal	1993-03-17	1993-04-15	4,8000	24 905	
Banque de Montréal	1993-03-19	1993-04-22	4,9000	24 886	
Banque Laurentienne du Canada	1993-03-18	1993-04-08	5,0000	25 000	30 000
Banque Laurentienne du Canada	1993-03-30	1993-04-01	4,7500	60 000	20 000
Banque Laurentienne du Canada					20 000
Banque Nationale du Canada	1993-03-30	1993-04-08	4,7500	6 992	4 687
Banque Nationale du Canada	1993-03-19	1993-04-19	5,1250	24 892	27 614
Banque Nationale du Canada	1993-03-19	1993-04-22	4,8700	9 357	7 983
Banque Nationale du Canada	1993-02-22	1993-04-29	5,8000	14 844	5 884
Banque Nationale du Canada	1993-03-17	1993-04-30	5,0800	15 207	50 000
Banque Nationale du Canada	1993-03-24	1993-04-30	4,9500	32 835	10 481
Banque Nationale du Canada	1993-03-01	1993-05-06	5,6600	24 747	7 640
Banque Nationale du Canada	1993-03-01	1993-05-06	5,6700	1 980	7 988
Banque Nationale du Canada	1993-03-30	1993-04-01	4,7500	100 000	6 781
Banque Nationale du Canada					140 000
Banque Nationale du Canada					23 000
Banque National Westminster du Canada	1993-03-31	1993-04-01	4,6875	40 000	
Banque Royale du Canada	1993-03-17	1993-04-08	4,7500	10 213	1 997
Banque Royale du Canada	1993-03-19	1993-04-19	5,0200	14 936	2 396
Banque Royale du Canada	1993-02-17	1993-04-22	5,8700	4 949	5 942
Banque Royale du Canada	1993-03-19	1993-04-22	4,8500	24 887	
Banque Royale du Canada	1993-03-17	1993-04-23	5,0000	3 632	
Banque Royale du Canada	1993-02-22	1993-04-29	5,8200	19 792	
Banque Toronto-Dominion	1993-03-30	1993-04-08	4,6500	6 892	29 916
Banque Toronto-Dominion	1993-03-17	1993-04-15	4,8000	37 856	5 286
Banque Toronto-Dominion	1993-03-17	1993-04-15	4,8000	6 973	
Banque Toronto-Dominion	1993-02-17	1993-04-22	5,9000	24 744	
Banque Toronto-Dominion	1993-03-19	1993-04-22	5,0300	24 883	
Banque Toronto-Dominion	1993-03-24	1993-04-26	4,9200	4 978	
Banque Toronto-Dominion	1993-03-30	1993-04-01	4,6250	150 000	
Banque Fuji du Canada	1993-03-30	1993-04-01	4,7500	20 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1993-03-25	1993-04-01	5,0000	15 000	50 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1993-03-30	1993-04-01	4,7500	40 000	30 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1993-03-31	1993-04-01	4,7500	75 000	20 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1993-03-26	1993-04-02	5,0000	50 000	20 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1993-03-29	1993-04-05	5,0000	50 000	20 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1993-03-17	1993-04-15	5,1000	19 000	100 000
Caisse de dépôt et placement du Québec	1993-03-29	1993-05-06	4,9600	4 855	
CIBC Wood Gundy	1993-03-11	1993-04-01	5,2000	19 940	24 721
CIBC Wood Gundy	1993-03-05	1993-04-08	5,3500	5 970	
CIBC Wood Gundy	1993-03-19	1993-04-08	4,9000	13 962	
CIBC Wood Gundy	1993-03-26	1993-04-08	4,8500	24 957	
CIBC Wood Gundy	1993-03-30	1993-04-08	4,7500	7 991	
CIBC Wood Gundy	1993-02-17	1993-04-22	5,8500	24 746	
CIBC Wood Gundy	1993-03-16	1993-04-22	4,9400	24 875	
CIBC Wood Gundy	1993-03-16	1993-04-22	4,9400	24 876	
CIBC Wood Gundy	1993-03-17	1993-04-22	4,7100	24 885	
CIBC Wood Gundy	1993-03-24	1993-04-26	4,8900	4 978	
CIBC Wood Gundy	1993-03-10	1993-05-06	5,3000	15 869	
Citibanque Canada	1993-03-17	1993-04-07	5,0500	20 000	
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	1993-03-17	1993-04-15	5,1300	14 939	35 000
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	1993-03-24	1993-04-28	4,9200	4 977	
Crédit Suisse Canada	1993-03-30	1993-04-01	4,6250	25 000	
Fonds d'amortissement:					
Emprunts de Commissions scolaires	1993-03-09	1993-04-08	5,2300	996	
Emprunts de Commissions scolaires	1993-03-09	1993-04-22	5,3000	994	
Emprunts de Commissions scolaires	1993-03-09	1993-04-23	5,3800	3 974	
Emprunts de Commissions scolaires	1993-03-09	1993-04-29	5,3200	993	
Emprunts de Commissions scolaires	1993-03-09	1993-05-06	5,3500	6 544	
Bons du Trésor:					
du gouvernement du Québec	1993-12-03	1993-06-03	7,8850	24 054	
du gouvernement du Québec	1993-03-19	1993-06-18	5,2790	98 306	

ACTIF (suite)
PLACEMENTS TEMPORAIRES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1993	1992
Détail (suite)					
En monnaie du Canada (suite):					
Merrill Lynch Canada Inc.	1993-03-05	1993-04-01	5,3800	31 873	150 000
Merrill Lynch Canada Inc.	1993-03-16	1993-04-08	5,1000	4 984	
Merrill Lynch Canada Inc.	1993-03-16	1993-04-22	4,9400	19 900	
Merrill Lynch Canada Inc.	1993-03-10	1993-05-06	5,3000	5 951	
Nesbitt Thompson Ltée	1993-03-01	1993-05-06	5,6700	24 746	100 000
Nesbitt Thompson Ltée	1993-03-30	1993-04-01	4,7500	50 000	
Nesbitt Thompson Ltée	1993-03-30	1993-04-01	4,7500	50 000	
Nesbitt Thompson Ltée	1993-03-30	1993-04-01	4,6250	75 500	
Nesbitt Thompson Ltée	1993-03-30	1993-04-01	4,6250	24 500	
Nesbitt Thompson Ltée	1993-03-31	1993-04-01	5,0000	40 000	
Nesbitt Thompson Ltée	1993-03-31	1993-04-01	4,6250	85 000	
RBC Dominion Sécurities Inc.	1993-03-05	1993-04-01	5,4000	31 673	
RBC Dominion Sécurities Inc.	1993-03-17	1993-04-08	4,8000	8 476	
RBC Dominion Sécurities Inc.	1993-03-30	1993-04-08	4,8000	17 979	
RBC Dominion Sécurities Inc.	1993-03-30	1993-04-08	4,7000	9 789	
RBC Dominion Sécurities Inc.	1993-03-16	1993-04-22	4,9400	24 876	
Scotia Mcleod	1993-03-04	1993-04-08	5,4000	24 871	29 670
Scotia Mcleod	1993-03-16	1993-04-08	4,8750	29 908	19 473
Scotia Mcleod	1993-03-17	1993-04-08	5,0000	9 970	49 991
Scotia Mcleod	1993-03-19	1993-04-15	4,8500	19 729	30 000
Scotia Mcleod	1993-02-17	1993-04-22	5,9000	38 601	
Scotia Mcleod	1993-03-16	1993-04-22	4,9200	34 826	
Scotia Mcleod	1993-03-17	1993-04-22	4,8100	14 929	
Scotia Mcleod	1993-03-17	1993-04-22	4,7000	49 770	
Scotia Mcleod	1993-03-01	1993-05-06	5,6700	14 848	
Société Générale Canada	1993-03-30	1993-04-01	4,7500	20 000	
Société Générale Canada	1993-03-17	1993-04-08	5,0500	20 000	
				2 340 686	1 116 450

DÉBITEURS

Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1993	1992	1993	1992	1993	1992
Par catégorie et sous-catégorie de revenus						
Impôts sur les revenus et les biens:						
Impôt sur le revenu des particuliers	380 445	405 420	939 438	889 165	1 319 883	1 294 585
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	92 070	97 606			92 070	97 606
Impôts des sociétés			199 001	187 520	199 001	187 520
Droits de successions			6 183	6 465	6 183	6 465
Taxes à la consommation:						
Ventes au détail	600 351	470 882 (1)	269 770	256 212 (1)	870 121	727 094 (1)
Carburants	101 159	100 376	10 720	30 624	111 879	131 000
Tabacs	28 234	38 648	24 010	25 300	52 244	63 948
Pari mutuel	887	635 (1)		94 (1)	887	729 (1)
Droits et permis:						
Ressources forestières			8 952	19 645	8 952	19 645
Véhicules automobiles	42 285	37 722			42 285	37 722
Autres	6 779	12 115 (1)	24 568	9 198 (1)	31 347	21 313 (1)
Revenus divers:						
Ventes de biens et services			327 038	122 814	327 038	122 814
Autres			207 587	192 952	207 587	192 952
Revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement - Dividendes:						
Société des alcools du Québec			25 000	57 000	25 000	57 000
Total des revenus autonomes	1 252 210	1 163 404	2 042 267	1 796 989	3 294 477	2 960 393
Transferts du gouvernement du Canada:						
Aide juridique			6 306	4 011	6 306	4 011
Assurance - récolte			1 191	35 400	1 191	35 400
Bilinguisme			18 012	17 708	18 012	17 708
Développement forestier			13 880		13 880	
Développement industriel				20 000		20 000
Enseignement aux enfants indiens			78 739	77 850	78 739	77 850
Formation des chômeurs			6 958		6 958	
Formation professionnelle des adultes			50 144	66 187	50 144	66 187
Indemnisation des victimes d'actes criminels			2 414	4 763	2 414	4 763
Jeunes contrevenants			131	14 659	131	14 659
Protection civile			106 987	112 843	106 987	112 843
Réadaptation professionnelle des invalides			19 292	18 359	19 292	18 359
Référendum 92			47 358		47 358	
Réseau routier de l'Outaouais			12 304	4 675	12 304	4 675
Transport aérien			12 314	6 812	12 314	6 812
Autres (2)			12 548	11 424	12 548	11 424
Total des transferts du gouvernement du Canada			388 578	394 691	388 578	394 691
Total des revenus	1 252 210	1 163 404	2 430 845	2 191 680	3 683 055	3 355 084
Dépenses et autres			220 833	171 133	220 833	171 133
Total des débiteurs	1 252 210	1 163 404	2 651 678 (3)	2 362 813	3 903 888 (3)	3 526 217
Moins: Provision pour créances douteuses			706 975 (3)	656 044	706 975 (3)	656 044
Total	1 252 210	1 163 404	1 944 703	1 706 769	3 196 913	2 870 173

(1) Reclassés pour fin de comparaison.

(2) Comprend des montants inférieurs à 3 000 000 \$.

(3) Après avoir déduit des créances radiées de 117 482 000 \$.

DÔ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA - GESTION DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	1993	1992
SOLDE AU DÉBUT	22 588	17 753
Fonctionnement		
Traitements et autres rémunérations	40 759	12 543
Communications	6 135	713
Services	1 255	2 189
Entretien	1 975	78
Loyers	9 215	783
Fournitures	642	96
Équipement	1 509	153
Autres dépenses	120	272
Capital		
Équipement	3 178	230
	64 788	17 057
	87 376	34 810
Moins: encaissements du gouvernement du Canada	72 006	12 222
SOLDE DE FIN	15 370	22 588

INTÉRÊTS COURUS SUR PLACEMENTS
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec:		
Association des courtiers et agents immobiliers du Québec	5	
Société de développement industriel du Québec		309
Société nationale de l'amiante		1 385
	5	1 694
Municipalités et organismes municipaux	2 968	2 906
Particuliers, sociétés et autres	1 666	587
Placements temporaires et comptes de banque	4 537	850
	9 176	6 037

PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1993	1992
Sommaire			
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec	11 432 430 40 610 (1)	10 749 915 40 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 3-16)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 3-24)	14 000	14 102
		11 487 040	10 804 627
		Actions	
		1993	1992
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		
1	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
2	Hydro-Québec	10 120 509	9 396 509
3	Loto-Québec	12 876	17 399
4	Office du crédit agricole du Québec		
5	Radio-Québec		
6	Société de développement de la Baie James		3 348
7	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1)	32 944 (1)
8	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR	136 764	195 963
9	Société des alcools du Québec	37 500	37 483
10	Société des établissements de plein air du Québec	33 892	29 988
11	Société des Traversiers du Québec	363	
12	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 716	1 737
13	Société générale de financement du Québec	589 963	553 683
14	Société générale des industries culturelles	15 530	17 153
15	Société immobilière du Québec	83 785	113 058
		7 666 (1)	7 666 (1)
16	Société nationale de l'amiante		
17	Société québécoise des transports	2 397	397
18	Société québécoise d'exploration minière	106 198	109 165
19	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	96 476	105 923
20	Société québécoise d'initiatives pétrolières	194 461	168 109
		11 432 430	10 749 915
		40 610 (1)	40 610 (1)
Moins: Provisions pour perte sur placements en actions			
		11 432 430	10 749 915
		40 610 (1)	40 610 (1)

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1993	1992	1993	1992	1993	1992
9 000	9 000	66 754	348 835	11 508 184 40 610 (1)	11 107 750 40 610 (1)
4 523 32 137 1	5 723 33 188 1	5 620 3 292	5 767 3 292	4 523 37 757 3 293	5 723 38 955 3 293
36 661	38 912	8 912	9 059	45 573	47 971
		301 130	188 827	315 130	202 929
45 661	47 912	376 796	546 721	11 909 497	11 399 260

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1993	1992	1993	1992	1993	1992
		10 000	10 000	10 000	10 000
		6 522	6 578	10 127 031	9 403 087
		100	550	12 876	17 399
		1 800	1 800	100	550
				1 800	1 800
					3 348
			281 630 (1)	32 944 (1)	314 574
		48 332	48 125	185 096	244 088
				37 500	37 483
				33 892	29 988
				363	
				1 716	1 737
				589 963	553 683
				15 530	17 153
				83 785	113 058
				7 666 (1)	7 666
			1 250		1 250
				2 397	397
				106 198	109 165
9 000	9 000		152	105 476	115 075
				194 461	168 109
9 000	9 000	66 754	350 085	11 508 184 40 610 (1)	11 109 000 40 610 (1)
			1 250		1 250
9 000	9 000	66 754	348 835	11 508 184 40 610 (1)	11 107 750 40 610 (1)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, aa. 23.2 et 23.3		
Avances	10 000	10 000

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi.

Au 31 mars 1993, les taux d'intérêt et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminés.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 3.2 et 28

Actions	10 120 509	9 396 509
Avances	6 522	6 578
	10 127 031	9 403 087

Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 \$.

Au 31 mars 1993, ces actions ont une valeur de consolidation de 10 120 509 000 \$.

Au 31 mars 1993, les avances en cours s'élèvent à 6 522 000 \$ dont 6 500 000 \$ (valeur nominale) remboursable jusqu'en l'an 1998, par Nouveler Inc., filiale d'Hydro-Québec et 22 000 \$ par l'Office de l'électrification rurale suite à l'abrogation de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (S.Q., 1945, c. 48). Ces avances sont sans intérêt.

Loto-Québec

L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6

Actions	12 876	17 399
----------------	--------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1993, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 12 876 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Office du crédit agricole du Québec		
L.R.Q., c. F-1.2, a. 132		
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3		
Avances	100	550
<p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de l'Office.</p> <p>Au 31 mars 1993, les avances consenties sont de 100 000 \$ et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminées.</p>		
Radio-Québec		
L.R.Q., c. S-11.1, a. 26		
Avances	1 800	1 800
<p>La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.</p> <p>Au 31 mars 1993, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 000 \$ à Radio-Québec sans intérêt et sans échéance déterminée aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.</p>		
Sidbec		
L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 14.1 et 16 et		
L.Q., 1988, c. 70, aa. 9 et 10		
Actions		
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 800 000 000 \$. Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.</p> <p>Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détenait 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 559 980 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 711 850 000 \$ (681 057 000 \$ en 1992) de cette entreprise.</p>		
Société de développement de la Baie James		
L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25		
Actions		3 348
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.</p> <p>Au 31 mars 1993, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 72 456 000 \$ de cette entreprise.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. S-11.01, aa. 45, 46 et 46.1		
Dotation	32 944	32 944
Avances		281 630
	32 944	314 574

Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.

Au 31 mars 1993, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.

Au cours de l'exercice 1992-1993, la Société a remboursé en totalité les avances émises.

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR

L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7, 7.1 et 22
L.Q., 1990, c. 16, aa.1 et 2

Actions	136 764	195 963
Avances	48 332	48 125
	185 096	244 088

Le fonds social autorisé de la Société est de 300 000 000 \$ divisé en 3 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 862 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détient 60 certificats et 1 certificat est à recevoir totalisant 2 473 900 actions pour un coût de 247 390 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 136 764 000 \$.

De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.

Au 31 mars 1993 les avances en cours totalisent 48 332 038 \$. Des avances totalisant 43 680 000 \$ ont été consenties sans intérêt dont 13 680 000 \$ (valeur nominale) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée, 5 000 000 \$ pour Cascades (Port-Cartier) Inc. et 25 000 000 \$ pour l'implantation d'une usine de pâte à Matane. Une avance de 4 652 038 \$ dont 2 152 038 \$ représentant de l'intérêt capitalisé au taux préférentiel bancaire plus 1 % également a été consentie.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6		
Actions	37 500	37 483

Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 37 500 000 \$.

Société des établissements de plein air du Québec
L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24, 26 et 27

Actions 33 892 29 988

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 861 600 \$. À titre de paiement, la Société a émis 268 616 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 22 525 000 \$ pour 225 250 actions.

Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détient 16 certificats et 2 certificats sont à recevoir totalisant 493 866 actions dont la valeur de consolidation est de 33 892 000 \$.

Société des Traversiers du Québec
L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5

Actions 363

Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.

Au 31 mars 1993, Le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 363 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud		
L.R.Q., c. S-16.01, aa. 11 et 12		
Actions	1 716	1 737

Le fonds social autorisé de la Société est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60 % et 40 %.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.

✓ Au 31 mars 1993, le ministre des Finances a versé 600 \$ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie détient 1 certificat totalisant 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 716 000 \$.

Société générale de financement du Québec
 L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10, 11 et 12

Actions **589 963** **553 683**

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

✓ Au 31 mars 1993, le ministre des Finances a versé 343 768 481 \$ et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 589 963 000 \$.

Société générale des industries culturelles
 L.R.Q., c. S-17.01, aa. 17, 18, 19 et 19.1

Actions **15 530** **17 153**

Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.

✓ Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détient 21 certificats pour 195 000 actions au coût de 19 500 000 \$. La valeur de consolidation de ce placement est de 15 530 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Société immobilière du Québec		
L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31, 32 et 64		
Actions	83 785	113 058
Dotation	7 666	7 666
	91 451	120 724

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 \$. À titre de paiement, la Société a émis 80 001 000 \$ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 \$ ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est nul au 31 mars 1993.

Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 83 785 000 \$.

Depuis le 1er octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 \$, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec et représente au 31 mars 1993 une dotation du ministère des Finances en faveur de la Société.

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11, 13 et 15

Actions	
Avances	1 250
	1 250

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 187 950 000 \$ (212 688 000 \$ en 1992) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exercice des attributions de la Société aux conditions que détermine le Gouvernement.

Au cours de l'exercice 1992-1993, la Société nationale de l'amiante a remboursé en totalité les avances émises.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1993	1992
Société québécoise des transports			
L.R.Q., c. S-22.1, aa. 23 et 25	Actions	2 397	397

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1993, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 \$.

De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie B, participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1993 est de 2 397 000 \$.

Société québécoise d'exploration minière - SOQUEM
 L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1

Actions 106 198 109 165

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Le Ministre peut, avec l'approbation préalable du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital.

Au cours de l'exercice 1988-1989, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 25 000 000 \$ de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.

Au 31 mars 1993, Le Ministre détient 18 certificats totalisant 8 560 000 actions pour un coût de 85 600 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 106 198 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1993	1992
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires - SOQUIA L.R.Q., c. S-21, aa. 5,7 et 7.1			
	Actions	96 476	105 923
	Billets	9 000	9 000
	Avances		152
		<u>105 476</u>	<u>115 075</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

✓ Au 31 mars 1993, le Ministre détient 24 certificats totalisant 588 000 actions pour un coût de 58 800 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 96 476 000 \$.

La Société a émis un billet à ordre de 9 000 000 \$ en faveur du gouvernement du Québec à titre de paiement partiel du billet émis antérieurement par Sucre Lantic Ltée. La date de remboursement du billet se situe entre le 15 mars 1998 et le 15 mars 2002.

Au cours de l'exercice 1992-1993, la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires a remboursé en totalité les avances émises.

Société québécoise d'initiatives pétrolières - SOQUIP
L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3

Actions	194 461	168 109
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

✓ Au 31 mars 1993, le Ministre détient 21 certificats totalisant 4 278 000 actions pour un coût de 213 900 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 194 461 000 \$.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises et organismes dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter leurs états financiers ou le volume " États financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 27/64
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
20	Charny	A	8 27/64
21	Châteauguay	A	8 27/64
22	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
23	Cloridorme	A	8 1/8
24	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
25	Deux-Montagnes	A	8 1/8
26	Deux-Montagnes	B	8,4977
27	Dorion	A	8 27/64
28	Dorion	A	8 27/64
29	East-Broughton	A	8 27/64
30	Escoumins (Les)	A	8 1/8
31	Gaspé	A	8 27/64
32	Gatineau	A	8 1/8
33	Grande-Île	A	8 27/64
34	Grande-Rivière	A	8 27/64
35	Grand-Mère	B	7,5053
36	Hébertville	A	8 27/64
37	Iberville	A	8 27/64
38	Kingsbury	A	8 1/8
39	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
40	Lachute	B	9,6455
41	Lachute	B	8,1152
42	Lac-Mégantic	A	8 27/64
43	La Pocatière	A	8 1/8
44	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
45	Lévis (Lauzon)	B	7,9396
46	Lévis	A	8 27/64
47	Lévis	B	7,4869
48	Lévis (St-David-de-l'Auberivière)	B	7,2694
49	Longue-Pointe	A	8 27/64
50	Lorraine	A	8 27/64
51	Louiseville	A	8 27/64
52	Macamic	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1993	1992	1993	1992	1993	1992
1994-12-15	178 932 \$	258 260 \$			178 932 \$	258 260 \$
2002-03-31	221 825	221 825			221 825	221 825
1995-11-01	4 736	6 071			4 736	6 071
2002-03-31	106 583	106 583			106 583	106 583
1995-03-01	29 140	42 003			29 140	42 003
2006-04-01	167 953	174 099			167 953	174 099
1995-12-01	55 213	70 783			55 213	70 783
1994-12-01	10 475	15 120			10 475	15 120
1995-03-01	10 738	15 478			10 738	15 478
1996-02-01	38 980	49 972			38 980	49 972
1994-12-15	7 150	10 320			7 150	10 320
1996-03-01	12 146	15 572			12 146	15 572
1995-06-01	18 999	24 357			18 999	24 357
1995-05-01	56 275	72 144			56 275	72 144
2005-04-01	130 533	136 458			130 533	136 458
1995-11-01	10 195	13 070			10 195	13 070
1995-05-01	43 491	55 755			43 491	55 755
2005-04-01	895 867	934 951			895 867	934 951
1995-08-01	274 181	351 499			274 181	351 499
1995-03-01	14 927	21 517			14 927	21 517
1995-04-01	14 491	18 577			14 491	18 577
1995-10-01	131 587	168 694			131 587	168 694
1994-12-01	3 618	5 222			3 618	5 222
1995-12-01	49 035	62 863			49 035	62 863
1994-12-01	4 753	6 860			4 753	6 860
2007-04-01	152 786	157 775			152 786	157 775
1995-03-01	24 786	35 727			24 786	35 727
1995-11-01	87 655	112 373			87 655	112 373
1995-12-01	27 681	27 681			27 681	27 681
1994-12-01	4 339	6 263			4 339	6 263
1996-02-01	26 923	34 515			26 923	34 515
1994-12-15	31 366	31 366			31 366	31 366
1995-06-01	39 856	51 096			39 856	51 096
1996-03-31	155 281	155 281			155 281	155 281
1994-04-01	11 629	16 841			11 629	16 841
1995-03-01	10 625	15 315			10 625	15 315
1996-03-31	33 737	33 737			33 737	33 737
1994-12-15	31 117	44 912			31 117	44 912
1995-10-01	200 399	256 910			200 399	256 910
2007-04-01	439 075	452 038			439 075	452 038
2005-04-01			238 281 \$	248 458 \$	238 281	248 458
1995-03-01	13 617	19 628			13 617	19 628
1994-09-01	45 940	66 307			45 940	66 307
1994-12-01	49 641	71 649			49 641	71 649
2006-04-01	650 946	675 959			650 946	675 959
1995-12-01	104 064	133 410			104 064	133 410
2004-04-01	1 685 868	1 771 066			1 685 868	1 771 066
2003-04-01	306 626	324 480			306 626	324 480
1995-10-01	44 159	56 612			44 159	56 612
1995-05-01	19 477	24 969			19 477	24 969
1996-03-31	44 823	44 823			44 823	44 823
1995-12-01	20 618	26 432			20 618	26 432

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
53	Maple Grove	A	8 27/64
54	Matane	A	8 27/64
55	McMasterville	A	8 1/8
56	Métabetchouan	A	8 27/64
57	Mirabel	B	10,0095
58	Mistassini	A	8 27/64
59	Montréal	C	
60	Murdochville	A	8 27/64
61	Normandin	A	8 1/8
62	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
63	Oka	B	8,2812
64	Pont-Rouge	A	8 27/64
65	Port-Cartier	B	7,3603
66	Port-Cartier	B	8,2048
67	Port-Cartier	B	7,7314
68	Port-Cartier	B	8,1621
69	Port-Cartier	B	8,3477
70	Port-Cartier	B	9,3933
71	Port-Cartier	B	7,3540
72	Port-Cartier	B	9,4738
73	Port-Cartier	B	9,9874
74	Princeville	A	8 27/64
75	Québec	B	7,5744
76	Québec	B	7,5846
77	Québec	B	7,9737
78	Québec	B	9,4283
79	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
80	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
81	Sacré-Coeur	A	8 27/64
82	Sayabec	A	8 1/8
83	Sept-Îles	B	7,0181
84	Sept-Îles	B	7,2127
85	Sept-Îles	B	7,3766
86	Sept-Îles	B	7,5324
87	Sept-Îles	B	8,6548
88	Sept-Îles	B	9,831
89	Shipshaw	A	8 1/8
90	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
91	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
92	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
93	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
94	St-Bernard	A	8 27/64
95	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
96	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
97	Ste-Catherine	A	8 27/64
98	St-Césaire	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1993	1992	1993	1992	1993	1992
1995-05-01	13 124 \$	16 825 \$			13 124 \$	16 825 \$
1995-04-01	141 200	181 017			141 200	181 017
1994-09-01	8 659	12 498			8 659	12 498
1995-11-01	82 269	105 468			82 269	105 468
1997-04-01	166 382	191 151			166 382	191 151
1995-10-01	4 751	6 091			4 751	6 091
			3 291 560 \$	3 291 560 \$	3 291 560	3 291 560
1996-02-01	147 428	189 002			147 428	189 002
1994-09-01	10 983	15 853			10 983	15 853
1995-07-01	16 046	20 571			16 046	20 571
2005-04-01	363 632	378 970			363 632	378 970
1995-07-01	94 911	121 676			94 911	121 676
2003-04-01	288 422	305 120			288 422	305 120
2006-04-01	2 132 699	2 212 910			2 132 699	2 212 910
2005-04-01	173 696	181 330			173 696	181 330
2005-04-01	234 997	244 998			234 997	244 998
2007-04-01	208 137	215 022			208 137	215 022
2007-04-01	373 692	384 972			373 692	384 972
2004-04-01			6 345	6 668	6 345	6 668
2009-04-01			1 336 883	1 368 504	1 336 883	1 368 504
2009-04-01			1 380 226	1 411 213	1 380 226	1 411 213
1995-06-01	12 891	16 526			12 891	16 526
2004-04-01	384 113	403 409			384 113	403 409
2005-04-01	2 698 146	2 818 025			2 698 146	2 818 025
2005-04-01	949 147	990 113			949 147	990 113
2009-04-01	332 906	340 816			332 906	340 816
1995-05-01	48 153	61 732			48 153	61 732
1995-06-01	44 564	57 131			44 564	57 131
1995-05-01	73 767	94 569			73 767	94 569
1994-12-01	9 070	13 091			9 070	13 091
2002-03-31	296 746	296 746			296 746	296 746
2003-04-01	75 017	79 400			75 017	79 400
2004-04-01	993 582	1 044 174			993 582	1 044 174
2004-04-01	2 589 177	2 719 617			2 589 177	2 719 617
2006-04-01	175 643	182 012			175 643	182 012
2009-04-01	2 704 312	2 765 998			2 704 312	2 765 998
1994-12-01	17 804	25 697			17 804	25 697
1995-05-01	11 560	14 819			11 560	14 819
1994-12-01	6 276	9 059			6 276	9 059
1996-03-31	44 823	44 823			44 823	44 823
1995-07-01	100 208	128 467			100 208	128 467
1996-03-31	18 611	18 611			18 611	18 611
1995-07-01	57 317	73 480			57 317	73 480
1996-03-31	86 977	86 977			86 977	86 977
1995-12-01	48 251	61 857			48 251	61 857
1996-02-01	67 704	86 796			67 704	86 796

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
99	St-Eugène	A	8 27/64
100	St-Eustache	A	8 27/64
101	St-Eustache	A	8 27/64
102	St-Eustache	B	8,5359
103	St-Eustache	B	9,2891
104	St-Eustache	B	9,1454
105	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
106	St-Félicien	A	8 27/64
107	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
108	Ste-Foy	B	8,2850
109	Ste-Foy	B	9,3614
110	St-Georges	A	8 27/64
111	St-Henri	B	7,1832
112	St-Hippolyte	A	8 27/64
113	St-Hyacinthe	A	8 27/64
114	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
115	St-Jérôme	B	8,5155
116	St-Jérôme	B	9,6175
117	St-Jovite	A	8 27/64
118	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
119	St-Narcisse	A	8 27/64
120	St-Pascal	A	8 27/64
121	St-Philémon	A	8 27/64
122	St-Raymond	A	8 27/64
123	St-Romuald	B	7,2694
124	Ste-Thècle	A	8 27/64
125	Ste-Thérèse	B	9,3594
126	Ste-Thérèse	B	9,4146
127	Ste-Thérèse	B	8,2758
128	Ste-Thérèse	B	8,6546
129	St-Tite	A	8 27/64
130	St-Zénon	A	8 1/8
131	Terrebonne	A	8 27/64
132	Terrebonne	B	8,2094
133	Tingwick (Chénier)	A	8 27/64
134	Trois-Rivières	B	6,9939
135	Trois-Rivières	B	7,6297
136	Trois-Rivières	B	7,2551
137	Trois-Rivières	B	7,4796
138	Trois-Rivières	B	6,3008
139	Trois-Rivières	B	9,5147
140	Trois-Rivières-Ouest	A	8 27/64
141	Vaudreuil	A	8 27/64
142	Vaudreuil	A	8 27/64
143	Warwick	A	8 27/64
144	Waterloo	A	8 27/64
145	Yamachiche (Ste-Anne-d'Yamachiche)	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1993	1992	1993	1992	1993	1992
1995-03-01	18 223 \$	26 267 \$			18 223 \$	26 267 \$ 99
1995-05-01	27 944	35 824			27 944	35 824 100
1996-02-01	112 591	144 341			112 591	144 341 101
2006-04-01	218 967	226 985			218 967	226 985 102
2007-04-01	349 516	360 163			349 516	360 163 103
2007-04-01	39 577	40 798			39 577	40 798 104
1996-03-31	9 242	9 242			9 242	9 242 105
1996-03-01	70 537	90 428			70 537	90 428 106
2005-04-01	276 860	288 889			276 860	288 889 107
2006-04-01	443 881	460 468			443 881	460 468 108
2006-04-01	2 034 692	2 104 354			2 034 692	2 104 354 109
1995-06-01	159 745	204 793			159 745	204 793 110
2002-03-31	10 438	10 438			10 438	10 438 111
1995-11-01	24 739	31 715			24 739	31 715 112
1996-03-31	23 841	23 841			23 841	23 841 113
1995-08-01	169 215	216 933			169 215	216 933 114
2006-04-01	564 062	584 749			564 062	584 749 115
2009-04-01	68 718	70 320			68 718	70 320 116
1996-02-01	57 191	73 319			57 191	73 319 117
2000-11-01	800	900			800	900 118
1995-03-01	8 803	12 688			8 803	12 688 119
1995-12-01	41 529	53 241			41 529	53 241 120
1995-11-01	14 448	18 522			14 448	18 522 121
1995-05-01	25 181	32 281			25 181	32 281 122
2003-04-01	77 305	81 807			77 305	81 807 123
1996-02-01	13 896	17 815			13 896	17 815 124
2006-04-01	46 951	48 558			46 951	48 558 125
2006-04-01	139 186	143 930			139 186	143 930 126
2005-04-01	89 330	93 100			89 330	93 100 127
2006-04-01			304 356 \$	315 393 \$	304 356	315 393 128
1995-03-01	17 897	25 797			17 897	25 797 129
1994-09-01	4 379	6 320			4 379	6 320 130
1995-03-01	45 925	66 198			45 925	66 198 131
2006-04-01	300 824	312 133			300 824	312 133 132
1995-06-01	11 313	14 503			11 313	14 503 133
2002-03-01	624 947	624 947			624 947	624 947 134
2005-04-01	213 011	213 011			213 011	213 011 135
2003-04-01	327 482	327 482			327 482	327 482 136
2004-04-01	158 350	158 350			158 350	158 350 137
2005-04-01	53 588	53 588			53 588	53 588 138
2007-04-01	1 584 439	1 584 439			1 584 439	1 584 439 139
1995-03-01	64 895	93 541			64 895	93 541 140
1995-12-01	135 062	173 149			135 062	173 149 141
1996-02-01	29 306	37 570			29 306	37 570 142
1996-02-01	114 377	146 631			114 377	146 631 143
1996-03-01	166 148	166 148			166 148	166 148 144
1995-03-01	4 644	6 695			4 644	6 695 145
	32 056 645	34 239 848	6 557 651	6 641 796	38 614 296	40 881 644

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
<hr/>			
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Organismes municipaux		
146	Comité d'enfouissement sanitaire	B	9,9821
	Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,7125
147	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	7,445
148	Communauté urbaine de Québec	B	7,3589
149	Communauté urbaine de Québec	B	7,4754
150	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052
151	Communauté urbaine de Québec	B	

Moins: Provision pour créances douteuses

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1993	1992	1993	1992	1993	1992
2009-04-01			445 554 \$	445 554 \$	445 554 \$	445 554 \$ 146
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526 147
2002-03-31	3 278 472 \$	3 278 472 \$			3 278 472	3 278 472 148
2004-04-01	770 130	809 391			770 130	809 391 149
2004-04-01	556 260	584 393			556 260	584 393 150
2007-04-01			1 908 001	1 971 358	1 908 001	1 971 358 151
	4 604 862	4 672 256	2 843 081	2 906 438	7 447 943	7 578 694
	36 661 507	38 912 104	9 400 732	9 548 234	46 062 239	48 460 338
			489 000	489 000	489 000	489 000
	<u>36 661 507 \$</u>	<u>38 912 104 \$</u>	<u>8 911 732 \$</u>	<u>9 059 234 \$</u>	<u>45 573 239 \$</u>	<u>47 971 338 \$</u>

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

		Actions	
		1993	1992
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers:		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Autres		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres:		
5	Avances aux employés du Gouvernement et fonds locaux		
6	Conseil des cris d'Oujébougomou		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Corporations touristiques		
12	Fonds des approvisionnements et services		
13	Fonds d'information géographique et foncière		
14	Fonds de la formation à distance		
15	Fonds de reprographie gouvernementale		
16	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000 000 \$	10 000 000 \$
17	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
18	Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger		
19	Fonds des moyens de communication		
20	Fonds du service aérien gouvernemental		
21	Groupe Gérard Saucier Ltée		
22	Hôpitaux (fonds de roulement)		
23	Pêcheurs		
24	Snyder & Fils Inc.		101 625
25	Société de développement autochtone de la Baie James	4 000 000	4 000 000
26	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1	1
27	Université de Sherbrooke		
		14 000 001	14 101 626
28	Moins: Provision pour créances douteuses		
		14 000 001	14 101 626
		14 000 001 \$	14 101 626 \$

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1993	1992	1993	1992	1993	1992
		153 675 829 \$(1)	122 502 320 \$	153 675 829 \$	122 502 320 \$ 1
		11 248 391 (1)	13 988 171	11 248 391	13 988 171 2
		487 978 (1)	586 342	487 978	586 342 3
		165 412 198	137 076 833	165 412 198	137 076 833
		48 116 464 (1)	42 488 000	48 116 464	42 488 000 4
		117 295 734	94 588 833	117 295 734	94 588 833
		16 638 980	16 944 887	16 638 980	16 944 887 5
		5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000 6
		250 630	920 718	250 630	920 718 7
		227 896 (1)	370 261	227 896	370 261 8
		39 348 337	22 113 155	39 348 337	22 113 155 9
		115 000	880 564	115 000	880 564 10
		1 190 578	1 102 085	1 190 578	1 102 085 11
		18 452 959	29 872 863 (2)	18 452 959	29 872 863 12
		448 436	448 436	448 436	448 436 13
		1 500 000		1 500 000	
		1 208 000	1 385 500	1 208 000	1 385 500 15
				10 000 000	10 000 000 16
		351 000	421 000	351 000	421 000 17
		2 150 000		2 150 000	
		994 000	833 000	994 000	833 000 19
		85 861 135		85 861 135	
		3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000 21
			2 775 000		2 775 000 22
		11 578 040 (1)	10 132 656	11 578 040	10 132 656 23
				101 625	101 625 24
				4 000 000	4 000 000 25
				1	1 26
		3 728 330	5 107 330	3 728 330	5 107 330 27
		192 543 321	101 807 455	206 543 322	115 909 081
		8 709 070 (1)	7 569 268	8 709 070	7 569 268 28
		183 834 251	94 238 187	197 834 252	108 339 813
		301 129 985 \$	188 827 020 \$	315 129 986 \$	202 928 646 \$

(1) Après déduction des créances radiées de 6 987 538 \$ pour les étudiants, 350 106 \$ pour les pêcheurs, 507 283 \$ pour les autres et 1 974 806 \$ pour les sociétés et autres.

(2) En vertu des dispositions législatives entrées en vigueur le 1er avril 1992, les avances au Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, au Fonds des fournitures et de l'ameublement et au Fonds pour les équipements informatiques ont été intégrées au Fonds des approvisionnements et services. Les chiffres de 1992 ont été reclassés à cette fin.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1992	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1993	Montant porté aux dépenses
DÉBITEURS					
Ministères:					
Affaires municipales	421		421	421	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	991	610	381	390	9
Énergie et Ressources	674	162	512	441	(71)
Enseignement supérieur et Science	300	36	264	382	118
Environnement	80		80	192	112
Finances	239	73	166	252	86
Forêts	5 696	1 308	4 388	3 480	(908)
Industrie, Commerce et Technologie	929	45	884	990	106
Justice	13 163		13 163	16 700	3 537
Loisir, Chasse et Pêche	282		282	423	141
Main-d'œuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	141 388	2 046	139 342	151 821	12 479
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	545		545	613	68
Revenu	490 112	112 924	377 188	529 296	152 108
Transports	124	78	46	268	222
Travail	999	127	872	1 133	261
Autres (1)	100	73	27	171	144
	656 043	117 482	538 561	706 973	168 412
PRÊTS ET AVANCES					
Municipalités et organismes municipaux:					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489		489	489	
Particuliers:					
Étudiants	41 400	6 988	34 412	47 880	13 468
Pêcheurs	558	350	208	236	28
Autres	530	507	23		(23)
	42 488	7 845	34 643	48 116	13 473
Sociétés et autres:					
Coopératives	665		665		(665)
Corporations agricoles	188	274	(86)	60	146
Corporations industrielles	3 858		3 858	7 555	3 697
Corporations minières	766		766		(766)
Corporations touristiques				200	200
Pêcheurs (corporations)	2 092	1 701	391	895	504
Autres	1		1		(1)
	7 570	1 975	5 595	8 710	3 115
	50 547	9 820	40 727	57 315	16 588
Total	706 590	127 302	579 288	764 288	185 000

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

FRAIS REPORTÉS
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	1993		1992	
	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement
Frais d'émission, escompte et prime	(4 125)	157 585	2 918	123 508
Escompte sur les bons du trésor		23 436		22 475
Compensation pour annulation de contrats d'échange		(133 216)		(5 867)
Instruments financiers de couverture		(2 727)		(163)
	<u>(4 125)</u>	<u>45 078</u>	<u>2 918</u>	<u>139 953</u>

PASSIF**EMPRUNTS TEMPORAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	Émissions et remboursements
Détail	
En monnaie du Canada:	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	4 369 661
Banque de Montréal	5 370 470
Banque Laurentienne du Canada	187 222
Banque Nationale du Canada	24 710 889
Banque Royale du Canada	8 818 684
Banque Scotia	487 786
Banque Toronto-Dominion	9 645 417
Burns Fry Limitée	67 467
Caisse Centrale Desjardins du Québec	4 131 366
Caisse de dépôt et placement du Québec	13 745 700
Commission des affaires sociales	16 550
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	453 075
Crédit Lyonnais Canada	15 000
Fonds de financement	353 675
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	2 500
Fonds de la formation à distance	500
Fonds de la réforme du cadastre québécois	13 500
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	105 670
Fonds des registres du ministère de la Justice	126 000
Fonds des services de télécommunications	908 500
Fonds des services informatiques	117 300
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	2 000
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	790 909
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	2 192 047
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	2 217 031
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires	3 194 870
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement du Québec	4 084 992 (1)
Fonds d'information géographique et foncière	9 000
Fonds Les Publications du Québec	59 300
Fonds spécial olympique	17 900
Hydro-Québec	726 600
Merrill Lynch Canada Inc.	2 292 459
Nesbitt Thompson Ltée	659 500
RBC Dominion Securities Inc.	1 546 608
Richardson Greenshields du Canada Ltée	3 987 624
Scotia Mcleod	3 416 920
Services Marchés des Capitaux Inc.	166 700
Valeurs Mobilières Desjardins	278 950
Wood Gundy Inc.	4 841 390
	<hr/> 104 131 732
Détail - billets de trésorerie	
En monnaie des États-Unis:	
Banque Nationale N.Y.	8 170
Goldman Sachs	4 089
Merrill Lynch	12 674
RBC Dominion Securities Inc.	15 362
	<hr/> 40 295 (2)
	<hr/> 104 172 027 <hr/>

(1) Excluant un montant de 20 520 000 \$CAN pour le Fonds de financement.

(2) Équivalent canadien des billets de trésorerie de 32 300 000 \$US.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	Diverses municipa- lités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	312 355	148	(4 007)	50 936	1 189	360 621
Encaissements	337 940 (1)	1 374	54 255	2 621 711	11 694	3 026 974
Remises	335 262	1 117	54 457	2 625 459	10 957	3 027 252
Solde à la fin	<u>315 033</u>	<u>405</u>	<u>(4 209)</u>	<u>47 188</u>	<u>1 926</u>	<u>360 343</u>

(1) Les frais de perception de 4 763 199 \$ pour les Diverses municipalités et de 26 123 051 \$ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus "Ventes de biens et services" ont été diminués des encaissements.

CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	1993	1992
		(Reclassé)
Transferts aux		
Commissions scolaires	831 105	960 834
Établissements de santé et de services sociaux	238 905	225 703
Institutions d'enseignement:		
Collégiales	65 032	64 955
Universitaires	3 061	117 322
Municipalités et organismes municipaux	38 106	21 121
Organismes et entreprises de Gouvernement	487 543	485 121
Autres bénéficiaires	128 730	135 132
	<u>1 792 482</u>	<u>2 010 188</u>
Traitements et avantages sociaux	178 065	152 125
Fournisseurs et autres	425 777	335 609
	<u>2 396 324</u>	<u>2 497 922</u>

INTÉRÊTS COURUS SUR EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	1993		1992	
	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)
En monnaie du Canada	88 044	1 304 771	39 880	1 261 596
En monnaie des États-Unis		264 311		224 670
En monnaie de l'Allemagne		19 442		19 649
En monnaie de la France		23 684		6 177
En monnaie de la Suisse		47 828		49 964
En monnaie du Japon		45 149		37 743
En monnaie de la Grande-Bretagne				2 291
	<u>88 044</u>	<u>1 705 185</u>	<u>39 880</u>	<u>1 602 090</u>

(1) Les intérêts courus sont présentés en monnaie de destination et tiennent compte des contrats d'échange de devises et de taux d'intérêts.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises du Gouvernement en excédent du coût des actions	Solde à la fin
Sidbec	17 497	30 793	48 290
Société nationale de l'amiante	53 069	(23 488)	29 581
Société de développement de la Baie James		12 456	12 456
Société des Traversiers du Québec	538	(538)	
	71 104	19 223	90 327

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	Solde au début			Solde à la fin	
	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance	Excédent de la participation et des cotisations sur les pensions et autres paiements	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	12 099 384	1 195 231	822 058	13 552 593	1 826 382
R.R.E.	4 598 984		353 420	4 952 404	
R.R.C.E.	319 022		69 296	388 318	
R.R.F.	1 062 290		66 375	1 128 665	
R.R.S.Q.	1 041 792		111 246	1 153 038	
R.R.M.A.N.	2 065		985	3 050	
R.R.J.C.Q.	82 914		12 228	95 142	
R.R.A.P.S.C.	136 565	4 908	89 494	228 309	7 158
	19 343 016	1 200 139	1 525 102 (*)	21 501 519	1 833 540

(*) Voir le détail à la page 1-8.

- R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
 R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
 R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
 R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
 R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
 R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
 R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
 R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total En équivalent canadien
Bons du trésor	\$CAN	2 850 000	2 850 000
Billets de trésorerie	\$US	398 260	500 692 (2)
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$CAN	23 120 652	23 120 652
En monnaie des États-Unis	\$US	6 544 784	8 228 102 (2)
En monnaie de l'Allemagne	DM	800 000	624 720 (2)
En monnaie de la France	FF	2 000 000	460 000 (2)
En monnaie de la Suisse	FS	2 246 596	1 894 330 (2)
En monnaie du Japon	¥	209 003 967	2 286 503 (2)
En monnaie de la Grande-Bretagne	£	50 000	94 920 (2)
			36 709 227
Moins: Fonds d'amortissement			829 259
			35 879 968
			<u>39 230 660 (3)</u>

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1993 selon les taux de conversion suivants:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,2572
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 0,7809
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,2300
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 0,8432
En monnaie de l'Italie, Lire (LIT)	= 0,00079
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01094
En monnaie de l'Australie, Dollar australien (\$A)	= 0,8870
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre sterling (£)	= 1,8984
En monnaie des Pays-Bas, Florin néerlandais (FL)	= 0,6946

(3) Excluant 2 640 419 948 \$ pour le Fonds de financement dont le détail apparaît à la page 3-42.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BONS DU TRÉSOR**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Du 1993-04-01 au 1993-09-03	1992 - 1993	5,1801 - 7,8854	<u>2 850 000</u>

BILLETS DE TRÉSORERIE**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			\$US	
Du 1993-04-01 au 1993-09-23	1993	3,0808 - 3,3256	<u>398 260</u>	<u>500 692</u>

OBLIGATIONS ET BILLETS**OBLIGATIONS NÉGOCIABLES****EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1993-04-01	1981	17,250	100 000
1993-04-07	1983	12,000	169 749
1993-08-25	1983	12,500	150 000
1993-11-05	1980	13,250	34 039
1993-11-07	1981	15,000	98 300
1993-11-07	1981	15,000	100 000
1993-12-05	1983	12,125	125 000
1993-12-05	1983	12,125	75 000
1994-02-27	1984	12,250	132 000
1994-02-27	1984	12,250	62 192
1994-05-25	1984	14,000	50 000
1994-08-31	1984	13,250	150 000
1994-10-17	1979	11,250	75 000
1994-10-31	1991	8,500	75 000
1994-11-29	1984	12,500	155 000

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1993.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1994-11-29	1984	12,500	75 000
1994-12-22	1980	13,250	135 458
1994-12-22	1980	13,250	62 885
1994-12-22	1981	13,250	116 052
1994-12-22	1981	13,250	32 000
1994-12-28	1984	12,150	75 000
1995-01-15	1985	12,000	150 000
1995-05-28	1980	12,780	200 000
1995-06-26	1985	10,500	109 000
1995-06-26	1989	10,500	122 722
1995-12-22	1980	13,750	37 800
1995-12-22	1980	13,750	37 200
1995-12-22	1981	13,750	49 200
1995-12-22	1981	13,750	55 800
1996-03-12	1990	10,750	400 000
1996-03-15	1972	8,000	42 367
1996-04-09	1991	10,500	250 000
1996-06-18	1981	16,500	149 015
1996-09-02	1986	9,000	122 000
1996-09-02	1986	9,000	75 000
1996-09-02	1986	9,000	190 000
1996-09-02	1987	9,000	50 000
1996-10-08	1980	13,400	200 000
1996-10-20	1981	17,250	149 656
1996-10-20	1981	17,250	50 000
1996-11-01	1976	10,150	8 921
1996-11-06	1976	10,250	50 000
1996-12-15	1971	7,750	24 594
1996-12-16	1977	9,750	125 000
1996-12-16	1978	9,750	110 000
1997-01-15	1985	10,500	100 000
1997-01-29	1987	9,000	150 000
1997-02-10	1987	8,500	164 000
1997-02-10	1987	8,500	100 000
1997-02-10	1987	8,500	50 000
1997-03-22	1977	9,750	1
1997-03-22	1982	16,500	174 197
1997-04-01	1991	8,500	264 984
1997-06-04	1987	10,000	75 000
1997-06-04	1987	10,000	50 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-08-15	1980	12,150	200 000
1997-11-01	1977	9,800	8 921
1998-02-01	1978	10,000	600
1998-03-25	1991	7,285	105 942
1998-03-30	1992	8,000	323 053
1998-04-01	1978	10,250	44 200
1998-04-07	1988	10,250	199 000
1998-04-07	1988	10,250	75 000
1998-04-07	1988	10,250	200 000
1998-04-07	1988	10,250	50 000
1998-04-07	1988	10,250	439 829
1998-04-07	1988	10,250	150 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-19	1986	9,250	120 000
1998-06-19	1988	9,250	100 000
1998-07-07	1986	9,750	125 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1998-07-31	1985	10,750	50 000
1998-07-31	1987	10,750	24 459
1998-11-01	1978	10,350	8 921
1998-11-30	1988	10,500	250 000
1998-12-15	1973	8,500	44 491
1999-02-01	1979	10,550	600
1999-03-01	1974	8,625	42 367
1999-05-01	1979	10,700	53 767
1999-05-01	1979	10,700	42 060
1999-09-04	1974	10,375	2 120
1999-09-04	1974	10,750	33 898
1999-09-04	1974	10,750	35 000
1999-09-04	1975	10,750	67 660
1999-09-04	1976	10,750	78 937
1999-11-01	1979	12,000	15 000
2000-02-01	1980	12,850	600
2000-02-16	1993	8,500	300 000
2000-04-26	1989	10,000	150 000
2000-04-26	1989	10,000	500 000
2000-04-26	1990	10,000	182 392
2000-04-26	1990	10,000	92 709
2000-08-16	1990	11,500	250 000
2000-09-09	1975	9,500	1 288
2000-09-09	1975	10,500	53 779
2000-10-16	1978	10,000	125 000
2000-11-10	1975	9,875	750
2000-11-10	1976	9,875	406
2001-01-15	1985	10,500	225 000
2001-01-15	1991	10,500	150 000
2001-02-01	1981	13,770	600
2001-02-15	1990	11,750	100 000
2001-03-01	1976	9,375	1 435
2001-03-15	1977	9,750	60 000
2001-05-04	1976	10,250	91 268
2001-05-04	1976	10,250	114 812
2001-10-15	1991	10,250	204 946
2001-10-15	1991	10,250	513 200
2001-10-30	1991	10,073	83 500
2002-02-01	1982	16,900	600
2002-04-01	1991	9,250	282 165
2002-06-15	1979	10,350	150 000
2002-12-15	1978	10,000	150 000
2002-12-15	1979	10,000	150 000
2002-12-22	1982	13,250	40 000
2003-04-07	1983	13,000	50 841
2003-04-07	1984	13,000	89 085
2003-04-07	1984	13,000	71 720
2003-04-07	1984	13,000	50 000
2003-04-17	1979	10,625	150 000
2003-05-01	1992	9,000	225 000
2003-05-01	1993	9,000	300 000
2004-05-31	1984	14,625	150 000
2004-09-24	1979	10,900	75
2004-11-29	1984	12,750	95 000
2004-11-29	1984	12,750	75 000
2004-11-29	1985	12,750	100 000
2004-12-27	1979	11,700	75 000
2004-12-28	1984	12,600	75 000
2005-06-30	1985	12,250	100 000
2005-10-03	1985	11,375	75 000
2006-05-01	1986	9,500	100 000
2006-07-07	1986	10,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	201 000
2009-04-01	1988	11,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	250 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2009-04-01	1988	11,000	100 000
2009-04-01	1988	11,000	25 000
2009-04-01	1989	11,000	50 000
2009-04-01	1988	11,000	97 072
2009-04-01	1988	11,000	125 000
2009-06-26	1985	10,750	171 000
2009-06-26	1985	10,750	50 000
2010-06-28	1989	10,000	500 000
2011-03-28	1991	10,750	75 000
2011-09-02	1986	9,500	178 000
2011-09-02	1986	9,500	75 000
2011-09-02	1986	9,500	60 000
2011-09-02	1987	9,500	50 000
2012-02-10	1987	9,000	161 000
2012-06-04	1987	10,500	100 000
2012-06-04	1987	10,500	97 042
2012-10-09	1987	11,875	100 000
2014-06-01	1989	10,500	125 000
2015-07-27	1990	11,000	50 000
2023-01-16	1993	9,375	1 357 304
2023-03-30	1992	9,500	375 000
			<hr/>
			19 503 546

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA**

Régime de pensions du Canada
diverses dates
1993-2012

1973-1992

7,30 - 17,51

142 843

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE**EN MONNAIE DU CANADA****OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC**

1993-06-01	1983	8,50 (a)	145 705
1994-06-01	1984	8,50 (a)	219 266
1995-06-01	1980	10,50 (a)	248 773
1995-06-01	1985	8,50 - 7,50 (a)	104 249
1996-06-01	1981	10,50 (a)	81 816
1996-06-01	1986	8,50 - 6,50 (a)	84 806
1996-06-01	1989	8,50 - 6,00 (a)	95 664
1997-06-01	1982	10,50 (a)	247 336
1997-06-01	1987	8,50 - 6,00 (a)	79 735
1998-06-01	1988	8,50 - 6,00 (a)	82 786
2000-06-01	1990	8,50 - variable	149 049
2001-06-01	1991	8,50 - variable	212 061
2002-06-01	1992	6,50 - variable	447 328
			<hr/>
			2 198 574

Total des obligations

21 844 963

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Gouvernement du Canada Zones spéciales 2002 - 2007-04-01	1972 - 1977	7,1821 - 8,8494	60 591
Société canadienne d'hypothèques et de logement 2013 - 2017-03-01	1963 - 1967	5,125 - 5,375	33 114
Université Concordia 1994-03-01	1969	8,000	560
Billets à moyen terme			
En Europe			
2002-08-25	1992	8,100	20 000
2002-08-25	1992	8,100	10 000
Total des billets			124 265
Total des obligations et billets			21 969 228

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA

Monnaie des États-Unis (1 414 933 \$US)	1 786 297
Monnaie de l'Allemagne (300 000 DM)	180 200
Monnaie du Japon (11 130 000 ¥)	100 000
Monnaie de l'Australie (235 000 \$A)	200 000
	2 266 497

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie des États-Unis	1 115 073
	1 151 424

Total en monnaie du Canada

23 120 652**OBLIGATIONS NÉGOCIABLES****EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Aux États-Unis			\$US	
1993-10-01	1983	12,125	100 000	
1993-11-15	1973	8,250	350	
1994-09-15	1984	12,750	100 000	
1995-01-03	1974	10,000	3 000	
1995-07-15	1975	9,375	1 000	
1995-07-15	1975	9,375	14 000	
1997-03-01	1967	5,875	35 718	
1999-04-01	1989	9,375	250 000	
2000-03-01	1990	9,125	500 000	
2001-03-12	1986	7,150	108 824	
2002-07-15	1992	7,500	750 000	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)**

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Aux États-Unis (suite)			\$US	
2003-04-01	1973	7,900	105 651	
2003-04-15	1991	8,800	500 000	
2013-10-01	1983	13,000	100 000	
2014-09-15	1984	13,250	150 000	
2015-06-15	1985	11,000	200 000	
2026-12-01	1986	8,625	300 000	
			3 218 543	
En Europe				
1993-07-01	1981	14,750	70 240	
1994-02-01	1984	12,250	130 000	
1995-01-10	1985	8,250	59 129	
1995-01-29	1985	8,050	59 890	
1995-05-24	1983	10,000	50 000	
1998-04-07	1988	9,000	200 000	
2001-05-08	1991	9,000	300 000	
2016-04-01	1986	9,000	250 000	
			1 119 259	
Total des obligations			4 337 802	
BILLETS				
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
En Europe				
1992 - 1997-05-31	1985	11,000	36 500	
1998-01-16	1991	Variable (b)	100 000	
2001-08-22	1991	9,1250	500 000	
2001-10-23	1986	Variable (c)	300 000	
Total des billets			936 500	
Billets à moyen terme				
Aux États-Unis				
Du 1995-04-04 au 2002-09-01	1991 - 1992	6,92 - 9,15	473 984	
En Europe				
Du 1995-01-15 au 2000-02-03	1992-1993	5,30-7,64	371 992	
Total des billets à moyen terme			845 976	
Total des obligations et billets			6 120 278	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)**

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS			\$US	
Monnaie du Canada (1 115 073 \$CAN)			948 518	
Monnaie de la France (2 507 750 FF)			479 748	
Monnaie de la Suisse (420 903 FS)			330 898	
Monnaie du Japon (147 883 498 ¥)			1 116 686	
Monnaie des Pays-Bas (350 000 FL)			195 215	
			<u>3 071 065</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			1 414 933	
En monnaie du Japon			448 925	
En monnaie de la Suisse			782 701	
			<u>2 646 559</u>	
			424 506	
Total en monnaie des États-Unis			<u>6 544 784</u>	<u>8 228 102</u>
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE			DM	
1995-02-15	1985	7,625	200 000	
1997-04-01	1987	6,000	300 000	
1998-03-01	1986	6,500	300 000	
2002-02-27	1992	8,000	500 000	
Total des obligations			<u>1 300 000</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			300 000	
En monnaie de la Suisse			200 000	
			<u>500 000</u>	
Total en monnaie de l'Allemagne			<u>800 000</u>	<u>624 720</u>

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE LA FRANCE

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			FF	
1997-08-11	1992	9,250	2 000 000	
1999-12-20	1991	9,375	2 000 000	
2001-05-22	1986	7,875	800 000	
Total des obligations			4 800 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			2 507 750	
En monnaie de la Suisse			292 250	
			2 800 000	
Total en monnaie de la France			2 000 000	460 000

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE LA SUISSE

			FS	
1992 - 1998-11-20	1986	4,875	116 000	
2001-03-14	1991	6,750	200 000	
1992 - 2003-07-15	1987	5,000	190 000	
1992 - 2005-11-06	1985	5,500	185 000	
1992 - 2006-11-20	1986	5,250	119 000	
1996 - 2008-04-07	1988	5,000	200 000	
Total des obligations			1 010 000	

BILLETS

EN MONNAIE DE LA SUISSE

1996-01-15	1991	7,750	200 000	
Billets à moyen terme				
1994-11-03	1993	5,250	20 903	
Total des obligations et billets			1 230 903	

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DE LA SUISSE

Monnaie des États-Unis (782 701 \$US)	1 180 100
Monnaie de l'Allemagne (200 000 DM)	170 360
Monnaie de la France (292 250 FF)	86 136
	1 436 596

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLET**EN MONNAIE DE LA SUISSE (suite)**

EN MONNAIE DE LA SUISSE (suite)			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES			FS	
En monnaie des États-Unis			420 903	
			1 015 693	
Total en monnaie de la Suisse			2 246 596	1 894 330

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU JAPON**

			¥	
1997-05-07	1987	5,000	30 000 000	
1998-06-03	1986	6,000	20 000 000	
2000-10-30	1990	9,000	20 000 000	
2001-02-28	1991	8,000	8 000 000	
2001-03-22	1991	7,150	8 614 911	
2001-03-28	1991	7,350	9 571 490	
Total des obligations			96 186 401	

BILLET**EN MONNAIE DU JAPON**

1993 - 1996-06-25	1986	6,500	11 700 000	
1997-10-27	1987	5,700	11 130 000	
1999-06-22	1992	variable (d)	11 000 000	
1999-11-08	1989	5,450	5 000 000	
2001-03-15	1991	7,100	5 000 000	
- 2001-11-05	1991	6,250	50 000 000	
1998 - 2003-04-25	1988	5,500	20 000 000	
1997 - 2009-10-31	1986	6,400	20 000 000	
1998 - 2012-05-25	1987	5,300	30 000 000	
			163 830 000	

Billets à moyen terme

En Europe

1997-03-26	1992	variable (e)	2 000 000	
1997-03-26	1992	variable (f)	2 000 000	
1998-03-26	1993	variable (g)	20 000 000	
1998-03-31	1993	variable (h)	8 587 132	
			32 587 132	
Total des billets			196 417 132	
Total des obligations et billets			292 603 533	

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU JAPON

Monnaie des États-Unis (448 925 \$US)	59 416 835	
Monnaie de l'Australie (150 000 \$A)	15 997 097	
		75 413 932

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DU JAPON (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES			¥	
En monnaie du Canada			11 130 000	
En monnaie des États-Unis			147 883 498	
			159 013 498	
			(83 599 566)	
Total en monnaie du Japon			209 003 967	2 286 503
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE			£	
2020-03-15	1984	12,250	50 000	
Total en monnaie de la Grande-Bretagne			50 000	94 920
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DES PAYS-BAS			FL	
2012-12-18	1992	7,750	350 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			350 000	
Total en monnaie des Pays-Bas				
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'Australie			\$A	
1998-11-29	1988	6,670	100 000	
1999-11-08	1989	7,270	50 000	
Total des obligations			150 000	
BILLET				
EN MONNAIE DE L'Australie				
2002-10-02	1992	9,500	235 000	
Total des obligations et billets			385 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			235 000	
En monnaie du Japon			150 000	
			385 000	
Total en monnaie de l'Australie				

(a) Taux minimum jusqu'à l'échéance.

(b) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois moins 0,175 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 3,3875 %, incluant la marge.

(c) Taux d'intérêt LIBID 6 mois dont le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 3,3125 %.

(d) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 3,5125 %, incluant la marge.

(e) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,25 % jusqu'au 10 septembre 1992, de 10,85 % jusqu'au 25 mars 1993 et par la suite 5 % jusqu'à l'échéance.

(f) Taux d'intérêt de 0,5 % jusqu'au 1er octobre 1992, de 10,0 % jusqu'au 25 mars 1993, et par la suite de 4,8 % jusqu'à l'échéance.

(g) Taux d'intérêt fixe à 5,0 % jusqu'au 26 mars 1995 et taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 1,0 % par la suite jusqu'à l'échéance. Le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 5,0 %.

(h) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 4,0 %, incluant la marge.

EMPRUNTS POUR LE FOND DE FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (2)	Total En équivalent canadien (3)
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$CAN	2 640 420	2 640 420
			<u>2 640 420</u>

Détail**BILLETS DE TRÉSORERIE****EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (3)
			\$US	
1993-11-03	1993	3,3002	9 800	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			9 800	

OBLIGATIONS ET BILLETS**OBLIGATIONS NÉGOCIABLES****EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1997-04-01	1991	8,500	110 016
1997-04-01	1992	8,500	386 440
1997-04-01	1992	8,500	200 000
1998-03-30	1992	8,000	51 947
2000-02-16	1993	8,500	200 000
2001-10-15	1991	10,250	195 054
2001-10-15	1991	10,250	61 800
2001-10-15	1991	10,250	175 000
2002-04-01	1991	9,250	92 835
2002-04-01	1992	9,250	200 000
2023-01-16	1993	9,375	42 696
2023-01-16	1993	9,375	75 000
Total des obligations			<u>1 790 788</u>

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
BILLETS			
1993-04-26	1991	Variable (a)	20 060
BILLETS À MOYEN TERME			
2001-10-24	1991	10,24	82 000
Total des billets			102 060
Total des obligations et billets			1 892 848
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA			
En monnaie des États-Unis (310 952 \$US)			368 143
En monnaie du Japon (40 412 868 ¥)			379 429
			747 572
Total en monnaie du Canada			2 640 420

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) En milliers d'unités monétaires.

(3) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1993.

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (3)
			\$US	
Total des billets				
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
En monnaie de l'Allemagne (200 000 DM)			125 609	
En monnaie de l'Italie (150 000 000 LIT)			115 830	
En monnaie de la Suisse (29 097 FS)			19 617	
En monnaie du Japon (5 000 000 ¥)			40 096	
			301 152	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			301 152	
Total en monnaie des États-Unis				
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ITALIE			LIT	
1996-10-09	1991	12,20	150 000 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			150 000 000	
Total en monnaie de l'Italie				
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE			DM	
2002-02-18	1992	8,20	200 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			200 000	
Total en monnaie de l'Allemagne				

EMPRUNTS POUR LE FOND DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DE LA SUISSE

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (3)
Billets à moyen terme			FS	
1994-11-03	1993	5,25	29 097	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			29 097	
Total en monnaie de la Suisse				

BILLETS

EN MONNAIE DU JAPON

EN MONNAIE DU JAPON			¥
1997 - 1999-06-22	1992	variable (b)	39 000 000
2003-02-26	1993	variable (c)	5 000 000
			<hr/>
			44 000 000
			<hr/>
Billets à moyen terme			
En Europe			
1998-03-31	1993	variable (d)	1 412 868
			<hr/>
Total des billets			45 412 868
			<hr/>
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES			
En monnaie du Canada			40 412 868
En monnaie des États-Unis			5 000 000
			<hr/>
			45 412 868
			<hr/>
Total en monnaie du Japon			

(a) Taux d'intérêt des acceptations bancaires canadiennes 90 jours plus 0,23 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 6,8271 %, incluant la marge.

(b) Taux d'intérêt LIBOR ¥ 3 mois plus 0,20 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 3,5125 %, incluant la marge.

(c) Taux d'intérêt LIBOR ¥ 6 mois plus 0,81 % pour les quatre premières périodes d'intérêt et un taux LIBOR ¥ 6 mois par la suite. Le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 4,06 % incluant la marge.

(d) Taux d'intérêt LIBOR ¥ 3 mois plus 0,50 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1993 est de 4,00 %, incluant la marge.

FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

Continuité

		Total
Solde au début		791 235
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu	62 832	
Revenu net (1)	102 295	
	165 127	
Moins: Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	127 103	38 024
Solde à la fin		<u>829 259</u>
Situation au 31 mars 1993		
Placements		
Bons du trésor		
Gouvernement du Québec	20 043	
Gouvernement du Canada	46 392	66 435
Certificats de dépôts		52 000
Billets au pair		28 000
Obligations		
Gouvernement du Québec	442 680	
Gouvernement du Canada	73 200	
Gouvernement des États-Unis	18 858	
Garanties par le gouvernement du Québec	92 881	
Hydro-Ontario	3 000	
Cité de St-Lambert 3,50 % 1989 - 1995-03-01	37	630 656
		777 091
Autres éléments d'actif		
Encaisse	31 137	
Intérêts courus sur placement	16 913	
Pertes reportées - contrats à terme	60	
Frais reportés	9 855	57 965
		835 056
Passif		
Créditeurs et frais courus	28	
Gain de change non réalisé	5 769	5 797
		<u>829 259</u>

(1) Incluant un gain de change de 382 739 \$CAN représentant l'amortissement du gain de change non réalisé de 6 151 913 \$CAN sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1993.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu et revenu net	165 127
Valeurs échues ou vendues	9 141 352
	9 306 479
Diminution des intérêts courus sur emprunts	1 435
	<u>9 307 914</u>

Utilisations des fonds

Achats d'obligations et de billets	9 150 157
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	127 103
	9 277 260
Augmentation du solde de banque	30 594
Augmentation des frais reportées sur contrats à terme	60
	<u>9 307 914</u>

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES EMPRUNTS
au 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada (1)	En monnaie des États- Unis (1)	En monnaie de l'Al- lemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie de la Grande- Bretagne (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	Total	
								1993	1992
1993									3 733 746
1994	4 775 998	872 810		(3)				5 648 808	2 085 007
1995	1 965 538	181 533	78 090	(3)		72 254		2 297 415	2 186 907
1996	1 320 465	717 711		(3)				2 038 176	1 971 668
1997	2 385 172	(2)				337 280		2 722 452	2 843 173
1998	1 854 375	478 085	234 270	454 448			230 000	3 251 178	2 003 428
	12 301 548	2 250 139	312 360	454 448		409 534	230 000	15 958 029	14 823 929
1999 - 2003	7 395 145	4 811 609	312 360	1 477 490		749 525	230 000	14 976 129	12 113 069
2004 - 2008	1 893 198	539 967		219 347		566 630		3 219 142	2 661 738
2009 - 2013	2 190 193	28 287		135 219		168 640		2 522 339	2 437 194
2014 - 2018	206 698	611 255						817 953	726 966
2019 ET PLUS	1 392 978	249 170			94 920			1 737 068	342 715
TOTAL	25 379 760	8 490 427	624 720	2 286 504	94 920	1 894 329	460 000	39 230 660(4)	33 105 611

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 2 850,0 M\$Can (millions de dollars) en 1994, pour les bons du trésor, d'un montant de 500,7 M\$Can en 1994 pour les billets de trésorerie et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 556,3 M\$Can en 1994, 468,8 M\$Can en 1995, 415,4 M\$Can en 1996, 259,0 M\$Can en 1997 et 207,0 M\$Can en 1998. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

- (1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1993.
- (2) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la conclusion des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1998 pour un montant de 307 934 000 \$.
- (3) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la conclusion des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1997 et 1998 pour un montant de 153 160 000 \$ et 109 400 000 \$ respectivement.
- (4) Excluant les emprunts pour le Fonds de financement dont l'échéancier apparaît ci-après:

Échéance	En monnaie du Canada *	Total	
		1993	1992
1994	33 639	33 639	20 060
1995	26 252	26 252	
1996	1 177	1 177	
1997	132 702	132 702	131 525
1998	749 580	749 580	110 016
	943 350	943 350	261 601
1999 - 2003	1 591 143	1 591 143	754 907
2004 - 2008	5 885	5 885	
2009 - 2013	5 885	5 885	
2014 - 2018	5 885	5 885	
2019 ET PLUS	88 272	88 272	
TOTAL	2 640 420	2 640 420	1 016 508

* Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1993.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le ou la Ministre (3)	1993	1992
(Reclassé)					
POUR DES PAIEMENTS DE TRANSFERT					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital (1)					
Commissions scolaires	3-51	13 689	3 119 124	3 132 813 (7)	3 016 318
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-54	31 601	1 124 863	1 156 464 (7)	1 106 129
Universités	3-55	407 106	1 054 594	1 461 700 (7)	1 320 791
Établissements de santé et de services sociaux	3-56	121 631	(4) 2 690 065	2 811 696 (7)	2 509 193
Municipalités et organismes municipaux	3-65	4 338 274		4 338 274	4 144 769
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-68	360 384		360 384	346 912
		<u>5 272 685</u>	<u>7 988 646</u>	<u>13 261 331 (5)</u>	<u>12 444 112</u>
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL					
Commissions scolaires	3-51		165 551	165 551	140 401
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-54		62 746	62 746	54 061
Établissements de santé et de services sociaux	3-56		640 187	640 187	504 447
Municipalités et organismes municipaux	3-69				
Aqueducs, égouts et autres		510 828		510 828	663 881
Assainissement des eaux		869 684		869 684	787 181
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-73	84 289		84 289	85 638
		<u>1 464 801</u>	<u>868 484</u>	<u>2 333 285</u>	<u>2 235 609</u>
AUTRES ENGAGEMENTS (pour engagements condition- nels de congés de maladie accumulés)				499 634	466 204
				<u>16 094 250 (6)</u>	<u>15 145 925</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars et tenant compte des contrats d'échange de devises.

(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou le ministre de la Santé et des Services sociaux.

(4) Excluant 180 362 207 \$ (181 248 315 \$ en 1992) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.

(7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 10 096 767 \$ (11 557 565 \$ en 1992), de collèges d'enseignement général et professionnel 2 165 431 \$ (14 022 127 \$ en 1992), d'universités 8 695 586 \$ (5 283 419 \$ en 1992) et d'établissements de santé et de services sociaux 13 897 089 \$ (8 050 749 \$ en 1992).

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
AU 31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Entreprises et orga- nismes du gouvernement et divers autres organismes	Total
1994	816 115 (1) (*)	359 508 (1) (*)	376 269 (1) (*)	998 100 (1) (*)	670 810 (*)	52 585 (*)	3 273 387
1995	288 637	92 349	81 527	191 110	230 287	20 404	904 314
1996	309 441	138 214	198 080	194 280	481 367	42 088	1 363 470
1997	219 797	118 427	96 550	154 141	369 204	29 118	987 237
1998	348 578	138 869	194 805	322 967	174 427	20 875	1 200 521
1994 - 1998	1 982 568 (1) (*)	847 367 (1) (*)	947 231 (1) (*)	1 860 598 (1) (*)	1 926 095 (*)	165 070 (*)	7 728 929
1999 - 2003	844 155	242 301	371 281	686 524	1 602 289	73 965	3 820 515
2004 - 2008	136 336	53 775	110 367	116 388	364 105	49 543	830 514
2009 - 2013	151 213	10 046	28 598	75 614	188 915	44 921	499 307
2014 - 2018	17 259	2 975	2 533	28 254	135 811	26 885	213 717
2019 - 2023	1 282		1 690	15 095	61 711		79 778
2024 - 2028				16 147	35 193		51 340
2029 - 2033				13 076	24 155		37 231
2034 - 2038							
	3 132 813 (1) (*)	1 156 464 (1) (*)	1 461 700 (1) (*)	2 811 696 (1) (*)	4 338 274 (*)	360 384 (*)	13 261 331

(*) Incluant des emprunts temporaires de 416 145 000 \$ aux commissions scolaires, de 259 292 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 218 108 000 \$ aux universités, de 735 619 000 \$ aux établissements de santé et de services sociaux, de 262 621 469 \$ aux municipalités et aux organismes municipaux et de 33 147 704 \$ aux entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 10 096 767 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 2 165 431 \$, d'universités 8 695 586 \$ et d'établissements de santé et de services sociaux 13 897 089 \$.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par la ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par la ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992
						(Reclassé)
Eastern Quebec		5 941	5 941	122	6 063	5 854
Greater Quebec		3 947	3 947	545	4 492	3 662
Greater Seven Islands		1 808	1 808	51	1 859	1 795
St-Maurice		2 816	2 816	291	3 107	3 132
Saguenay		1 101	1 101	47	1 148	1 165
Intégrées:						
Abitibi	101	12 305	12 406	914	13 320	12 461
Argile-Bleue		16 186	16 186	333	16 519	16 319
Asbesterie		8 721	8 721	203	8 924	8 909
Aylmer	1 002	30 767	31 769		31 769	35 406
Baie-Comeau		185	185	74	259	222
Baie-des-Chaleurs		6 294	6 294	465	6 759	5 911
Baie-des-Ha!Ha!		11 359	11 359	465	11 824	11 567
Barraute-Senneterre		6 504	6 504	176	6 680	6 807
Beauport		31 254	31 254	685	31 939	32 018
Belles Rivières		16 585	16 585	1 141	17 726	14 168
Bersimis		5 371	5 371	316	5 687	4 653
Berthier-Nord-Joli		17 213	17 213	431	17 644	17 528
Black Lake-Disraeli		7 086	7 086	268	7 354	7 208
Brossard		22 065	22 065	447	22 512	22 692
Cantons	165	38 620	38 785	1 402	40 187	36 697
Centre de la Mauricie		7 549	7 549	322	7 871	6 939
Chapais-Chibougamau		6 069	6 069	197	6 266	6 119
Charlesbourg	70	11 168	11 238	1 020	12 258	10 196
Châteauguay		14 994	14 994	479	15 473	13 810
Châteauguay-Valley (Prot)		10 135	10 135	184	10 319	10 102
Chaudière-Etchemin	442	52 935	53 377	4 000	57 377	53 056
Chavigny		13 911	13 911	1 927	15 838	12 800
Chênes		31 602	31 602	573	32 175	30 822
Chicoutimi	771	28 745	29 516	1 418	30 934	30 392
Chomedey-de-Laval	351	34 197	34 548	3 103	37 651	32 658
Chutes-de-la-Chaudière		45 118	45 118	726	45 844	44 463
Chutes-Montmorency		17 035	17 035	384	17 419	16 745
Coaticook		4 121	4 121	98	4 219	3 985
Commission des écoles catholiques de Québec		56 001	56 001	3 768	59 769	58 169
Côte-du-Sud		25 163	25 163	878	26 041	25 760
Crie		2 879	2 879	1 145	4 024	5 300
Davignon		11 988	11 988	1 735	13 723	13 612
Découvreurs	174	52 934	53 108	888	53 996	50 204
De La Jonquière	457	41 460	41 917	671	42 588	39 817
Des Basques		2 507	2 507	365	2 872	2 719
Des Cascades-l'Achigan		16 507	16 507	763	17 270	14 584
Des Falaises	629	18 980	19 609	418	20 027	19 271
Des Frontières		1 579	1 579	172	1 751	1 612
Des Îlets		32 139	32 139	460	32 599	32 856
Des Mille-Îles		45 703	45 703	4 146	49 849	42 105
Des Montagnes		2 432	2 432	555	2 987	2 413
Des Rivières		6 321	6 321	143	6 464	6 366
Deux-Montagnes	247	38 154	38 401	1 986	40 387	39 224
District de Bedford		9 248	9 248	499	9 747	8 290
Dolbeau		13 318	13 318	334	13 652	13 617
Draveurs		48 988	48 988	1 669	50 657	46 338
De l'Eau-vive	1 078	91 873	92 951	2 586	95 537	83 904
De l'Élan-Bellechasse-Pte-Levy	1 207	44 994	46 201	3 318	49 519	46 835

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992 (Reclassé)
Eastern Townships		11 306	11 306	612	11 918	11 041
Fermont		3 363	3 363		3 363	3 999
Gaspesia-Les Îles		6 553	6 553	361	6 914	7 384
Goéland		51 850	51 850	4 697	56 547	53 534
Gouffre	275	7 863	8 138	130	8 268	8 585
Grandpré		12 638	12 638	1 132	13 770	9 929
Greenfield Park		3 946	3 946	192	4 138	3 806
Harricana		32 438	32 438	850	33 288	33 677
Haut St-Maurice		4 728	4 728	416	5 144	5 221
Haute Gatineau		6 289	6 289	310	6 599	6 428
Huntingdon		6 927	6 927	474	7 401	6 384
Iberville		10 276	10 276	335	10 611	9 538
Îles		6 464	6 464	230	6 694	6 694
Industrie		22 015	22 015	813	22 828	21 809
Jacques-Cartier	433	27 662	28 095	6 574	34 669	34 075
Jean Chapaïs		4 143	4 143	116	4 259	4 064
Jean-Rivard		5 137	5 137	205	5 342	5 248
Kativik		321	321	128	449	2 496
Lac-Mégantic	932	6 300	7 232	169	7 401	7 206
Lac St-Jean		31 463	31 463	2 326	33 789	32 208
Lac-Témiscamingue		16 131	16 131	144	16 275	16 396
La Jeune Lorette	571	34 165	34 736	1 932	36 668	35 350
La Mitis		18 057	18 057	386	18 443	18 122
La Neigette		25 609	25 609	728	26 337	24 349
La Pocatière		3 893	3 893	70	3 963	3 707
La Riveraine	292	16 526	16 818	816	17 634	17 607
La Sapinière		3 494	3 494	231	3 725	3 595
La Tourelle		6 303	6 303	81	6 384	6 232
Laure-Conan		9 180	9 180	228	9 408	9 357
Laurentian		8 494	8 494	504	8 998	8 802
Laurentides		12 989	12 989	822	13 811	13 048
Laurentienne		622	622	248	870	824
Laurenval		24 812	24 812	630	25 442	25 406
La Vallière		3 074	3 074	416	3 490	3 239
Le Gardeur		61 949	61 949	6 472	68 421	64 985
Les Ecoles		15 799	15 799	502	16 301	14 492
L'Islet-Sud		2 290	2 290	128	2 418	2 368
Littoral		1 396	1 396	555	1 951	1 272
Long-Sault		8 598	8 598	300	8 898	8 483
Lotbinière		17 950	17 950	462	18 412	18 247
Malartic	187	3 128	3 315	160	3 475	3 439
Manicouagan		36 238	36 238		36 238	35 561
Manoirs		71 247	71 247	2 329	73 576	65 955
Marieville		5 522	5 522	258	5 780	5 883
Matane		20 581	20 581		20 581	19 754
Memphremagog		9 203	9 203	630	9 833	9 774
Miguasha		17 461	17 461	619	18 080	18 549
Moissons		10 825	10 825	287	11 112	11 060
Mont-Fort		9 748	9 748	668	10 416	8 795
Morilac		11 669	11 669	302	11 971	11 830
Moyenne-Côte-Nord	983	8 452	9 435	768	10 203	10 296
Normandie		4 142	4 142	245	4 387	4 270
Normandin		5 190	5 190	136	5 326	5 294
Nouveau-Québec		5 749	5 749	116	5 865	5 934
Nouvelle-Beauce-Abenakis		9 685	9 685	433	10 118	9 103
Outaouais-Hull		24 491	24 491	1 537	26 028	24 366
Pierre-Neveu		12 784	12 784	242	13 026	12 342
Pontiac		4 243	4 243	260	4 503	4 396
Portage-du-Fort		30	30	12	42	42
Port-Cartier		11 147	11 147	143	11 290	12 495
Portneuf		25 370	25 370	824	26 194	23 282
Prince-Daveluy		7 418	7 418	313	7 731	7 627
Provençal		4 478	4 478	195	4 673	4 523

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992 (Reclassé)
Quévillon	1 223	1 272	2 495	115	2 610	2 541
Rivière-du-Loup	241	38 906	39 147	539	39 686	39 903
Roberval	423	6 430	6 853	161	7 014	6 789
Rocher-Percé		6 203	6 203	231	6 434	6 374
Rouyn-Noranda		18 506	18 506	155	18 661	17 017
Saint-Eustache		22 180	22 180	777	22 957	20 876
St-Jean sur Richelieu		50 944	50 944	2 594	53 538	50 007
St-Jérôme		37 425	37 425	6 206	43 631	38 156
St-hyacinthe-Val-Monts	235	36 701	36 936	840	37 776	35 998
Sainte-Thérèse		41 616	41 616	1 909	43 525	38 256
Samuel-De Champlain		13 964	13 964	465	14 429	13 108
Seigneurie	443	7 040	7 483	85	7 568	7 216
Sept-Îles		30 013	30 013	462	30 475	30 519
Sherbrooke Cath		81 600	81 600	4 788	86 388	81 616
Sorel		20 987	20 987	111	21 098	20 182
South shore	171	20 766	20 937	1 265	22 202	20 449
Tadoussac		1 531	1 531	157	1 688	1 686
Taillon		14 310	14 310	343	14 653	13 836
Témiscouata		5 195	5 195	151	5 346	5 300
Thedford Mines		12 546	12 546	2 830	15 376	14 271
Tracy		7 310	7 310	634	7 944	7 363
Trois-Lacs		36 840	36 840	2 322	39 162	37 291
Trois-Rivières		25 838	25 838	842	26 680	25 560
Val-d'Or		17 001	17 001	336	17 337	17 779
Valin		16 722	16 722	378	17 100	16 939
Vallée-de-la-Lièvre		11 950	11 950	293	12 243	11 667
Vallée-de-la-Matapédia		11 178	11 178	421	11 599	10 894
Vallée-de-Mistassini		3 766	3 766	178	3 944	3 785
Valleyfield		11 338	11 338	639	11 977	11 422
Val-Maurice	586	28 133	28 719	1 476	30 195	30 313
Victoriaville		23 662	23 662	1 246	24 908	23 761
Warwick		8 340	8 340	138	8 478	8 556
Western Quebec		15 627	15 627	1 158	16 785	15 275
Conseil Scolaire						
Île-de-Montréal		484 690	484 690	35 800	520 490	526 538
	13 689	3 129 221	3 142 910	165 551	3 308 461	3 168 277
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec		10 097	10 097		10 097	11 558
	13 689	3 119 124	3 132 813	165 551	3 298 364	3 156 719

DÉTAILS DE ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992
Abitibi-Témiscamingue		15 593	15 593	8 563	24 156	22 820
Ahuntsic, Montréal		41 953	41 953	757	42 710	41 310
Alma		9 053	9 053	400	9 453	8 416
André-Laurendeau, LaSalle		32 788	32 788	780	33 568	30 278
Baie-Comeau	400	11 675	12 075	714	12 789	12 463
Beauce-Appalaches		13 572	13 572	459	14 031	12 903
Bois-de-Boulogne, Montréal		16 028	16 028		16 028	15 141
Champlain (Régional), Sherbrooke	600	29 687	30 287	11	30 298	28 456
Chicoutimi	800	31 303	32 103	439	32 542	31 274
Dawson, Montréal	480	75 509	75 989	444	76 433	76 862
Drummondville		16 104	16 104	593	16 697	16 551
Édouard-Montpetit, Longueuil	125	45 886	46 011	773	46 784	44 589
François-Xavier-Garneau, Québec	1 250	14 238	15 488	14 753	30 241	28 913
Gaspésie et des Îles, Gaspé		25 204	25 204	313	25 517	24 876
Granby-Haute-Yamaska	60	7 180	7 240	710	7 950	7 575
Héritage		3 869	3 869	2 189	6 058	4 510
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue		43 745	43 745	869	44 614	44 539
Joliette de Lanaudière	1 912	11 805	13 717	542	14 259	13 355
Jonquière	1 486	29 079	30 565	1 131	31 696	29 151
La Pocatière		13 780	13 780	2 714	16 494	15 963
Lévis-Lauzon, Lauzon		30 711	30 711	478	31 189	30 259
Limoilou, Québec		70 769	70 769	231	71 000	68 659
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	124	27 453	27 577	1 502	29 079	27 979
Maisonnette, Montréal	357	21 441	21 798	650	22 448	21 855
Matane		9 475	9 475	627	10 102	9 633
Montmorency, Laval	500	20 857	21 357	3 443	24 800	23 932
Outaouais	509	33 977	34 486	360	34 846	33 779
Région de l'Amiante, Thetford-Mines		20 627	20 627	2 137	22 764	21 892
Rimouski		33 436	33 436	503	33 939	33 713
Rivière-du-Loup		16 494	16 494	512	17 006	15 435
Rosemont, Montréal	8 487	16 735	25 222	883	26 105	25 534
St-Félicien	2 092	8 470	10 562	175	10 737	10 527
Ste-Foy	285	29 624	29 909	466	30 375	28 577
St-Hyacinthe		20 374	20 374	1 238	21 612	20 574
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	198	12 494	12 692	747	13 439	12 874
St-Jérôme	476	20 847	21 323	1 030	22 353	21 424
St-Laurent, Montréal		23 354	23 354	1 147	24 501	23 468
Sept-Îles	1 500	14 011	15 511	409	15 920	16 101
Shawinigan		16 011	16 011	560	16 571	16 385
Sherbrooke	3 201	29 443	32 644		32 644	31 973
Sorel-Tracy		13 704	13 704	748	14 452	14 828
Trois-Rivières	410	26 468	26 878	1 810	28 688	26 426
Valleyfield	824	20 754	21 578	699	22 277	22 305
Vanier, Montréal	1 380	33 349	34 729	1 292	36 021	34 332
Victoriaville	161	20 295	20 456	1 287	21 743	21 212
Vieux-Montréal	3 984	47 804	51 788	2 658	54 446	50 591
	31 601	1 127 028	1 158 629	62 746	1 221 375	1 174 212

Moins: les revenus accumulés du Fonds
d'amortissement afférent à des
emprunts de collèges d'enseigne-
ment général et professionnel
du Québec

	2 165	2 165		2 165	14 022
31 601	1 124 863	1 156 464	62 746	1 219 210	1 160 190

DÉTAILS DE ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	1993	1992
Bishop's, Lennoxville		7 069	7 069	3 245
Concordia, Montréal	28 793	104 542	133 335	111 020
École des hautes études commerciales, Montréal	2 000	23 180	25 180	19 470
École polytechnique, Montréal	21 280	45 670	66 950	57 998
Laval, Ste-Foy	47 614	163 827	211 441	198 190
McGill, Montréal	61 644	128 446	190 090	173 632
Montréal	84 258	164 801	249 059	234 766
Sherbrooke	27 219	60 092	87 311	77 213
Université du Québec	134 298	365 663	499 961	450 541
	407 106	1 063 290	1 470 396	1 326 075
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec		8 696	8 696	5 284
	<u>407 106</u>	<u>1 054 594</u>	<u>1 461 700</u>	<u>1 320 791</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992
						(Reclassé)
Acton-Vale:						
Centre local de services communautaires La Chenaie						4
Alma: Hôtel-Dieu d'Alma 1964	1 270		1 270		1 270	1 270
Foyer Normandie d'Alma		5	5	1 562	1 567	
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos		10 478	10 478	13	10 491	10 218
Clair-Foyer Inc.		1 469	1 469	23	1 492	1 437
Andréville: Foyer Desjardins		791	791	31	822	835
Arthabaska: Hôtel-Dieu d'Arthabaska		3 382	3 382		3 382	3 519
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000	1 501	2 501	36	2 537	2 483
Austin: Centre Butters Inc.		990	990		990	1 030
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie		2 700	2 700		2 700	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau		7 592	7 592		7 592	7 900
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord		23 449	23 449	4 942	28 391	23 005
Baie-St-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		1 189	1 189	20	1 209	1 561
Beaconsfield: Promotions sociales Taylor-Thibodeau (Les)		446	446	79	525	501
Beauhamois: Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or		323	323	19	342	279
Beauport: Centre hospitalier Robert-Giffard		22 556	22 556	90	22 646	22 987
Clinique Roy-Rousseau		1 095	1 095		1 095	1 681
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 538	2 538		2 538	2 590
Buckingham:						
Centre hospitalier de Buckingham		2 456	2 456		2 456	2 560
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		37 615	37 615	4 500	42 115	40 217
Cap-de-la-Madeleine:						
Foyer Père-Frédéric Inc.		1 136	1 136	19	1 155	1 073
Hôpital Cloutier		8 587	8 587	563	9 150	9 140
Chandler:						
Centre hospitalier de Chandler		5 020	5 020		5 020	5 235
Charlesbourg:						
Foyer de Charlesbourg Inc.		2 002	2 002	4	2 006	1 999
Institut des sourds de Charlesbourg Inc.		1 435	1 435	5	1 440	1 422
Mont Saint-Aubert Inc.		299	299		299	357
Charny: Centre hospitalier Paul-Gilbert		10 854	10 854	6	10 860	11 117
Chicoutimi:						
Beaunoir de Chicoutimi Inc.		971	971		971	1 017
Hôpital de Chicoutimi Inc.	2 087	12 474	14 561	175	14 736	15 308

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992 (Reclassé)
Chicoutimi: (suite)						
Institut St-Georges Inc.		1 107	1 107	381	1 488	1 333
Régie régionale de la santé et des services sociaux région du Saguenay-Lac-St-Jean		40 645	40 645	8 960	49 605	38 342
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier		2 308	2 308		2 308	2 404
Chisasibi-Baie-James: Régie régionale Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		5 550	5 550	423	5 973	5 186
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		985	985		985	1 027
Cowansville:						
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		5 694	5 694	265	5 959	3 566
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		3 472	3 472	9	3 481	4 029
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric		4 002	4 002	1	4 003	4 126
Hôpital Ste-Croix		6 577	6 577		6 577	6 817
Pavillon Laforest Inc.		7 129	7 129	7	7 136	6 861
Farnham: Foyers Farnham Inc.						329
Forestville: CLSC de Forestville		815	815		815	848
Fort-Coulonge: Manoir du Sacré-Coeur		6	6	1 754	1 760	
CLSC Pontiac		78	78	37	115	
Gaspé:						
Centre d'accueil Le Cabestan		480	480		480	500
Centre hospitalier Mgr-Ross		4 718	4 718	411	5 129	4 882
Hôtel-Dieu de Gaspé	500	4 322	4 822		4 822	5 102
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau		41 454	41 454	9 967	51 421	44 755
Gracefield: Foyer d'accueil de Gracefield		4	4	1 246	1 250	
Granby:						
Centre hospitalier de Granby	2 500	2 458	4 958		4 958	5 060
Villa Bonheur		835	835	3	838	798
Grandes-Bergeronnes: Foyer Monseigneur-Gendron Inc.		352	352		352	383
Grand-Mère:						
Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		2 519	2 519	3 050	5 569	2 641
Foyer de Grand-Mère Inc.		315	315		315	336
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	2 200	6 231	8 431		8 431	8 704
Havre-St-Pierre: Centre de santé Saint-Jean-Eudes		1 746	1 746		1 746	1 878
Huberdeau: Accueil Vert-Pré d'Huberdeau		574	574	1	575	491
Hull:						
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais		1 286	1 286	9	1 295	1 439
Centre hospitalier régional de l'Outaouais		16 010	16 010		16 010	16 678
Centre local de services communautaires de Hull		1 507	1 507		1 507	1 570
Centre hospitalier Pierre-Janet (La corporation du)	2 400		2 400		2 400	2 400
Hôpital de la Piéta		3 177	3 177	4 973	8 150	3 298
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais		36 990	36 990	5 671	42 661	35 918
Iberville: Résidence Champagnat d'Iberville Inc.		2 515	2 515	70	2 585	2 662

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992
						(Reclassé)
Joliette:						
Centre hospitalier régional Delanaudière	2 942	24 377	27 319	85	27 404	28 429
Foyer St-Eusèbe Inc.		16	16	26	42	343
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière		3 704	3 704	1	3 705	4 088
Kingsey Falls: Foyer Kingsey Falls Inc.		355	355	1	356	345
Kuujuaq:						
Hôpital Ungava		7 776	7 776		7 776	8 129
Régie régionale de la santé et des services sociaux Kativik		10 109	10 109	275	10 384	8 835
La Baie:						
Centrant		633	633		633	621
Hôpital de la Baie-des-Ha!-Ha! Inc.		5 865	5 865	1 239	7 104	7 120
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)		2 889	2 889	2 671	5 560	5 425
Centre hospitalier de Lachine		16 178	16 178	248	16 426	16 246
Hôpital général de Lachine		1 044	1 044	244	1 288	1 271
Lachute: Hôpital d'Argenteuil		9 222	9 222	304	9 526	9 341
Lac-Mégantic:						
Centre hospitalier Lac-Mégantic		2 559	2 559	1 302	3 861	3 737
La Maison Paternelle		318	318	1	319	306
La Malbaie:						
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie		9 073	9 073	553	9 626	9 316
L'Annonciation: Centre hospitalier des Laurentides et Centre d'accueil et de réadaptation des Hautes-Vallées		3 096	3 096	438	3 534	3 411
La Pocatière: Hôpital Notre-Dame-de-Fatima		451	451		451	469
LaSalle: Hôpital Général Lasalle		12 881	12 881	19 222	32 103	32 534
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de la Sarre		940	940		940	985
La Tuque:						
C.L.S.C. du Haut St-Maurice		259	259	2	261	250
Hôpital St-Joseph de La Tuque		1 248	1 248		1 248	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		943	943		943	984
Laval:						
Centre de séjour Laval Inc.		880	880	757	1 637	1 608
Cité de la santé de Laval	2 200	37 971	40 171	15 262	55 433	55 359
Hôpital Juif de réadaptation		1 532	1 532	15	1 547	1 488
Laval-des-Rapides: Centre de réadaptation Cartier		2 759	2 759	31	2 790	3 006
Les Escoumins: Centre de santé de la Haute Côte-Nord		3 633	3 633		3 633	3 806
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		8 764	8 764	9	8 773	9 386
L'Islet-sur-Mer: Foyer Bon secours Inc.		444	444	8	452	438
Longueuil:						
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		2 125	2 125	3	2 128	2 192
Centre hospitalier Pierre Boucher		38 262	38 262		38 262	39 827

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992 (Reclassé)
Longueuil: (suite)						
Institut Nazareth et Louis-Braille				29	29	528
Régie régionale de la santé et des services sociaux région de la Montérégie		91 518	91 518	15 067	106 585	91 045
Loretteville: Foyer de Loretteville Inc.				3 080	3 080	
Louiseville: Centre d'accueil Louiseville Inc.		436	436		436	469
Lourdes-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord		23 845	23 845	1 423	25 268	24 437
Malartic: Villa St-Martin Inc.		10	10	2 908	2 918	
Maniwaki: Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du)		1 593	1 593	9 435	11 028	1 118
Foyer Père Guinard		7	7	2 289	2 296	
Maria:						
Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	1 500	3 610	5 110		5 110	5 220
Résidence St-Joseph		610	610	51	661	621
Marieville: Centre d'accueil de Rouville		16	16	4 947	4 963	
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu		880	880		880	920
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		8 609	8 609	65	8 674	10 169
C.L.S.C. de Matane		391	391		391	416
Matapédia: CLSC Malauze		116	116	3 550	3 666	
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		1 484	1 484		1 484	1 586
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix		3 768	3 768	6 894	10 662	3 360
Montmagny:						
Foyer d'Youville		1 965	1 965		1 965	4 197
Hôtel-Dieu de Montmagny		5 108	5 108	6	5 114	5 267
Montréal:						
Boscoville		1 880	1 880		1 880	1 763
Centre d'accueil Charlevoi		38	38	49	87	25
Centre d'accueil Juif		13 084	13 084	3 015	16 099	15 227
Centre d'accueil La Cité des Prairies		3 595	3 595	82	3 677	3 653
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		1 771	1 771	1 832	3 603	3 750
Centre de santé St-Henri Inc.		3 317	3 317		3 317	3 456
Centre de soins prolongés de Montréal (Le)		565	565	7	572	566
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		6 770	6 770	350	7 120	7 134
Centre hospitalier Fleury		8 718	8 718	248	8 966	9 368
Centre hospitalier gériatrique Maimonides		5 478	5 478		5 478	5 711
Centre hospitalier Jacques-Viger		6 046	6 863	54	6 917	7 140
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau	817	4 544	4 544	99	4 643	4 686
Centre hospitalier Juif de l'Espérance		1 850	1 850	410	2 260	2 164
Centre hospitalier de St-Mary's		6 566	6 566	84	6 650	6 833
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)		6 117	6 117	13	6 130	6 690
Centre hospitalier thoracique de Montréal		1 201	1 201		1 201	1 295
Centre local de services communautaires St-Henri		1 520	1 520		1 520	1 581
Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		2 398	2 398		2 398	2 499
Centre Mackay				469	469	501
École Mont St-Antoine Inc.		2 784	2 784		2 784	2 807
Foyer Presbytériens St-Andrew Inc.		138	138	4 698	4 836	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992
						(Reclassé)
Montréal: (suite)						
Foyer Rousselot		484	484	41	525	497
Hôpital Chinois de Montréal (1963)		2 550	2 550		2 550	2 906
Hôpital Douglas		2 848	2 848	157	3 005	3 002
Hôpital Général de Montréal		13 576	13 576	4 582	18 158	13 808
Hôpital Général Juif Sir-Mortimer-B.-Davis		14 148	14 148	5 455	19 603	14 704
Hôpital Jean-Talon		15 148	15 148		15 148	15 786
Hôpital Louis-H. Lafontaine		5 216	5 216	106	5 322	5 513
Hôpital Maisonneuve-Rosemont		8 800	8 800	34 226	43 026	8 043
Hôpital Marie-Clarac		1 440	1 440		1 440	1 500
Hôpital Marie-Enfant		1 483	1 483		1 483	1 544
Hôpital de Montréal pour Enfants		4 561	4 561	62	4 623	5 044
Hôpital neurologique de Montréal		4 921	4 921	56	4 977	5 782
Hôpital Notre-Dame	1 300	32 014	33 314	36 826	70 140	66 422
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.		15 062	15 062	7 450	22 512	22 521
Hôpital Rivière-des-Prairies		7 939	7 939	1 802	9 741	9 919
Hôpital Royal Victoria		3 182	3 182		3 182	3 527
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal		19 809	19 809	36	19 845	19 467
Hôpital St-Charles Borromée		6 446	6 446	17	6 463	6 724
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		3 625	3 625		3 625	5 117
Hôpital Ste-Justine		18 999	18 999	6 195	25 194	22 214
Hôpital St-Luc		16 234	16 234	432	16 666	16 806
Hôpital Santa-Cabrini		10 453	10 453	1 241	11 694	11 690
Hôtel-Dieu de Montréal		16 277	16 277	412	16 689	16 685
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		3 261	3 261	237	3 498	3 537
Institut de cardiologie de Montréal		6 059	6 059	585	6 644	6 355
Institut Philippe-Pinel de Montréal		4 986	4 986		4 986	5 220
Institut de recherches cliniques de Montréal		13 001	13 001		13 001	12 476
Manoir de l'Âge d'Or		4 220	4 220	1 156	5 376	4 760
Régie régionale de la santé et des services sociaux Montréal métropolitain	2 000	315 727	317 727	49 165	366 892	314 842
Résidence Jean-de-la-Lande Inc.		6 245	6 245	1 121	7 366	7 621
Villa Notre-Dame-de-Grâce		1 103	1 103		1 103	1 059
Nicolet: Hôpital du Christ-Roi		2 337	2 337	297	2 634	2 639
Pasbébiac: Centre local de services commu- nautaires Chaleurs		2 000	2 000	138	2 138	2 037
Pierrefonds:						
Centre Ste-Hélène						338
Centre Rose-Virginie Pelletier		1 650	1 650	83	1 733	2 609
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable		2 389	2 389		2 389	2 493
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore		3 708	3 708	30 837	34 545	2 289
Povungnituk: Centre hospitalier de la Baie-d'Hudson		12 954	12 954	94	13 048	13 035
Québec:						
Corporation d'hébergement du Québec	78 670	351 624	430 294	91 055	521 349	437 938
Foyer Notre-Dame-de-Lourdes		1 182	1 182	440	1 622	1 602
Hôpital de l'Enfant-Jésus		30 026	30 026	4 070	34 096	34 084
Hôpital Général de Québec		2 248	2 248	14	2 262	2 403
Hôpital Jeffery-Hale		3 913	3 913	5	3 918	3 831
Hôpital St-François-d'Assise		25 599	25 599	1 277	26 876	27 687
Hôpital du St-Sacrement		6 746	6 746	18 434	25 180	5 842
Hôtel-Dieu de Québec		18 264	18 264	1 184	19 448	19 416
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec		1 028	1 028		1 028	1 071
Pavillon St-Charles de Limoilou		1 386	1 386		1 386	1 449
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec		172 576	172 576	28 338	200 914	178 064

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992 (Reclassé)
Repentigny:						
Centre hospitalier Le Gardeur	2 543	33 173	35 716	2 769	38 485	37 043
Les Centres d'accueil du Chemin du Roy		612	612	27	639	751
Rigaud: Foyer de Rigaud Inc.		388	388	10	398	379
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est		1 330	1 330	313	1 643	1 733
Centre hospitalier régional de Rimouski		8 103	8 103	20	8 123	8 498
Foyer de Rimouski Inc.		681	681		681	649
Régie régionale de la santé et des services sociaux région Bas-St-Laurent et la Gaspésie		43 356	43 356	11 531	54 887	44 863
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires de la Pointe		1 271	1 271		1 271	1 332
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		1 560	1 560		1 560	1 623
Rivière-du-Loup:						
Centre hospitalier régional du Grand-Portage	4 800		4 800		4 800	4 800
Hôpital St-Joseph de Rivière-du-Loup		413	413	40	453	454
Rivière-Ouelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin		331	331		331	593
Roberval:						
Hôtel-Dieu de Roberval		2 840	2 840		2 840	2 954
Institut Lachesnaie Inc.		5 876	5 876	94	5 970	5 469
Rock Forest: Institut Val-du-Lac Inc.		246	246	4	250	404
Rouyn-Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	3 675	14 199	17 874	665	18 539	18 733
Maison Pie-XII		94	94		94	102
Régie régionale de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue		26 716	26 716	4 199	30 915	24 094
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		6 554	6 554	500	7 054	7 455
Ste-Agathe-Sud: Hôpital Mont-Sinaï	72	15 868	15 940	921	16 861	16 234
St-Alexandre: Foyer Villa Maria Inc.		366	366		366	402
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	700	1 072	1 772		1 772	1 800
Ste-Anne-des-Monts: Hôpital des Monts	1 315	2 024	3 339		3 339	3 431
St-Anselme: Pavillon de l'Âge d'Or St-Anselme Inc.		7	7	2 147	2 154	
St-Apolinaire: La Lignée Lotbinière		103	103	1 404	1 507	
St-Célestin: Foyer St-Célestin		4 992	4 992	735	5 727	5 515
Ste-Claire: Villa Prévost Inc.		458	458		458	804
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières	1 300	790	2 090		2 090	2 123
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		30 278	30 278	6 252	36 530	36 427
St-Félicien: Foyer de la Paix Inc.		263	263	1	264	254
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		3 492	3 492		3 492	3 581

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992
						(Reclassé)
Ste-Foy:						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.		1 532	1 532	11	1 543	1 557
Centre hospitalier de l'Université Laval	1 300	18 100	19 400	1 055	20 455	21 109
Hôpital Laval		11 665	11 665	201	11 866	12 287
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier St-Georges de Beauce						6 969
Ste-Gemmaine-du-Lac-Etchemin: Sanatorium Bégin		1 117	1 117		1 117	1 168
St-Hyacinthe:						
Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc.		9 789	9 789	5 077	14 866	9 774
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe		5 884	5 884	2 953	8 837	6 841
Les Pavillons Bois-Joly Inc.		422	422	5	427	423
St-Jacques: Les Centres d'accueil Montcalm		419	419		419	438
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	1 390	10 996	12 386		12 386	12 841
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 344	1 344		1 344	1 408
St-Jérôme (Terrebonne):						
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		34 067	34 067		34 067	35 795
Régie régionale de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière		56 029	56 029	13 536	69 565	53 869
St-Jovite: L'Accueil St-Jovite Inc.		87	87	2 627	2 714	
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		4 519	4 519	37	4 556	4 484
St-Liguori: Foyer St-Liguori		3	3	818	821	
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)		1 652	1 652	11	1 663	1 703
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame-de-la-la-Protection		429	429		429	449
St-Raphaël: Foyer St-Raphaël Inc.		48	48	1 231	1 279	
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf		10 533	10 533	2 476	13 009	12 909
St-Romuald-d'Etchemin: Foyer Chanoine Audet Inc.		12	12	3 558	3 570	
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires de Ste-Rose de Laval		1 665	1 665		1 665	1 732
Ste-Thècle: Foyer de St-Thècle Inc.		9	9	2 643	2 652	
Ste-Thérèse-de-Blainville: Centres d'accueil Drapeau et Deschambault		977	977		977	1 056
St-Tite: Foyer Mgr-Paquin Inc.		265	265	3	268	251
St-Vincent-de-Paul: Les Centres d'accueil Laval		427	427	1	428	406
Sept-Îles:						
Foyer d'hébergement de Sept-Îles Inc.		423	423	5	428	460
Hôpital de Sept-Îles		15 814	15 814		15 814	15 994
Shawinigan: Foyer Dehauffe		258	258	16	274	256
Shawinigan-Sud:						
Centre d'accueil de Shawinigan-Sud Inc.		623	623	1	624	787
Centre hospitalier régional de la Mauricie		6 776	6 776	2 275	9 051	9 323

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992 (Reclassé)
Shawville: Hôpital communautaire du Pontiac Inc.		16 085	16 085	216	16 301	18 794
Sherbrooke:						
Centre de réadaptation Estrie Inc.		470	470		470	431
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke		9 241	9 241	1 420	10 661	11 052
Foyer St-Joseph de Sherbrooke		427	427	47	474	460
Hôpital d'Youville de Sherbrooke		3 756	3 756	1	3 757	3 896
Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke		2 719	2 719		2 719	2 828
Hôtel-Dieu de Sherbrooke		7 850	7 850	10 568	18 418	10 054
Régie régionale de la santé et des services sociaux région de l'Estrie		42 232	42 232	7 559	49 791	39 169
Relais St-François Inc.		446	446		446	711
Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.		974	974		974	1 091
Sorel:						
Les Ateliers Riverains		629	629		629	659
Foyer Richelieu		482	482	31	513	496
Hôpital général de Sorel		1 596	1 596	1 501	3 097	1 598
Hôtel-Dieu de Sorel		5 299	5 299		5 299	5 520
Témiscamingue: Centre de santé de Témiscaming		1 125	1 125		1 125	1 170
Thetford-Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc.		8 094	8 094		8 094	8 299
Résidence Denis Marcotte		8	8	2 471	2 479	
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles		1 439	1 439	10	1 449	1 403
Trois-Rivières:						
Centre hospitalier Cooke		189	189	582	771	773
Centre hospitalier Ste-Marie		13 402	13 402	3 722	17 124	17 239
Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières		13 410	13 410	5 723	19 133	19 131
Foyer Joseph-Denys Inc.		299	299		299	312
Régie régionale de la santé et des services sociaux région Trois-Rivières		69 065	69 065	12 521	81 586	69 303
Ville Joie St-Dominique		1 423	1 423	384	1 807	1 778
Val-d'Or:						
Centre hospitalier de Val D'Or	3 150	3 092	6 242		6 242	6 389
Centre d'orientation l'Étape Inc.		787	787	157	944	913
Foyer de Val D'Or Inc.		347	347	6 483	6 830	
Valleyfield:						
Centre hospitalier de Valleyfield		35 261	35 261	1 464	36 725	37 997
Les Centres jeunesse de la Montérégie		1 735	1 735		1 735	1 639
Vanier: Hôpital Christ-Roi		2 139	2 139		2 139	2 369
Verdun:						
Centre hospitalier de Verdun		8 022	8 022		8 022	8 460
Hôpital Champlain de Verdun		3 168	3 168	12 367	15 535	15 575
Hôpital Douglas		8 770	8 770	202	8 972	9 371
Société d'habitation de Verdun		410	410	14 154	14 564	1 993
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francs		4 158	4 158		4 158	4 328
Centre d'accueil L'Ermitage		4	4	1 273	1 277	
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille		4 448	4 448	378	4 826	4 822
Vimont: Centre local de services commu- nautaires du Marigot		1 375	1 375		1 375	1 430
Warwick: Foyer Étoile d'Or Inc.		4	4	1 302	1 306	
Weedon: Foyer de Weedon Inc.		29	29	3 436	3 465	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1993	1992
						(Reclassé)
Westmount: Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		1 259	1 259	33	1 292	1 244
Hôpital Reddy Memorial		2 853	2 853	7	2 860	2 865
Windsor: Hôpital St-Louis de Windsor Inc.		763	763		763	817
Wottonville: Centre d'accueil de Wotton		26	26	1 201	1 227	
	121 631	2 703 963	2 825 594	640 187	3 465 781	3 021 691
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec		13 898	13 898		13 898	8 051
	121 631	2 690 065	2 811 696	640 187	3 451 883	3 013 640

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1993	1992 (Reclassé)
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Beaconsfield	53	124	177	154
Beauharnois	8 961		8 961	8 976
Blainville	2 322		2 322	2 313
Boisbriand	12 499	856	13 355	12 167
Bois-des-Filion	270	275	545	545
Boucherville	31 374		31 374	29 842
Brossard	29 244		29 244	28 020
Candiac	13 929		13 929	14 459
Chambly	17 598	207	17 805	17 348
Châteauguay	43 311		43 311	42 558
Côte-St-Luc		1 076	1 076	1 110
Delson	7 153		7 153	7 444
Deux-Montagnes	3 105		3 105	3 161
Dollard-des-Ormeaux		971	971	1 000
Dorion	5 760		5 760	5 768
Greenfield Park	10 455		10 455	9 978
Île-Perrot	11 440		11 440	7 739
Lachine		96	96	98
La Prairie	12 678		12 678	13 140
LaSalle	2 090	144	2 234	2 090
Laval	157 525	3 871	161 396	167 913
LeMoyne	2 605		2 605	2 509
Longueuil	104 339	14 495	118 834	115 483
Lorraine	328		328	327
Maple Grove	2 727		2 727	2 641
Marieville	8 355		8 355	8 249
Montréal		4 922	4 922	3 493
Montréal-Est		290	290	
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 558		7 558	7 564
Pincourt	11 126		11 126	10 394
Richelieu	2 063		2 063	2 057
Rosmère	865		865	853
Ste-Catherine	7 389		7 389	7 668
St-Constant	9 771		9 771	10 126
St-Eustache	17 754		17 754	8 019
St-Hubert	43 692		43 692	41 447
Ste-Julie	2 976		2 976	3 112
St-Lambert	10 978		10 978	10 444
Ste-Thérèse	3 109		3 109	3 092
Terrasse-Vaudreuil	3 145		3 145	2 488
Terrebonne	2 406		2 406	
Varenes	6 893		6 893	7 025
Vaudreuil	5 735		5 735	5 700
Verchères	6 896		6 896	6 956
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette	975	1 124	2 099	957
Beauport	3 486	477	3 963	4 037
Cap-Rouge	1 182		1 182	1 230
Charlesbourg	4 051	1 225	5 276	5 337
Lac-St-Charles	554		554	569
Lévis	44 625	385	45 010	44 439
Loretteville	1 974		1 974	1 991
Québec	7 638	1 098	8 736	9 595
Sillery		975	975	1 006
St-Augustin-de-Desmaures	2 165	754	2 919	2 103

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1993	1992 (Reclassé)
St-Émile	291		291	285
Ste-Foy	9 226		9 226	8 330
St-Nicolas		273	273	281
St-Romuald	1 448	653	2 101	164
Val-Bélair	929	577	1 506	1 519
Vanier	1 591		1 591	1 532
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	17 592	694	18 286	18 305
Abitibi-Ouest	5 010	878	5 888	1 650
Argenteuil	6 764	577	7 341	4 479
Arthabaska	32 324	367	32 691	32 485
Beauce-Nord	34 963		34 963	34 868
Beauce-Sud	38 497		38 497	38 489
Beauharnois-Huntingdon	7 963		7 963	6 156
Bellechasse	14 642	378	15 020	9 566
Berthier	10 606		10 606	10 114
Bonaventure	26 034	2 719	28 753	19 175
Brome-Missisquoi	30 247	1 373	31 620	29 655
Champlain	18 335	1 733	20 068	17 956
Chapleau	1 528		1 528	1 533
Charlevoix	16 875	385	17 260	16 962
Chauveau	12 060	515	12 575	12 141
Chicoutimi	30 220	894	31 114	29 155
Deux-Montagnes	2 175	496	2 671	1 473
Drummond	17 635	822	18 457	17 549
Dubuc	28 232	1 198	29 430	26 037
Duplessis	48	12 597	12 645	6 341
Frontenac	37 012	409	37 421	37 109
Gaspé	11 127		11 127	11 253
Gatineau	8 404		8 404	6 779
Hull	1 086	133	1 219	1 295
Iberville	30 085	352	30 437	28 222
Îles-de-la-Madeleine	3 327		3 327	3 141
Johnson	29 567	93	29 660	29 369
Joliette	17 643		17 643	17 261
Jonquière	29 415		29 415	28 786
Kamouraska-Témiscouata	19 423		19 423	17 003
Labelle	40 889	113	41 002	36 626
Lac-St-Jean	42 673	164	42 837	42 693
L'Assomption	23 972		23 972	23 005
Laviolette	25 566		25 566	25 374
Les Chutes-de-la-Chaudière	5 755	892	6 647	5 810
Lévis	5 093	197	5 290	3 108
Lotbinière	4 909	275	5 184	4 031
Maskinongé	22 552	469	23 021	20 427
Masson	6 317	451	6 768	6 376
Matane	15 029		15 029	14 942
Matapédia	15 828	536	16 364	14 524
Mégantic-Compton	28 376	104	28 480	25 976
Montmagny-L'Islet	17 186	302	17 488	16 918
Montmorency	3 260	275	3 535	3 496
Nicolet-Yamaska	7 951		7 951	7 923
Orford	34 185	2 915	37 100	35 763
Papineau	5 279		5 279	5 062
Pontiac	4 715		4 715	3 232
Portneuf	20 405	728	21 133	18 463
Prévost	5 213	4 156	9 369	8 441
Richelieu	39 341		39 341	39 251
Richmond	23 049		23 049	22 879
Rimouski	45 860	2 126	47 986	47 547
Rivière-du-Loup	21 362	699	22 061	17 382
Roberval	36 434	585	37 019	34 870

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1993	1992 (Reclassé)
Rousseau	22 143	921	23 064	22 153
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	33 117	3 537	36 654	31 865
Saguenay	30 628		30 628	29 436
Salaberry-Soulanges	41 302	828	42 130	40 460
Shefford	35 114	5 549	40 663	34 160
Sherbrooke	61 959	853	62 812	61 935
St-François	20 998	833	21 831	20 393
St-Hyacinthe	49 460	400	49 860	49 769
St-Jean	3 530	464	3 994	3 280
St-Maurice	2 119	2 250	4 369	681
Terrebonne		297	297	307
Trois-Rivières	58 745	3 455	62 200	60 419
Ungava	8 052	684	8 736	6 705
Vaudreuil	5 037		5 037	5 082
Verchères	3 961		3 961	3 708
	2 126 815	96 539	2 223 354	2 087 624
Moins: montant inscrit au passif - "Provision pour financer l'assainissement des eaux"	50 228		50 228	44 182
	2 076 587	96 539	2 173 126	2 043 442
Organismes municipaux				
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec		29 841	29 841	34 065
Communauté urbaine de Montréal	774 464	709 245	1 483 709	1 461 321
Communauté urbaine de l'Outaouais	59 356		59 356	60 536
Communauté urbaine de Québec	319 524		319 524	316 318
Corporation intermunicipale de transports des Forges		2 640	2 640	2 072
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud		3 943	3 943	4 700
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		5 191	5 191	6 526
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		3 051	3 051	4 080
Régie intermunicipale de transports en commun du centre de la Mauricie		421	421	493
Société de transports de Ville de Laval		23 232	23 232	25 074
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		149 601	149 601	103 192
Société de transports de l'Outaouais		18 779	18 779	16 847
Société de transports de la Rive-Sud de Montréal		65 860	65 860	66 103
	1 153 344	1 011 804	2 165 148	2 101 327
	3 229 931	1 108 343	4 338 274	4 144 769

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES
 (en milliers de dollars)

	1993	1992
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	11 610	11 610
Musée de la Civilisation	38 566	42 291
Musée d'Art contemporain de Montréal	5 493	
Musée du Québec	35 478	35 478
Radio-Québec	16 075	16 500
Société de la Place des Arts de Montréal	93 368	105 442
Société du Grand Théâtre de Québec	6 471	6 652
Société québécoise d'assainissement des eaux	71 371 (*)	60 468
	<u>278 432</u>	<u>278 441</u>
Divers autres organismes	81 952	68 471
	<u>360 384</u>	<u>346 912</u>

(*) Après avoir déduit un montant de 23 484 891 \$ (14 445 914 \$ en 1992) inscrit au passif - "Provision pour financer l'assainissement des eaux".

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1993	1992
				(Reclassé)
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Beaconsfield	29		29	55
Beauharnois	159		159	226
Beloeil	441	1 072	1 513	1 553
Blainville	7 058	472	7 530	6 788
Boisbriand	3 295		3 295	1 514
Bois-des-Filion	2 908		2 908	3 021
Boucherville	1 706		1 706	3 415
Brossard	2 097	1 000	3 097	3 554
Candiac	1		1	24
Carignan		664	664	140
Chambly	835		835	1 523
Châteauguay	1 263	3 317	4 580	3 716
Delson	14	39	53	84
Deux-Montagnes	2 101		2 101	2 115
Dorion	1 242		1 242	1 389
Greenfield Park	1 025		1 025	1 566
Ile-Perrot	321		321	4 043
Lachenaie	216	796	1 012	1 224
Lachine				35
La Prairie	2	1 067	1 069	1 094
LaSalle	398		398	2 169
L'Assomption, ville		912	912	912
Laval	23 667		23 667	13 197
LeMoyne	102		102	213
L'Épiphanie, ville		345	345	472
Longueuil	13 544		13 544	17 923
Lorraine	3 219		3 219	3 380
Maple Grove	1 464		1 464	1 142
Marieville	215		215	388
Mascouche	278		278	565
McMasterville	93		93	102
Mercier	27		27	39
Montréal		15 274	15 274	13 231
Montréal-Est				296
Montréal-Nord				1 729
Mont-St-Hilaire	212		212	231
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	2 218	291	2 509	823
Otterburn Park	102		102	111
Pincourt	1 961	169	2 130	1 757
Pointe-Calumet		622	622	787
Repentigny		2 812	2 812	2 812
Richelieu	205		205	225
Rosemère	5 476		5 476	5 681
St-Amable		1 524	1 524	2 127
St-Anne-de-Bellevue		120	120	
St-Basile-le-Grand	245	805	1 050	95
St-Bruno-de-Montarville	762		762	294
St-Catherine	99		99	154
St-Constant	6		6	14
St-Eustache	17 399		17 399	20 059
St-Hubert	2 790		2 790	5 658
St-Julie	1 020	86	1 106	1 329
St-Lambert	554		554	1 155
St-Marthe-sur-le-Lac		716	716	
St-Mathieu-de-Beloeil	41		41	58
St-Philippe	183	477	660	714
St-Pierre				35

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1993	1992 (Reclassé)
Ste-Thérèse	11 020	1 000	12 020	12 160
Terrasse-Vaudreuil	502	85	587	286
Terrebonne	36 295		36 295	455
Varenes	144	75	219	507
Vaudreuil	1 458	48	1 506	1 608
Vaudreuil-sur-le-Lac				77
Verchères	797		797	808
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette	304		304	1 686
Beauport	816		816	836
Boischatel		395	395	89
Cap-Rouge	426		426	657
Charlesbourg	969		969	1 018
Charny	229		229	466
Lac-Beauport	37	1 351	1 388	1 855
Lac-St-Charles	295	849	1 144	1 272
L'Ange-Gardien	279		279	6
Lévis	2 256	622	2 878	2 875
Loretteville	1 227		1 227	1 241
Québec	943	7 800	8 743	8 969
St-Augustin-de-Desmaures	450	1 228	1 678	1 709
St-Émile	116		116	123
Ste-Foy	2 092		2 092	3 395
St-Nicolas	108	460	568	693
St-Romuald	18 809		18 809	20 761
Val-Bélair	498		498	505
Vanier	21		21	82
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	806	2 160	2 966	2 581
Abitibi-Ouest	11 653	2 440	14 093	19 249
Argenteuil	4 654	1 859	6 513	8 231
Arthabaska	2 102	1 851	3 953	2 153
Beauce-Nord	8 069	8 997	17 066	12 077
Beauce-Sud	4 475	1 313	5 788	6 214
Beauharnois-Huntingdon	16 794	645	17 439	6 246
Bellechasse	9 152	5 122	14 274	15 145
Berthier	6 963	1 117	8 080	4 372
Bonaventure	20 027	7 471	27 498	33 355
Brome-Missisquoi	3 456	4 767	8 223	11 529
Chambly	138		138	159
Champlain	2 057	383	2 440	3 930
Chapleau	1 384	6 198	7 582	7 212
Charlevoix	3 236	260	3 496	2 980
Châteauguay	54		54	
Chauveau	1 075	119	1 194	1 163
Chicoutimi	23 478		23 478	25 619
Deux-Montagnes	949	640	1 589	1 876
Drummond	38 841	1 721	40 562	43 398
Dubuc	7 316	551	7 867	10 049
Duplessis	3 470	41 185	44 655	48 634
Frontenac	3 138	1 992	5 130	6 303
Gaspé	11 446	2 489	13 935	11 882
Gatineau	1 690	269	1 959	3 422
Hull	811	500	1 311	1 761
Iberville	13 145	3 620	16 765	11 594
Îles-de-la-Madeleine	2 459	4 900	7 359	8 954
Johnson	5 999	2 400	8 399	6 087
Joliette	20 981	2 958	23 939	23 387

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1993	1992
				(Reclassé)
Jonquière	871	21	892	1 453
Kamouraska-Témiscouata	9 132	2 724	11 856	14 634
Labelle	7 860	1 577	9 437	12 678
Lac-St-Jean	2 117	2 207	4 324	2 778
L'Assomption	16 110	14	16 124	15 919
Laviolette	3 702	2 105	5 807	5 413
Les Chutes-de-la-Chaudière	671	8 212	8 883	4 791
Lévis	3 771	40	3 811	4 777
Lotbinière	4 315	748	5 063	1 917
Maskinongé	4 996	2 401	7 397	7 310
Masson	190	1 700	1 890	799
Matane	3 417	2 555	5 972	3 749
Matapédia	5 114	1 701	6 815	8 817
Mégantic-Compton	21 390	2 725	24 115	8 850
Montmagny-L'Islet	8 343	3 794	12 137	12 688
Montmorency	1 055	303	1 358	1 225
Nelligan		491	491	491
Nicolet-Yamaska	3 773	2 096	5 869	4 789
Orford	2 743	3 986	6 729	11 942
Papineau	5 058	1 169	6 227	2 287
Pontiac	3 636	32	3 668	4 766
Portneuf	3 688	3 634	7 322	11 752
Prévost	1 616	1 746	3 362	4 031
Richelieu	16 006	498	16 504	15 457
Richmond	6 325	1 438	7 763	5 036
Rimouski	12 166	2 835	15 001	10 743
Rivière-du-Loup	7 817	3 093	10 910	16 817
Roberval	10 956	3 539	14 495	12 869
Rousseau	6 596	2 344	8 940	10 216
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	3 951	3 875	7 826	14 158
Saguenay	12 469	1 903	14 372	9 026
Salaberry-Soulanges	6 468	2 591	9 059	10 133
Shefford	5 164	17	5 181	10 364
Sherbrooke	5 514	3 128	8 642	12 027
St-François	2 062	587	2 649	3 831
St-Hyacinthe	4 341	1 848	6 189	6 564
St-Jean	68 874	1 784	70 658	5 704
St-Maurice	13 633	184	13 817	16 451
Terrebonne	123	378	501	411
Trois-Rivières	2 393	410	2 803	4 667
Ungava	5 917	69 678	75 595	78 002
Vaudreuil	442	109	551	639
Verchères	3 771	2 284	6 055	2 794
	719 458	302 924	1 022 382	934 422

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1993	1992
				(Reclassé)
Organismes municipaux				
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec		484	484	7 440
Communauté urbaine de Montréal	136 774	2 300	139 074	176 477
Communauté urbaine de l'Outaouais	1 349		1 349	1 349
Communauté urbaine de Québec	12 103		12 103	9 745
Corporation intermunicipale de transports des Forges				1 348
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke				109
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		201 493	201 493	303 927
Société de transports de l'Outaouais				4 478
Société de transports de la Rive-Sud de Montréal		3 627	3 627	11 767
	150 226	207 904	358 130	516 640
	869 684	510 828	1 380 512	1 451 062

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Musée d'Art contemporain de Montréal	5 506	3 364
Musée de la Civilisation		561
Musée du Québec	664	1 200
Société de la Place des Arts de Montréal	17 084	10 900
Société du Grand Théâtre de Québec	2 199	399
Société générale des industries culturelles	5 907	
Société québécoise d'assainissement des eaux	383	705
	<u>31 743</u>	<u>17 129</u>
Divers autres organismes		
Aide à l'industrie:		
Aide à la production et à la commerciali- sation des produits agro-alimentaires	6 986	1 084
Aide au développement régional	6 787	5 799
Aide au développement technologique	7 000	13 600
Assistance à l'industrie minérale	100	200
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères	659	1 000
Développement de l'industrie forestière		2 080
Développement des pêches maritimes		379
Aide aux loisirs et à la culture	27 561	38 712
Autres	3 453	5 655
	<u>52 546</u>	<u>68 509</u>
	<u>84 289</u>	<u>85 638</u>

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail
page

1993

1992

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

3-75	Centre de recherche industrielle du Québec	1 000	2 000
3-75	Commission municipale du Québec	29 916	32 459
3-76	Hydro-Québec	33 290 374 (2)	30 957 838 (2)
3-83	Régie de l'assurance-maladie du Québec	13 600	14 200
3-84	Régie des installations olympiques	389 226	380 766
3-85	Sidbec	163 572	242 046
3-86	Société de développement de la Baie James	4 664	3 000
3-87	Société de développement industriel du Québec	400 716	508 296
3-89	Société du Palais des congrès de Montréal	83 788	83 788
3-90	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	35 000	35 000
3-90	Société immobilière du Québec	645 685	687 331
3-93	Société nationale de l'amiante		40 681
3-94	Société québécoise d'assainissement des eaux	287 322	252 048
		<u>35 344 863 (1)</u>	<u>33 239 453 (1)</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

3-98	Agriculteurs	3	13
3-99	Entreprises	385	
3-99	Étudiants	1 785 098 (3)	1 542 077 (3)
3-99	Pêcheurs	51 103	51 187
3-100	Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	6	27
3-100	Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	8 671	9 564
3-101	Travailleurs (formation professionnelle)	598	
		<u>1 845 864</u>	<u>1 602 868</u>
		<u>37 190 727</u>	<u>34 842 321</u>

- (1) Les emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1993 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,2572
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,2300
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01094
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais (FL)	= 0,6946
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 0,7809
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	= 1,8984
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 0,8432
En unité de compte européen, ECU	= 1,51367

- (2) Obligations détenues par le gouvernement du Québec aux Fonds d'amortissement, Hydro-Québec 97 219 481 \$Can incluant 29 640 000 \$US (141 769 748 \$Can en 1992 incluant 30 025 000 \$US.)

- (3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Centre de recherche industrielle du Québec
L.R.Q., c. D-9.1

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du chapitre D-9.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt du Centre.		
En vertu du décret 664-88, le Gouvernement du Québec a approuvé l'émission d'obligations pour une valeur nominale de 5 000 000 \$CAN aux taux et selon l'échéance suivante:		
1 000 000 \$Can taux 10,00 % échéance 9 mai 1993.		
Les intérêts sont payables semestriellement les 9 mai et 9 novembre de chaque année.		
Le 31 mars, le solde dû en capital est de	1 000	2 000

Commission municipale du Québec
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires.		
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	29 916 (*)	32 459
Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).		

(*) Détail

Montréal métropolitain: 16 789

Blainville, 196; Boisbriand, 225; Boucherville, 234; Brossard, 7; Chambly, 20; Châteauguay, 29; Côte-St-Luc, 422; Dollard-des-Ormeaux, 17; Dorval, 101; Hudson, 35; Lachenaie, 7; L'Assomption, 178; Laval, 160; L'île-Perrot, 47; Longueuil, 969; Mascouche, 42; McMasterville, 21; Montréal, 12 288; Mont-St-Hilaire, 21; Notre-Dame-de-l'île-Perrot, 21; Otterburn-park, 21; Pierrefonds, 106; Pincourt, 46; Pointe-Claire, 164; Rosemère, 115; St-Basile-le-Grand, 70; St-Bruno-de-Montarville, 60; Ste-Catherine, 21; St-Constant, 1; St-Eustache, 27; St-Hubert, 74; St-Laurent, 169; Ste-Thérèse, 240; Terrasse-Vaudreuil, 42; Terrebonne, 252; Verdun, 269; Westmount, 72.

Québec métropolitain: 3 887

Ancienne-Lorette, 65; Beauport, 638; Boischatel, 25; Cap-Rouge, 168; Charlesbourg, 859; Charny, 567; Lévis, 216; Québec, 596; Ste-Foy, 157; Sillery, 110; Val-Bélair, 486.

Commission municipale du Québec (suite)
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

(*) Détail (suite)

Diverses circonscriptions électorales: 9 240

Abitibi-Est, 42; Abitibi-Ouest, 64; Argenteuil, 58; Arthabaska, 147; Beauce-Nord, 224; Beauharnois-Huntingdon, 51; Bellechasse, 864; Berthier, 12; Bonaventure, 351; Brome-Missisquoi, 111; Champlain, 164; Chapleau, 178; Charlevoix, 866; Chauveau, 147; Chicoutimi, 46; Dubuc, 133; Duplessis, 132; Gaspé, 342; Gatineau, 21; Hull, 268; Iberville, 33; îles-de-la-Madeleine, 214; Johnson, 197; Joliette, 9; Jonquière, 10; Labelle, 252; Lac-St-Jean, 28; Laviolette, 158; Les-Chutes-de-la-Chaudière, 153; Lotbinière, 472; Maskinongé, 95; Matane, 94; Matapédia, 2; Mégantic-Compton, 8; Montmagny-L'Islet, 138; Montmorency, 83; Orford, 134; Papineau, 147; Pontiac, 30; Portneuf, 42; Prévost, 114; Richelieu, 193; Richmond, 76; Rimouski, 175; Rivière-du-Loup, 115; Roberval, 74; Rousseau, 86; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 84; Saguenay, 194; St-Jean, 173; St-Maurice, 354; Salaberry-Soulanges, 23; Shefford, 245; Sherbrooke, 665; Verchères, 149.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28

Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1993		1992	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		15 549 942		14 189 292
En monnaie des États-Unis	9 650 031 \$US	12 110 891	9 080 539 \$US	10 939 503
En monnaie de la Suisse	1 126 700 FS	811 110	1 207 700 FS	877 649
En monnaie de l'Allemagne	1 913 135 DM	1 358 676	2 328 750 DM	1 575 836
En monnaie du Japon	53 450 000 ¥	474 853	53 450 000 ¥	474 853
En monnaie de la Grande-Bretagne	475 000 £	983 256	475 000 £	991 289
En unité de compte européen	125 000 ECU	156 897	125 000 ECU	156 897
En monnaie des Pays-Bas	75 000 FL	46 999	90 000 FL	56 400
En monnaie de la France	1 000 000 FF	209 188	FF	
		31 701 812		29 261 719
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		156 756		296 749
En monnaie des États-Unis	1 587 005 \$US	1 995 183	1 614 555 \$US	1 921 159
Total avant fonds d'amortissement		33 853 751		31 479 627
Moins: Fonds d'amortissement		563 377		521 789
Total		33 290 374		30 957 838

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN-2	923
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	24 837
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	36 690
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	41 189
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	39 764
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	45 539
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR-2	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	7 798
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DMA	135 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 3/4	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 1/4	EA	185 000
2000-12-14	1980-12-14	3776-80	13 1/4	ED et ED-1	84 500
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 3/4	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 1/2	EL-1	127 762
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 3/4	EZ-2	46 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13	FF-2	67 000
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 1/4	EA-1	125 000
1993-09-30	" " "	" "	12 1/2	FI-2	67 000
1993-09-30	1984-02-15	284-84	12 1/2	FIA	50 000
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 1/4	EA-2	50 000
" " "	" " "	655-84	"	EA-3	50 000
" " "	" " "	939-84	"	EA-4	50 000
1994-05-15	1984-05-15	1106-84	13	FO	75 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada (suite)					
1994-08-16	1984-08-16	1701-84	14 1/4	FQ-2	115 000
1994-10-15	1984-10-15	2127-84	13	FR	110 000
1997-06-01	1985-01-15	2732-84	10	DD-1	93 998 (A)
2006-02-06	1985-02-06	126-85	12 1/4	FT-2	153 000
1995-03-15	1985-08-15	1578-85	8	FZ	57 009 (B)
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10 3/4	GC-1	170 000
" " "	1987-09-25	1982-87	"	GC-1	50 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11 1/4	GC-2	100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9 1/2	GG	150 000
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9 1/4	GI	150 000
1994-11-04	1986-11-04	1596-86	9 1/2	GM	65 000
1996-12-02	1986-12-02	1723-86	9 1/4	GP	565 000
" " "	" " "	1890-86	"	GP	
" " "	" " "	88-87	"	GP	
" " "	" " "	246-87	"	GP	
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9 1/2	GN	14 000
2007-02-18	" " "	" "	9 3/4	GO	42 000
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9	GS	150 000
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9 3/4	GU-1	120 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-1	158 000
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10 1/4	GU-2	205 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-2	192 000
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12 1/4	FT-2	50 000
1995-05-11	1988-05-11	596-88	10 1/4	GX	125 000
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11 1/4	GZ	100 000
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10 3/4	HA	365 000
2012-07-16	1989-01-16	118-89	10 1/4	GU-2	380 000
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11	HC	500 000
2012-07-16	1989-01-16	577-89	10 1/4	GU-2	240 000
2012-07-16	1990-01-16	137-90	10 1/4	GU-2	100 000
1999-02-01	1989-02-01	577-89	10 3/4	HA	235 000
2011-09-26	1989-09-26	1523-89	10	HF	450 000
2019-11-22	1989-11-22	1755-89	10	HG	100 000
2020-08-15	1990-08-15	1142-90	11	HL	675 000
" " "	" " "	1382-90	"	"	
" " "	" " "	1782-90	"	"	
" " "	1991-02-15	138-91	"	"	235 000
2020-08-15	1990-08-15	1143-90	nul	HM	100 374 (C)
" " "	" " "	280-91	"	"	
2010-08-16	1990-08-15	1144-90	"	HN	44 317 (D)
2000-10-10	1990-10-10	1382-90	11,25	HO	475 000
" " "	" " "	138-91	"	"	
2000-10-30	1990-10-30	1555-90	7,125	HP	67 796 (E)
2001-03-08	1991-03-08	187-91	10,625	HU	300 000
2020-08-15	1991-08-15	1109-91	11	HL	200 000
2001-07-25	1991-07-25	933-91	10,875	HW	
" " "	" " "	934-91	"	"	1 100 000
2021-10-15	1991-10-15	933-91	10,5	HX	
" " "	" " "	1321-91	"	"	1 100 000
2022-04-01	1992-07	1522-91	9,625	IC	
" " "	" " "	937-92	"	"	1 200 000
" " "	" " "	1857-92	"	"	
" " "	" " "	155-93	"	"	500 000
" " "	" " "	156-93	"	IRC	200 000
1998-04-01	1992-12-16	1781-92	8,5	ID	150 000
2003-02-01	" " "	1782-92	9	IE	100 000
					15 549 942

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

- (A) 100 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,85 %.
 (B) 60 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,011 %.
 (C) 1 729 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 10,587 % à 10,964 %.
 (D) 282 500 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 10,97 %.
 (E) 89 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,824 %.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$US	
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 7/8	BX	76 491	
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 1/2	CC	96 575	
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	220 374	
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	57 043	
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	11 150	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	87 997	
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	193 268	
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 1/8	DQ	182 605	
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11 1/4	DS	46 102	
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 3/4	DY	235 200	
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 1/4	EC-2	29 094	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 3/8	FG-2	17 614	
1993-12-15	1983-12-15	1843-83	12 3/8	FL-1	100 000	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-1		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-1		
2013-12-15	1983-12-15	1843-83	13 1/4	FL-2	30 351	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11 3/4	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2005-05-01	1985-05-01	410-85	Flottant	FV	200 000	
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
1995-07-17	1985-10-17	1885-85	8	GB-U	115 128 (F)	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8 7/8	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8 1/4	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
1996-08-21	1986-08-21	1255-86	8,175	GJ	72 000	
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8 1/4	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

(F) 120 192 308 \$US à l'échéance, taux effectif de 8,356 %.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis (suite)					\$US	
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,7	GV	79 039	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9 3/4	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9 3/4	HB	150 000	
2029-06-15	1989-06-15	44-89	8,625	HE	250 000	
" " "	" " "	913-89				
2029-12-01	1989-12-01	44-89	8 1/2	HH	500 000	
" " "	" " "	1819-89	"			
2030-04-15	1990-04-15	485-90	9,375	HK	500 000	
" " "	" " "	486-90	"			
2000-04-27	1990-04-27	488-90	Flottant	HJ	200 000	
2030-11-15	1990-11-15	1381-90	9,5	HQ	500 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HQ		
" " "	" " "	1586-90	"	HQ		
2021-02-01	1991-02-01	1381-90	9,4	HS	900 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HS		
" " "	" " "	139-91	"	HS		
2001-03-07	1991-03-07	186-91	9	HT	300 000	
2022-01-15	1992-01-30	1522-91	8,4	HY		
" " "	" " "	53-92	"		1 000 000	
2001-11-15	1992-04-15	561-92	8,35	IA	100 000	
2002-05-20	1992-05-20	679-92	8,625	IB	500 000	
2003-02-01	1993-02-03	1522-91	7,375	IF	500 000	
" " "	" " "	1857-92	"	"		
" " "	" " "	45-93	"	"		
2013-02-01	1993-02-03	1522-91	8	"	1 000 000	
" " "	" " "	1857-92	"	"		
" " "	" " "	45-93	"	"		
					9 650 031 (1)	12 110 891 (1)

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 1 020 117 500 \$US pour un équivalent de 1 261 363 800 \$CAN.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				FS	
1994-07-16	1984-07-16	1422-84	5 7/8	126 700	
1994-08-19	1986-08-19	914-86	4 3/4	75 000	
2002-05-25	1987-05-25	667-87	5	195 000	
1997-10-23	1987-10-23	1527-87	5,125	90 000	
1998-03-24	1988-03-24	175-88	4,625	90 000	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5	100 000	
2000-02-06	1990-02-26	155-90	7 1/4	200 000	
2000-04-27	1990-04-27	484-90	7,5	100 000	
2001-05-21	1991-05-21	638-91	6,75	150 000	
				1 126 700 (2)	811 110 (2)

(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 1 172 975 000 FS pour un équivalent de 850 130 000 \$CAN.

En monnaie de l'Allemagne				DM	
1994-05-15	1984-05-01	908-84	7 3/4	98 550	
1995-06-20	1985-06-20	972-85	7 1/8	197 200	
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5 1/2	103 000	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	126 385	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6 3/4	288 000	
2000-04-25	1990-04-25	487-90	Flottant	500 000	
2001-05-07	1991-05-07	563-91	8,625	600 000	
				1 913 135 (3)	1 358 676 (3)

(3) Y compris divers contrats d'échange de devises de 1 403 870 500 DM, pour un équivalent de 977 372 000 \$CAN de plus, le solde de la dette est couvert par des contrats d'achat de devises de 675 000 000 FF, pour un équivalent de 133 364 000 \$CAN ainsi que de 67 300 000 £ pour un équivalent de 133 268 000 \$CAN.

En monnaie du Japon				¥	
1994-02-28	1986-02-28	74-86	6 5/8	10 000 000	
1994-06-01	1987-06-01	772-87	4,625	15 000 000	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,2	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5 1/2	10 000 000	
2001-01-31	1991-01-31	71-91	6	8 000 000	
				53 450 000 (4)	474 853 (4)

(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 53 450 000 000 ¥ pour un équivalent de 474 853 000 \$CAN.

En monnaie de la Grande-Bretagne				£	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 3/4	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	
1995-06-16	1988-06-16	597-88	9 5/8	75 000	
2015-03-08	1990-03-08	247-90	12 5/8	150 000	
2001-04-17	1991-04-17	479-91	11,25	100 000	
				475 000 (5)	983 256 (5)

(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 175 000 000 £ pour un équivalent de 378 098 000 \$CAN, plus un contrat d'échange de devises de 150 000 000 £ pour un équivalent de 254 850 000 \$US pour un équivalent de 320 397 400 \$CAN au 31 mars.

En unité de compte européen				ECU	
1999-07-06	1989-07-06	840-89	9 1/4	125 000 (6)	156 897 (6)

(6) Y compris des contrats d'échange de devises de 125 000 000 d'ECU pour un équivalent de 156 897 \$CAN.

En monnaie des Pays-Bas				FL	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 1/8	75 000 (7)	46 999 (7)

(7) Y compris des contrats d'échange de devises de 75 000 FL pour un équivalent de 46 998 500 \$CAN.

En monnaie de la France				FF	
2002-04-02	1992-04-02	368-92	9	1 000 000 (8)	209 188 (8)

(8) Y compris des contrats d'échanges de devises de 1 000 000 FF pour un équivalent de 209 187 900 \$CAN.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
En monnaie du Canada et des États-Unis				
Autres emprunts				
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:				
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83, 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1,75 %, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le "prime rate" de la Chase Manhattan Bank de New-York, pour des termes ne dépassant pas un (1) an au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			19 418	19 418
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêts à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 25 mars 1975.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			8 611	8 611
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêts à des taux variant de 7 15/16 % à 10 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 7 avril 1984.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			128 727	128 727
d) En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86 et 1426-87 1554-90, 1781-90 et 1062-92 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas 2 000 000 000 \$US ou l'équi- valent en dollars américains pour des billets payables en autres devises ou unités monétaires. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable, viennent à échéance à neuf mois ou plus de leur date d'émission.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	1 187 500	1 492 303		1 492 303
Montants à reporter	1 187 500	1 492 303	156 756	1 649 059

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
Autres emprunts (suite)				
Montants reportés	1 187 500	1 492 303	156 756	1 649 059
e) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement # 415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 000 \$US. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série "GL", l'intérêt est payable semestriellement. À compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	400 000	502 880		502 880
	1 587 500	1 995 183	156 756	2 151 939
Total avant fonds d'amortissement				33 853 751
Moins: Fonds d'amortissement				563 377 (1)
				33 290 374

(1) Comprenant 558 887 854 \$CAN, 100 576 \$CAN représentant l'équivalent d'un montant de 80 000 \$US, 3 123 600 \$CAN représentant l'équivalent d'un montant de 4 000 000 DM et 1 264 800 \$CAN représentant l'équivalent d'un montant de 1 500 000 FS.

Régie de l'assurance-maladie du Québec
L.R.Q., c. R-5, a. 28

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En vertu du décret 1427-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission d'obligations, pour une valeur nominale de 16 000 000 \$CAN au taux de 10,875 % échéant le 30 septembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	13 600	14 200

Régie des installations olympiques
 L.R.Q., c. R-7, a. 19 a)

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:		
Emprunts sur obligations:		
En vertu du décret 1671-86, modifié par les décrets 1716-88 et 1717-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt de 100 millions de dollars en monnaie du Canada auprès de la Banque de Nouvelle-Écosse au taux de 9,60 % S.A., non rachetable par anticipation et échéant le 17 novembre 1993.		
Deux contrats d'échange de devises couvrent cet emprunt. Le premier couvre l'échange de 100 millions \$CAN pour 72 millions \$US, le deuxième couvre l'échange de 72 millions \$US pour 88,3 millions \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	88 306	88 306
En vertu du décret 1424-87 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission et la vente d'obligations de la Régie, d'une valeur nominale de 5 000 000 \$CAN. Les obligations, datées du 24 septembre 1987, échéant le 24 septembre 1992, portent intérêts au taux de 11,10 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		5 000
Emprunts sur billets:		
En vertu du décret 2243-85 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets au montant de 250 000 000 \$US, intérêts au taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres, remboursables par anticipation à partir de novembre 1988 et échéant en novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de 200 000 000 \$US (200 000 000 \$ US en 1992).	251 440	237 980
En vertu du décret 105-86 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets au montant de 40 000 000 \$US, intérêts au taux de 7,9866 % et échéant le 21 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	49 480	49 480
	<u>389 226</u>	<u>380 766</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$Can.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1993	1992
1995-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	7 250	7 250
1997-09-01	1979-09-01	2996-71	9	C	7 250	7 250
1997-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	22 000	22 000
1998-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	25 000	25 000
					61 500	61 500

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 000 \$US au taux annuel de 11,00 % échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82 %, d'une valeur nominale de 29 411 765 \$CAN, au taux effectif de 11,15 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

27 088

26 702

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 000 de FS dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1er novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597 % et viennent à échéance le 1er novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt au taux d'intérêt de 7,6 %, d'une valeur nominale de 84 500 000 \$US, au taux effectif de 11,042 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 78 169 000 \$US

98 274

90 526

Sidbec (suite)

L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du décret 424-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt de 6 000 000 000 \$ auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 1er avril 1992 et portant intérêts au taux de 5,05 % l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 11,726 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		55 815
En vertu du décret 172-92, le gouvernement du Québec a approuvé deux (2) emprunts à terme au montant de 12 500 000 \$Can chacun, à taux flottant et venant à échéance le 14 février 1997. Ces prêts sont remboursables par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
	150 362	198 043
	211 862	259 543
Moins: Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions".	48 290	17 497
	163 572	242 046

Société de développement de la Baie James

L.R.Q., c. D-8, a. 26

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83 et 1469-85, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, jusqu'à concurrence de 17,1 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	17 120	3 000
Moins: Montant inscrit au Passif "Provision pour perte sur placements en actions".	12 456	
	4 664	3 000

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$CAN, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05 %, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	23 718	21 298
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt de 1 190 000 000 ¥ auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6 % l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500
En vertu du décret 744-87, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en monnaie du Canada, série "F", au taux de 8,25 %, échéant le 15 mai 1992, échangeables en tout temps à compter de la date d'immatriculation pour des obligations d'une valeur nominale égale au taux de 9,125 %, échéant le 15 mai 2007.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		110 000
En vertu du décret 371-89, la Société a contracté un emprunt de 3 810 000 000 ¥ auprès de "The Taiyo Mutual Life Insurance Company", au taux de 5,5 % l'an payable semestriellement les 22 mars et septembre de chaque année et échéant le 22 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 10,92 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 586	35 586
En vertu du décret 1821-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "G", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$CAN, datées du 1er décembre 1989 et portant intérêts au taux de 10 % l'an et échéant le 1er décembre 1999.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1046-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "H", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$CAN, datées du 27 juillet 1990, portant intérêts au taux de 11,50 % l'an et échéant le 27 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société de développement industriel du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du décret 1284-90, la Société a contracté un emprunt de 50 000 000 \$US auprès de la "Westdeutsche Landesbank" au taux Libor plus 0,625 % (8,0625 %) daté du 13 septembre 1990 et échéant le 13 septembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux effectif A.B. plus 0,1425 % (13,1225 %) l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 450	57 450
En vertu des décrets 1339-90, 1340-90, 1341-90 et 1342-90, la Société a contracté un emprunt de 7 000 000 000 ¥ de la "Norinchukin Bank" au taux de 8,35 % l'an daté du 28 septembre 1990 et échéant le 28 septembre 1995.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 50 724 638 \$US au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux A.B. plus 3 points de base soit un taux effectif de 12,60 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 170	59 170
En vertu des décrets 322-91 et 323-91, la Société a contracté un emprunt 40 000 000 \$US auprès de la "Norinchukin Bank" au taux Libor à 6 mois plus 20 points de base, daté du 25 mars 1991 et échéant le 25 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux A.B. à 3 mois plus 0,34 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 991	45 991
En vertu du décret 533-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "I", d'une valeur nominale globale de 35 000 000 \$CAN, datées du 25 avril 1991, portant intérêt au taux préférentiel moyen majoré de 0,625 % et venant à échéance le 25 avril 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu des décrets 661-91 et 662-91, la Société a contracté un emprunt de 4 000 000 000 ¥ auprès de "The Chiyoda Mutual Life Insurance Co." au taux de 7,25 % l'an, daté du 24 mai 1991 et échéant le 24 mai 1996.		
Deux contrats d'échange de devises et de taux sont rattachés à cet emprunt. L'un pour un montant global de 28 800 000 \$US au taux Libor (6 mois) plus 8 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux AB (3 mois) plus 16 points de base, soit un taux effectif de 9,69 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	33 301	33 301
	<u>400 716</u>	<u>508 296</u>

Société du Palais des congrès de Montréal
 L.R.Q., c. S-14.1, a. 23

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 \$US auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited". Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13 % l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux de 9,96 % est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 000 \$CAN au taux effectif de 13,35 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 000 \$CAN, par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20 % payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
En vertu du décret 281-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets d'une valeur nominale globale de 50 000 000 DM, au taux Libor à 3 mois plus 12,5 points de base, datés du 14 mars 1991 et échéant le 14 mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un au montant global de 34 083 163 \$US au taux Libor à 6 mois plus 21,5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,5 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	39 288	39 288
	<u>83 788</u>	<u>83 788</u>

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
L.R.Q., c. S-15, a. 25.1

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu de la section III du chapitre S-15 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 1726-86, la Société a contracté un emprunt de 4 060 000 000 ¥ auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited", et de "Yasuda Fire and Marine Insurance Company Limited, The Nissan Fire and Marine Insurance Company Limited, The Toyo Fire and Marine Insurance Company Limited", au taux de 6,4 % l'an, payable semestriellement les 26 mai et 26 novembre de chaque année et venant à échéance le 26 novembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 9,57 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "B" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$CAN. Les obligations datées du 12 juin 1986, échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50 % l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15 % jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 245	10 245

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt de 5 800 000 000 ¥ auprès de "Sumitomo Life Insurance Company" et de "The Sumitomo Bank Limited", échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40 % l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêt est de 9,72 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 801-86 complété par le décret 119-89, la Société a contracté des emprunts		
— par l'émission et la vente d'obligations de série "A" pour une valeur nominale de 40 800 000 \$CAN. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portent intérêts au taux de 10,3025 % payables annuellement.		
— par l'émission d'un billet de 7 440 000 000 ¥ auprès de "Nippon Life Insurance Company" et de "The Sanwa Bank Limited" en date du 27 août 1985 au taux de 7,40 % l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises pour un montant de 40 800 000 \$CAN dont le taux effectif d'intérêt est de 12,31 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	65 280	73 440
En vertu du décret 1130-87, la Société a contracté un emprunt de 4 350 000 000 ¥ auprès de "Daihyaku Mutual Life Insurance Company" et "The Mitsui Bank Limited" échéant le 27 juillet 1994 et portant intérêts au taux de 5,35 % l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises de 40 000 000 \$CAN et dont le taux effectif d'intérêt est de 10,04 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 1467-87 complété par le décret 119-89, la Société a contracté un emprunt de 3 278 000 000 ¥, auprès de "The Nippon Credit Bank Ltd." échéant le 30 septembre 1992 et portant intérêts au taux de 5,25 % l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises de 30 000 000 \$CAN et dont le taux effectif d'intérêt est de 11,56 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		30 000
En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "D" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$CAN. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	50 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "E" d'une valeur nominale de 75 000 000 \$CAN. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 428	60 077
En vertu du décret 576-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'un billet de 40 000 000 \$CAN remboursable partie en monnaie de l'Allemagne et partie en monnaie du Canada, au taux de 7,50 % l'an et échéant le 27 avril 1994.		
Ce billet est assujéti à un contrat de couverture de risque en monnaie du Canada selon l'évolution d'un indice boursier allemand et de l'indice boursier TSE-35, donnant un taux effectif d'intérêt de 11,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 841-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'obligations de série "F" d'une valeur nominale de 150 000 000 \$CAN. Les obligations du 16 juin 1989, échéant le 16 juin 2014, portent intérêts au taux de 10,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1556-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "G" pour une valeur nominale globale, actualisée au taux effectif moyen de 11,86 % de 121 500 000 \$CAN (capital et intérêts) datées du 15 novembre 1990 et échéant à différentes dates entre le 1er décembre 1991 et le 7 mars 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	94 130	91 967
En vertu du décret 282-91 complété par les décrets 283-91 et 284-91, la Société a contracté un emprunt par la vente et l'émission d'obligations pour une valeur globale de 200 000 000 FF au taux de 9,9 %, datées du 11 mars 1991 et échéant le 11 mars 1998.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 40 404 040 \$US au taux Libor à 6 mois plus 11 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,63 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 602	46 602
En vertu du décret 1492-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "H" d'une valeur nominale de 45 000 000 \$CAN, au taux effectif de 9,26 % et venant à échéance le 25 mars 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
	645 685	687 331

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, a. 15

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$CAN, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625 %, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	20 000	20 000
En vertu des décrets 1651-87 et 370-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada, sous forme d'acceptations bancaires auprès de la Banque Nationale du Canada. L'emprunt contracté le 3 novembre 1987, remboursable par anticipation au gré de la Société, viendra à échéance le 3 novembre 1992 au taux d'intérêts de la convention bancaire majoré de 0,375 % et payable à chaque période d'acceptation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		75 000
	20 000	95 000
Moins: Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions". (Provision totale 29 581 000 \$).	20 000	54 319
		40 681

Société québécoise d'assainissement des eaux
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 \$US au taux de 9,2 % l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 12,58 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	33 689	32 987
En vertu du décret 1091-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "G" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$US, datées du 18 juin 1985, intérêts payables annuellement au taux de 8,254 % et venant à échéance le 18 décembre 1992.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 11,95 % est rattaché à cet emprunt, au montant de 41 898 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		40 489
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 000 \$, intérêts payables semestriellement au taux de 7,2 % et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,71 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 45 301 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 628	39 368
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 000 \$, intérêts de 7,2 % payables semestriellement à compter du 14 avril 1986 et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,65 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 500 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 011	36 615
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 25 491 600 \$US, intérêts payables annuellement au taux de 8,8653 % et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,57 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 800 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 166	36 722
En vertu du décret 497-86, la Société a contracté le 30 avril 1986 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 5 084 000 000 \$, portant intérêts au taux de 6,9 % payables semestriellement et venant à échéance le 30 avril 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,60 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 000 \$, portant intérêts au taux de 6,6 % payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 000 \$, portant intérêts au taux de 6 % payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	19 500
En vertu du décret 1160-87, la Société a contracté le 30 juillet 1987 un emprunt sous forme de prêt d'une somme de 5 737 000 000 \$ portant intérêts au taux de 4,90 %, payables semestriellement et venant à échéance le 30 juillet 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,98 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		50 000
En vertu du décret 111-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "S", d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$CAN, datées du 11 février 1988, portant intérêts au taux de 9,875 % payables semestriellement et venant à échéance le 11 février 1993. Cet emprunt est échangeable à compter du 11 novembre 1992 pour des obligations au taux de 10,25 % venant à échéance en 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		150 000
En vertu du décret 1047-88, la Société a contracté, le 7 juillet 1988, un emprunt sous forme de prêt d'un montant de 3 500 000 000 \$, au taux de 5,5 % l'an, échéant le 7 juillet 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19 % est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu du décret 1190-88, la Société a contracté, le 15 août 1988, un emprunt par billet série "U", d'un montant de 37 200 000 \$US au taux de 9,50 % l'an, échéant le 15 août 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,26 % l'an est rattaché à cet emprunt non remboursable par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
En vertu du décret 1287-88, la Société a contracté, le 7 septembre 1988, un emprunt, par billet série "V", d'un montant de 6 500 000 000 \$, au taux de 5,13 % échéant le 7 septembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19 % l'an est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	60 200	60 200

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du décret 83-89, la Société a contracté, le 9 février 1989, un emprunt, par billet série "W", d'un montant de 10 000 000 000 \$, au taux de 7 % l'an, échéant le 9 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,733 % est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	95 000	95 000
En vertu du décret 1210-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "X" d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$CAN, datées du 31 juillet 1989, portant intérêts au taux de 10,20 % payable semi-annuellement et venant à échéance le 31 juillet 2014.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1459-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "Y" d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$CAN, datés du 19 septembre 1989, portant intérêts au taux de 10,25 % payable annuellement et venant à échéance le 19 septembre 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 717-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "Z" d'une valeur nominale globale de 125 000 000 \$S au taux de 7,5 % l'an, datées du 15 juin 1990 et échéant le 15 juin 2000.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 87 398 870 \$US au taux Libor moins 0,105, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 12,68 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 327	102 327
En vertu du décret 1545-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "AA" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$CAN, au taux de 12 % l'an, datées du 8 novembre 1990 et échéant le 8 novembre 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 1719-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AB" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$CAN, au taux de 11,625 % l'an datés du 28 décembre 1990 et échéant le 28 décembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 33-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AC" d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$US, au taux Libor plus 0,125 % l'an, échéant le 23 janvier 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,45 % est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 482	46 482

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu des décrets 69-91 et 70-91, la Société a contracté un emprunt auprès de la "Taiyo Mutual Life Insurance Co." par l'émission et la vente d'un billet série "AD" de 3 000 000 000 ¥ au taux de 8 % l'an, daté du 31 janvier 1991 et échéant le 31 janvier 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 22 091 310 \$US au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,98 % semi-annuel.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 604	25 604
En vertu des décrets 189-91, 190-91 et 191-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AE" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 FS au taux de 7,25 % l'an, datés du 1er mars 1991 et échéant le 1er mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 79 042 678 \$US au taux Libor à 6 mois plus 0,25, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 11,388 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	91 911	91 911
En vertu des décrets 192-91, 193-91 et 194-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AF" au montant global de 150 000 000 DM au taux Libor à 6 mois plus 30 points de base (9,13 %) datés du 6 mars 1991 et échéant le 6 mars 2001.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 102 810 144 \$US au taux Libor à 6 mois plus 38 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,795 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	119 054	119 054
En vertu du décret 361-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AG" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$CAN, au taux de 10,70 % l'an, datées du 28 mars 1991 et échéant le 28 mars 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 424-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en deux tranches pour une valeur globale de 50 000 000 \$US au taux inter-banques de l'Eurodollar américain sur le marché de Londres (Libor) majoré de 0,22 % l'an et en deux séries comme suit:		
série "AH" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 30 000 000 \$US		
série "AI" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 20 000 000 \$US		
Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt pour un montant global de 57 780 000 \$CAN et faisant l'objet du décret 425-91.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 780	57 780

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du décret 1342-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AJ" d'une valeur nominale globale de 160 000 000 \$CAN, au taux de 10,6 % l'an, datées du 10 octobre 1991 et échéant le 10 octobre 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	80 000	80 000
En vertu du décret 1061-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AK" d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$CAN, au taux de 9 % l'an, datés du 23 juillet 1992 et échéant le 23 juillet 2002.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	
En vertu du décret 1737-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AL" d'un montant de 10 000 000 000 \$, au taux de 5,59 % l'an, daté du 15 décembre 1992 et échéant le 16 décembre 2002.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux effectif de 9,40 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 501	
En vertu du décret 111-88, la Société a prorogé un emprunt contracté, par l'émission et la vente d'obligations série "SS" d'une valeur nominale globale de 148 836 000 \$CAN, au taux de 10,25 % l'an, datées du 11 février 1993 et échéant le 11 février 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	148 836	
	1 892 689	1 729 039
Moins: Montant inclus dans les engagements financiers et dans la provision inscrite à cette fin dans l'état de l'actif et du passif dans le cadre du programme de l'assainissement des eaux.	1 605 367	1 476 991
	<u>287 322</u>	<u>252 048</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Agriculteurs

L.R.Q., c. F-1.2
 (en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément au chapitre F-1.2 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs, en vertu de la présente Loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10 % du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1993, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élèvent à 575 085 111 \$CAN et les remboursements à 575 082 229 \$CAN.	3	13

Étudiants

L.R.Q., c. A-13.3, a. 65

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément au chapitre A-13.3 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts est de	1 785 098	1 542 077

Fonds d'aide à l'entreprise

L.R.Q., M-30, a. 3.24 à 3.29

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément au chapitre M-30 des lois refondues du Québec, le Ministre délégué aux Affaires régionales peut affecter un Fonds pour consentir aux entreprises répondant aux conditions requises, des subsides et des garanties de prêts pour favoriser la relance de l'activité économique régionale.		
En vertu du décret 1448-92, le Ministre délégué aux Affaires régionales est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, les prêts consentis en exécution de la Convention des services bancaires avec les institutions financières participantes.		
Au 31 mars, les prêts garantis sont de	385	

Pêcheurs

L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 000 \$CAN, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquiescement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50 % des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	51 103	51 187

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers
L.R.Q., c. C-78, a. 53

(en milliers de dollars)

	1993	1992
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ce prêt.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de	6	27

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 \$CAN, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1993	1992
Corporations exerçant des activités similaires						
Société des Pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85 et 1548-89	11,238	4 080	4 206
Syndicat des producteurs caprins de la région de Québec	1992	1990-04-03	102-90	Flottant		15
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford-Mines	1996	1986-07-25	862-86	Flottant	35	44
Les Serres Sagami (1987) Inc.	1993	1987-11-19	1308-87	Flottant		417
Hydro-Serre Inc.	1993	1987-10-13	1364-87	Flottant	1 850	1 850
Complexe Serricole Drumond Inc.	1997	1992-09-17	1605-91	Flottant	640	623
Les Serres du St-Laurent Inc. (2542-4383 Québec Inc.)	1994	1989-06-29	1133-88	Flottant	1 700	1 759
SOQUJA (Cofranca Import-Export Inc.)	1992	1991-04-10	359-91	Flottant		250
	1993		419-92 et 777-92	Flottant	250	
Les Pêcheries Trudel & Curadeau Ltée	1992	1991-11-04	1151-91	Flottant		400
Sankeb Inc.	1994	1992-04-22	44-92	Flottant	116	
					8 671	9 564

Travailleurs
L.R.Q., M-19.1

(en milliers de dollars)

	1993	1992
Conformément au chapitre M19-1, a.3 des Lois refondues du Québec, le Ministre de la main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle peut garantir à toute institution financière, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant des prêts consentis aux candidats admissibles en vertu du Programme d'aide financière à la formation professionnelle des Travailleurs (ses) (SPRINT).		
La garantie de prêt maximal pouvant être utilisée est de 1 114 089 \$Can.		
Au 31 mars, les prêts consentis et utilisés sont de	598	



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003959